



■ « aden » spécial
été : tout le cinéma
et une sélection
de sorties

Ces puces qui espionnent chacun de nos gestes jour après jour

CARTES bancaires, Internet, téléphones portables : la plupart de nos objets quotidiens laissent des « traces informatiques ». La clé magnétique d'une chambre d'hôtel enregistre ainsi les allées et venues des clients tandis que la télévision à péage se souvient des choix de ses clients. La numérisation des plaques d'immatriculation permet d'identifier les voitures qui empruntent le tunnel sous la Manche. « La constitution d'un fichier résultait jadis d'une volonté, d'un choix de l'administration ou d'une entreprise », constate la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) dans son rapport annuel, rendu public mercredi 7 juillet. Aujourd'hui, nous pouvons être « fichés » du seul fait de la technologie. « Les fichiers les plus importants ne sont pas aujourd'hui ceux de l'Etat et des administrations », remarque aussi la CNIL.

Lire page 8

Région par région, le recensement

LE MONDE publie quatre pages consacrées aux résultats du recensement 1999. Nos correspondants dans chaque capitale régionale analysent les tendances des mouvements de population enregistrés depuis 1990. Deux grandes caractéristiques se dégagent : la formation de pôles urbains puissants comme Nantes, Toulouse, Lyon, Montpellier, Lille, Rennes ou Strasbourg, qui aspirent les populations rurales et celles des petites villes ; le relatif déclin de Paris et de l'Île-de-France, dû aux départs de plus en plus nombreux de Franciliens vers la province. Un article sur la situation outre-mer complète cette radioscopie de la population.

Lire pages 10 à 13 et la chronique de Pierre Georges page 34

Le vélo propre !



MANOLO SAIZ

RÉCUSÉ par les organisateurs du Tour de France avant d'être réintégré par l'Union cycliste internationale, Manolo Saiz, directeur sportif de l'équipe ONCE, affirme, dans *Le Monde*, que de 90 % à 99 % des participants à la Grande Boucle sont « propres ». Selon lui, la France « est peut-être le pays qui a le plus de problème avec le dopage ».

Lire pages 24 et 25

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 708 - 7,50 F



L'Angleterre enterre le mythe de l'or

- La Banque d'Angleterre vend 415 tonnes d'or aux enchères
- Le FMI veut faire de même pour financer la dette des pays pauvres
- Le cours du métal jaune est tombé à son niveau le plus bas depuis vingt ans
- La Banque de France refuse de se séparer de ses lingots

LA BANQUE d'Angleterre a décidé de se délester progressivement de 415 tonnes de ses stocks d'or, soit plus de la moitié de ses réserves qui s'élèvent actuellement à 715 tonnes. Ses dirigeants estiment qu'il existe aujourd'hui des placements financiers plus intéressants. La première mise aux enchères, portant sur 25 tonnes, a eu lieu mardi 6 juillet, à Londres, et a rapporté quelque 210 millions de dollars (soit autant d'euros). Ce résultat est jugé modeste par les analystes. Les cours, qui baissaient régulièrement depuis janvier, se sont de nouveau effondrés et ont plongé au-dessous de la barre psychologique des 260 dollars l'once, son plus bas niveau depuis vingt ans. Mercredi, la baisse se poursuivait lors des premiers échanges. L'or n'est plus ainsi la valeur refuge traditionnelle et les Britanniques ne sont pas les seuls à vouloir réduire leurs réserves de métal jaune. La Belgique, l'Australie, l'Argentine, les Pays-Bas et le Canada se sont déjà engagés dans cette voie. La Suisse, qui a récemment mis fin à la parité historique de l'or avec



sa monnaie, a annoncé son intention de vendre une grande partie de son stock. En revanche, la France, comme l'Allemagne, croit toujours à la valeur psychologique de ce « symbole de la souveraineté monétaire ».

Le Fonds monétaire international (FMI) envisage, lui aussi, de céder en partie ses réserves de métal jaune pour financer l'annulation de la dette des pays pauvres décidée par le G 8. La chute générale des cours de l'once affecte particulièrement les pays producteurs qui sont pour la plupart des pays en développement. Le premier d'entre eux, l'Afrique du Sud, a extrait près de 480 tonnes en 1998 et plusieurs de ses compagnies sont déjà en difficulté. Le secteur a perdu 70 000 emplois au cours des deux dernières années. La nouvelle baisse, explique-t-on à Johannesburg, menace 80 000 autres postes de travail à court terme. De nouvelles mises aux enchères d'or britannique sont annoncées pour le courant de l'automne, à Londres.

Lire page 2

Les radicaux français en quête de leur glorieux passé, à Moscou

AU MATIN du 2 juillet, alors qu'il débambule dans les rues de Moscou écrasées de chaleur, Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de gauche (PRG), accompagné d'une interprète et d'un diplomate français, a quelque chose de touchant, de fragile presque. Il a profité du déplacement officiel de Lionel Jospin en Russie, durant les deux premiers jours de juillet, pour se glisser dans la délégation hexagonale. Mais, à l'inverse de ses compagnons de voyage, patrons d'entreprise qui rêvent business, il ne nourrit, lui, que l'espoir d'évoquer avec les autorités locales le sort des archives de son parti, échouées en Russie à la fin de la deuxième guerre mondiale.

L'histoire qu'il raconte est banale et extraordinaire à la fois. En juin 1940, l'avancée foudroyante des Allemands contraignit les responsables radicaux de l'époque, Edouard Herriot et Edouard Daladier en tête, à évacuer les documents en leur possession. Deux lourds camions bâchés prennent les routes de l'exode. Ils sont rattrapés par les Panzers, et leur contenu est transféré à Berlin où se concentre l'immense butin des armées hitlériennes, mélange

d'œuvres d'art, de papiers officiels ou privés de toutes sortes, provenant des pays occupés. En 1945, ces trésors tombent aux mains de l'armée rouge. Evacués vers Moscou, les voici gelés par la guerre froide.

La situation perdure jusqu'à la fin des années 80 où, dissolution du communisme aidant, les responsables soviétiques envisagent de restituer ce butin de guerre. Aussitôt, les Français dressent un inventaire détaillé des documents pris par les Allemands. Selon leurs comptes, ils représentent quelque 45 000 cartons. Coopératifs, les Soviétiques, puis les Russes, les recensent, rendent même l'équivalent de 22 000 cartons. Puis, en 1992, tout se bloque : la Douma, le Parlement national, jugeant que tout cela fut chèrement payé du sang slave, interdit au gouvernement de poursuivre la restitution. Et c'est ainsi que continuent à dormir, dans la banlieue moscovite, des dossiers contenant notamment des papiers personnels de Léon Blum, des documents de la police française de l'entre-deux-guerres et, donc, les archives du Parti radical de 1901 à 1939.

Ce que Jean-Michel Baylet souhaite expliquer

à ses interlocuteurs, en ce début juillet, est simple : dans deux ans, c'est-à-dire en 2001, les radicaux français, répartis de part et d'autre de l'échiquier politique depuis leur scission de 1972, célébreront ensemble le centenaire de leur naissance. Pour que la fête soit totale, ils aimeraient présenter l'âge d'or du radicalisme, qui court justement de 1901 à 1939. Certes, les diplomates français ont essayé de rassurer le président du PRG. Ils pensent avoir convaincu les autorités russes de restituer la totalité des documents en leur possession et une phrase à ce sujet figure effectivement dans le relevé de conclusions du voyage de M. Jospin. Malgré tout, M. Baylet veut exposer lui-même la situation à M^{me} Matvienko, vice-premier ministre russe. Hélas, il vient d'apprendre ce matin que ladite M^{me} Matvienko a fui le soleil écrasant de la capitale pour l'ombre rafraîchissante d'une datcha lointaine. Et le voilà, un peu perdu dans l'immensité moscovite, si proche et si loin pourtant de son trésor de papier. Le passé des radicaux est toujours à Moscou.

Jean-Michel Apathie

Le Tribunal pénal international victime de son succès

LE TRIBUNAL pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a prouvé sa force en inculquant Slobodan Milosevic de crimes contre l'humanité, mais il risque la saturation. Créé en 1993 par l'ONU, il est menacé par un mal insidieux : l'engorgement. Le juge Claude Jorda a récemment exprimé à voix haute ce que nombre de fonctionnaires du Tribunal murmurent : « Du fait de la longueur des procédures et du niveau moyen ou subalterne des personnes arrêtées, le Tribunal est menacé de paralysie », a-t-il déclaré au quotidien *Libération*. Offrant un front homogène pour le grand public, le TPIY n'est pas exempt de discussions internes. Celles-ci portent sur deux éléments : la stratégie judiciaire du procureur et la meilleure façon d'organiser les procès.

Le procureur est la locomotive de l'institution. C'est lui qui alimente en dossiers les trois chambres de première instance et l'unique chambre d'appel. Le premier procureur du TPIY, Richard Goldstone, ne doutait pas de l'obligation de poursuivre les responsables de la purification ethnique. Mais ce juriste sud-africain était partisan d'une stratégie lente pour remonter la chaîne des responsabilités. Cette conception a donné lieu au premier

débat de fond au sein de l'institution. Elle résultait de la culture juridique du procureur, anglo-saxon, requérant un début de preuve pour lancer un acte d'accusation. Cette stratégie a rapidement été critiquée. Les frondeurs étaient issus d'une culture de droit romain, selon laquelle une inculpation peut être prononcée pour peu que cela soit justifié par des « indices graves et concordants ».

Les partisans de cette dernière approche étaient convaincus de la nécessité de dénoncer rapidement les planificateurs de la purification ethnique. Au bout de trois semaines de discussions serrées, en avril 1995, le juge Goldstone s'est rangé aux arguments de l'autre camp. Résultat : dès le mois de juillet, le procureur publiait sa première inculpation de génocide - contre Radovan Karadzic et Ratko Mladic - pour le siège de Sarajevo. Cinq mois plus tard, suivait leur inculpation pour « le génocide qui a suivi la prise de Srebrenica », un dossier monté avec célérité puisque le massacre de plusieurs milliers de Musulmans s'était déroulé à la mi-juillet.

Alain Franco

Lire la suite page 15



L'ÉTÉ FESTIVAL Spécial Avignon

Dernier Festival d'Avignon avant le passage à l'an 2000... Ceux qui redoutaient que le syndrome du millénaire ne handicape la programmation seront rassurés. L'affiche de la 53^e édition séduit par son éclectisme. Shakespeare partage l'affiche avec des auteurs vivants, novateurs. La danse contemporaine régénère ses modes d'expression. La musique est omniprésente par la grâce des Sud-Américains, invités d'honneur. Notre cahier spécial



LES SÉRIES DE L'ÉTÉ Retour à Cuba

3 - Le naufrage

A La Havane, François Maspero découvre des habitants à l'air un peu fatigué, pauvrement vêtus, dont la gentillesse ne masque pas la résignation. Les flâneries de l'après-dîner, avec cigare, café, sucre, rhum et chocolat, ont disparu. La vieille ville prend le masque d'une cité du tiers-monde.

p. 14



VOYAGES Quatre mers pour Israël

De Saint-Jean-d'Acre, sur la Méditerranée, à Sodome, sur les rives de la mer Morte ; d'Eilat aux extravagants palaces, le long de la mer Rouge, au lac de Tibériade que les Israéliens appellent « mer de Galilée », malgré son eau douce, l'État hébreu joue les variations balnéaires sur une partition historique et biblique. *Le Monde* vous recommande aussi des week-ends plus modestes mais magiques, à Blois.

p. 26 et 27

International	2	Carnet	23
France	6	Abonnements	23
Société	8	Aujourd'hui	24
Régions	10	Météorologie	29
Horizons	14	Jeux	30
Entreprises	18	Culture	29
Communication	20	Guide culturel	32
Tableau de bord	20	Radio-Télévision	33

INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 8 JUILLET 1999

ÉCONOMIE La Banque centrale d'Angleterre a vendu 25 tonnes de ses stocks de métal jaune sur le marché à des prix modestes : environ 261 dollars l'once. Elle envisage de se

délester au cours des prochaines années de 415 des 715 tonnes qu'elle possède. Quelque 125 tonnes seront mises aux enchères d'ici la fin de l'année ● LES COURS de l'or ont immé-

diatement chuté au-dessous du seuil psychologique de 260 dollars, le plus bas niveau depuis vingt ans. ● LA FRANCE entend conserver intacts ses stocks, symbole de la « souveraineté

monétaire ». Les banques centrales de plusieurs pays, comme la Suisse et la Belgique, ont commencé elles aussi à réduire leurs avoirs en or, estimant qu'il existe aujourd'hui des pla-

cements à long terme plus rentables. ● LE FMI devrait faire de même pour financer l'allègement de la dette des pays pauvres. L'effondrement des prix inquiète les pays producteurs.

La Banque d'Angleterre brise le tabou de l'or

Après la première vente aux enchères de 25 tonnes de métal précieux, mardi 6 juillet à Londres, les cours se sont immédiatement effondrés. Ce tour devrait se poursuivre, la Suisse et le FMI s'appropriant à imiter le Royaume-Uni

LA BANQUE d'Angleterre a procédé, mardi 6 juin, à la première d'une série d'enchères qui vont à terme la délester de plus de la moitié de son stock d'or. Les 804 000 onces de métal fin ont été vendues au prix de 261,20 dollars l'once. A l'issue de la vente, le cours de l'once est retombé au-dessous du seuil psychologique de 260 dollars. Il est tombé, mercredi, à moins de 256 dollars.

L'or a ainsi renoué avec une baisse déclenchée par l'annonce, le 7 mai, de la vente par l'Angleterre dans les prochaines années de 415 tonnes de métal (sur un total de 715 tonnes). L'once a depuis perdu près d'une trentaine de dollars. Le mouvement de la Banque centrale d'Angleterre n'est pas le premier. Depuis deux ans au moins, d'autres instituts d'émission ont progressivement réduit leur stock. Le mouvement amorcé par le chancelier de l'Echiquier britannique, Gordon Brown, est cependant le plus important et vient ainsi sérieusement bousculer le vieux tabou entretenu vis-à-vis de l'or. La « vieille relique barbare » que dénonçait déjà John Keynes semble avoir fait son temps et le symbole de l'or-refuge est un peu plus écorné chaque jour.

En avril, la Suisse avait, par référendum, mis un terme formel à la parité or-franc suisse, ouvrant la

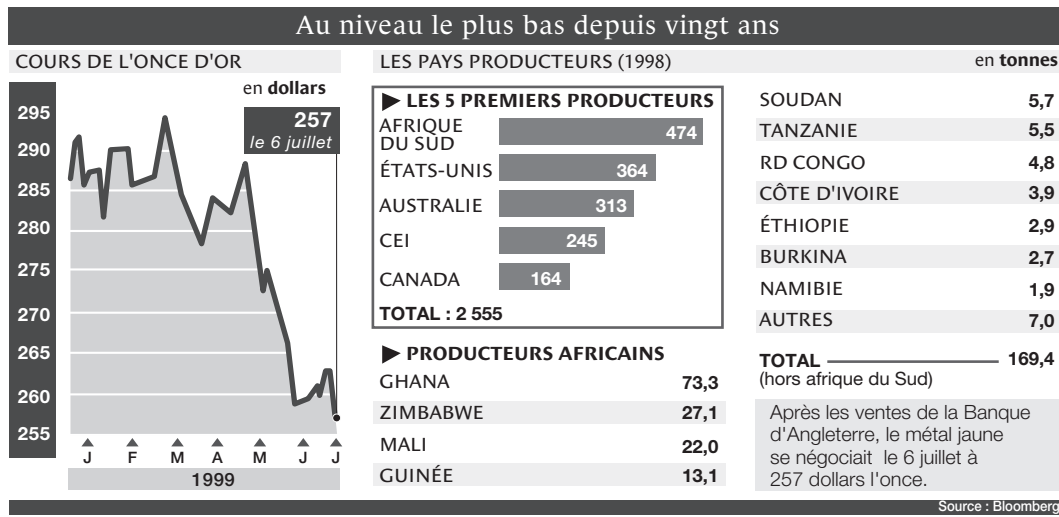
voie à la vente d'une partie de ses 2 600 tonnes d'or de réserves. Le Fonds monétaire international (FMI) s'approprie à faire de même. Cette tendance générale de cession de l'or est observée avec suspicion par l'association tiers-mondiste Gold Anti-Trust Action, qui dénonce une « conspiration internationale » menée par les Etats-Unis visant à maintenir le prix du métal jaune sous la barre des 300 dollars l'once. Elle inquiète surtout les producteurs, et au premier chef, l'Afrique du Sud.

● **Depuis quand et quels pays vendent-ils une partie de leurs réserves d'or ?**

Les banques centrales ont amorcé un mouvement de réduction de leurs réserves en or depuis deux ans environ. La Belgique, l'Australie, le Canada, l'Argentine, les Pays-Bas écoulent ainsi globalement sous forme de ventes ou de prêts environ 500 à 600 tonnes d'or en moyenne chaque année sur le marché. L'Angleterre et la Suisse ont emboîté le pas. Les ventes se font la plupart du temps par enchères.

● **Que font les pays du fruit de leurs cessions ?**

Pour les instituts d'émission, il s'agit de rééquilibrer leurs portefeuilles au profit de placements plus rentables, comme les actions



ou les devises. La Suisse a annoncé qu'elle céderait la moitié de ses réserves, soit environ 1300 tonnes à partir de l'an 2000. Les fonds ainsi récoltés seront injectés pour moitié dans l'économie nationale. L'autre partie servira au financement d'une grande fondation de solidarité que le gouvernement a décidé de créer pour venir en aide aux déshérités. L'Angleterre devrait utiliser une partie de sa cession pour participer à la réduction de la dette des pays pauvres, dont Gordon Brown a été un des ardens défenseurs.

● **Quel est le montant des réserves des banques centrales ?**

Quelque 35 000 tonnes d'or dorment dans leurs coffres. Avec 8 138 tonnes, la Réserve fédérale américaine est de loin la plus dotée. Si elle n'en a pas vendu, la Russie en posséderait 507 tonnes. En Asie, les banques centrales japonaise et chinoise détiennent respectivement 754 et 397 tonnes d'or. La Banque des règlements internationaux (BRI) affirme que l'or continuera à avoir une part très importante dans les réserves. Dans la zone euro, le transfert des réserves de change des

banques centrales nationales vers la Banque centrale européenne se fera en or à hauteur de 15 %.

● **Qui donc achète cet or qui ne cesse de se déprécier ?**

D'autres banques centrales, des investisseurs qui profitent d'un cours très bas, mais aussi l'industrie de la joaillerie. La consommation de joaillerie, qui absorbe 80 % de la production d'or, a augmenté en 1998 dans le monde. Ce boom est le résultat du développement des marchés en Chine, en Inde et de la relance des achats proche-orientaux.

Un métal, cher à Diderot, en route vers le royaume des ombres...

LONDRES

de notre correspondant à la City

La Fontaine aurait pu en écrire une fable intitulée « Ironie du sort ». Après des millions d'années pour sortir de terre la roche noire conte-

ANALYSE

L'or a perdu son rôle d'unité de référence monétaire, puis celui de valeur-refuge. Les épargnants préfèrent désormais les actions

nant les paillettes orangées, l'or est renvoyé aujourd'hui au royaume des ombres. Alors que l'once valait 850 dollars à la fin des années 70, elle est tombée sous le seuil psychologique des 260 dollars, le 6 juillet, à l'issue de la vente aux enchères de 25 tonnes par la Banque d'Angleterre. Une secrète désespérance a saisi les cinq banquiers participant ce jour-là au rituel inamuable du « fixing », au troisième étage de la banque NM. Rothschild and Sons, quand ils sont tombés d'accord sur le cours le plus bas depuis vingt ans ! L'or, une matière première comme une autre, réagissant uniquement à la classique loi de l'offre et de la demande ! Shocking !

Pour les gentlemen en état de choc du London Bullion Market (LBM), cette longue et durable descente aux enfers referme un cycle historique de 2 800 ans, durant lequel, dans un décor où passent tour à tour les Rois mages, les conquistadores, les aventuriers du Klondike et de Kalgonlie et le général de Gaulle, le métal fin était synonyme de puissance et de gloire. La barre d'or de 25,5 cm de large et 4 cm d'épaisseur et le lingot de 1 kilo semblent condamnés à une sorte de « darwinisme financier », à en croire l'hebdomadaire britannique *Spectator*.

A première vue, la déprime continue des cours

depuis deux décennies, en dehors des points éphémères de 1987 et 1993, paraît aller à contre-courant du marché. D'après l'annuaire *Gold*, publié par Gold Fields Minerals Services, en 1998, la demande mondiale a dépassé l'offre d'un bon milliard de tonnes. La consommation de joaillerie, qui absorbe 80 % de la production, a augmenté, en 1998, dans le monde. Ce boom est le résultat du développement des marchés en Chine et en Inde, malgré l'augmentation des taxes à l'importation de bijoux, et de la relance des achats proche-orientaux. La mode des bagues, bracelets et colliers en platine, devenu un formidable rival de l'or, jusqu'à présent, n'a pris qu'au Japon. Aux Etats-Unis, les ventes ont été dopées par l'approche du millénaire...

Dans le même temps, du côté de l'offre, l'affaiblissement du prix du métal jaune a accéléré le remodelage du secteur aurifère mondial. OPA sauvages, fusions spectaculaires, alliances et expansions hors frontière : depuis cinq ans, c'est le lot des principaux pays producteurs, comme les Etats-Unis, l'Australie ou l'Afrique du Sud. La rationalisation des champs d'exploitation est désormais à l'ordre du jour. La fermeture des mines non rentables, la suppression de centaines de milliers d'emplois de par le monde, l'introduction de nouvelles méthodes de travail ou de primes à la production ont permis aux grandes compagnies minières de maintenir leurs marges vaillantes que vaille. Une tâche facilitée certes par la force du dollar, la monnaie de référence du marché de l'or dont ont largement profité les producteurs, à l'exception des Nord-Américains. Aussi, une nouvelle génération de technocrates dynamiques, plus financiers qu'ingénieurs, a pris la relève des bâtisseurs de compagnies aussi prestigieuses qu'AngloGold, Gold Fields ou Barrick.

Mais si la demande physique excède désormais la production, côté spéculation c'est l'in-

verse qui se passe. Premier élément méritant attention, dans les pays riches, pour l'épargne à la recherche de plus-value et de rendement, l'or s'est avéré un placement peu rentable en raison notamment de la concurrence d'instruments financiers plus liquides, en particulier les actions. « La force de l'or comme placement a été de protéger l'investisseur contre les taux d'intérêts négatifs en période d'hyperinflation, facteur qui a disparu au début des années 80. C'est pourquoi, après avoir perdu son rôle d'unité de référence monétaire dans les années 70, le métal jaune a ensuite perdu progressivement son statut de valeur-refuge », affirme Kevin Noorish, analyste aurifère de Barclays Capital à Londres. Si son compère feu sir James Goldsmith s'était dépeint en « *taureau colossal tout en or* », le financier George Soros, jadis défenseur du métal jaune devant l'Eternel, s'est tourné depuis plusieurs années vers les devises ou les produits financiers exotiques.

Par ailleurs, malgré ses qualités particulières – il est inaltérable, anonyme, invisible et apatride –, l'or n'est plus un bouclier contre les tumultes économiques ou politiques dans le Tiers-Monde. Ainsi, au lieu de reconstituer leurs stocks d'or après la crise financière de 1998, les épargnants coréens et indonésiens semblent, eux aussi, s'être tournés vers la Bourse.

En vingt ans, le marché de l'or est devenu plus sophistiqué, plus efficace, plus transparent. Il s'est aussi banalisé. Tout en n'excluant pas des mouvements erratiques ici et là, les spécialistes du fixing parient sur une poursuite de la baisse jusqu'à 250 dollars l'once à long terme. Visiblement, cette matière première, que plus rien ne semble différencier de l'argent ou des non-ferreux, n'est plus le mythe éclatant cher à Diderot, qui affirmait : « *L'or est tout et le reste, sans or, n'est rien* ».

Marc Roche

Un « signe de souveraineté monétaire », selon la Banque de France

LA BANQUE de France souhaite conserver intact son stock d'or, évalué à 2 547 tonnes, soit quelque 25,3 milliards d'euros. Présentée dans son rapport annuel de 1997, sa doctrine n'a pas varié depuis. « L'or reste d'abord un élément de confiance à long terme dans la monnaie, était-il précisé. Pour des motifs psychologiques, le stock d'or des banques centrales est un gage de prudence de gestion dans l'esprit des épargnants et du public. » La Banque de France défend l'idée selon laquelle les Français sont toujours très attachés à la symbolique de l'or, valeur refuge, dont la diminution serait interprétée comme un appauvrissement du patrimoine national des ventes de la banque centrale.

Dans son plaidoyer, l'institut

d'émission ajoute que « sur longue période, le prix de cet actif s'est caractérisé par une volatilité historique somme toute assez faible, et ses fluctuations ont le plus souvent révélé une corrélation négative avec celles du dollar : l'intérêt à détenir de l'or comme actif de réserve repose donc largement sur une logique de diversification du risque. »

Cet avantage compenserait largement, aux yeux des autorités monétaires françaises, le fait que l'or n'offre qu'une rémunération dérisoire par rapport aux avoirs en devises. De la même façon, l'or, en dépit de l'inconvénient de constituer un placement totalement illiquide, « est encore aujourd'hui une assurance contre un dérèglement majeur du système monétaire international. Actif de dernier recours,

les principales banques centrales détentrices n'y puisent qu'en cas de difficultés majeures, nécessitant une remise en ordre financière d'envergure ».

L'attachement de la Banque de France à l'or est tel qu'elle avait plaidé avec force, avant le lancement de la monnaie unique, pour que la Banque centrale européenne (BCE) en détienne dans ses propres réserves. Elle a finalement obtenu gain de cause, puisque le métal jaune représente 15 % du montant total des avoirs de la BCE.

L'hostilité de l'institut d'émission à l'idée de vendre le stock d'or est d'autant plus grande qu'il redoute par-dessus tout que les gouvernements utilisent cette manne financière pour engager des politiques de relance, sous forme, par

exemple, de grands travaux. Ce projet, avancé par Romano Prodi lorsqu'il était encore président du Conseil italien, avait provoqué une levée de boucliers au sein des instances monétaires européennes. Le sujet est juridiquement complexe. Si, en théorie, les réserves d'un pays sont la propriété de l'Etat et non de la banque centrale, les instituts d'émission ont, dans la plupart des pays, un droit de regard et presque de veto sur leur utilisation. C'est notamment le cas en Allemagne, où une vive polémique avait opposé, au printemps 1997, la Bundesbank au gouvernement lorsque ce dernier avait simplement souhaité réévaluer le stock d'or au cours de marché.

Pierre-Antoine Delhommais

80 000 emplois menacés dans les mines sud-africaines

JOHANNESBURG

de notre correspondant

L'Afrique du Sud est farouchement opposée aux ventes d'or décidées par les pays occidentaux et le Fonds monétaire international (FMI). Et elle le fait savoir. Premier producteur mondial déjà frappé de plein fouet par la crise du métal précieux, le géant africain redoute une nouvelle baisse des prix et dénonce l'égoïsme des grandes puissances. Selon Pretoria, la récente décision du G 7 de vendre de l'or pour réduire la dette des pays les plus pauvres constitue une fausse solution et une demi-mesure.

« Il n'est pas possible de résoudre un problème en en créant un autre et en amoindrissant notre capacité de croissance et de développement », a affirmé Thabo Mbeki, le nouveau président sud-africain, quelques jours avant la mise sur le marché d'une partie des réserves de la Banque d'Angleterre. Alec Erwin, son ministre du commerce et de l'industrie, a, lui, qualifié de « *criminelle* » la frilosité des pays industrialisés. Il leur reproche de n'envisager qu'un allègement partiel de la dette du tiers-monde et prône l'effacement complet des créances.

En réalité, en se faisant le porte-parole des mécontents face au « diktat » des pays riches, l'Afrique du Sud cherche surtout à défendre ses propres intérêts et à éviter l'effondrement d'une industrie aurifère en plein déclin. L'or constitue toujours un des piliers de l'économie du pays et représente 20 % des exportations. Mais la production ne cesse de baisser. Depuis 1996, les mines sud-africaines fournissent moins de 500 tonnes par an, soit environ 19 % du total mondial, mais moitié moins qu'en 1984.

Parallèlement, les coûts de production ne cessent d'augmenter. Jusqu'au début des années 80, ils étaient parmi les plus bas au monde. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Ce phénomène s'explique par l'ancienneté et la profondeur des mines. La plupart, exploitées depuis plus de cinquante ans, vont jusqu'à plus de 3000 mètres sous la surface, ce qui rend l'extraction difficile et coûteuse.

En même temps, depuis la fin de l'apartheid, les salaires des mineurs ont été revus à la hausse. Pendant longtemps, l'industrie de l'or sud-africaine a construit sa compétitivité

Aux Etats-Unis, les ventes de métal fin ont été dopées par l'approche du millénaire, comme le montre la nouvelle popularité des pièces « American Eagle », l'équivalent du souverain ou du krugerrand.

● **Pourquoi le FMI s'approprie-t-il à céder une partie de son or ?**

L'institution doit trouver les fonds pour financer sa part dans l'annulation de la dette des plus pauvres décidée à Cologne par les chefs d'Etat du G 8. Le principe d'une cession de 5 % (soit 5 millions d'onces), voire 10 % de ses réserves, est admis. Le Congrès américain doit encore donner son accord, les Etats-Unis étant le premier actionnaire de l'institution.

● **Est-ce une bonne idée ?**

Non, répond le Conseil mondial de l'or, car cette décision pèsera sur les cours du métal jaune et aura l'effet inverse de celui espéré en pénalisant les pays d'Afrique sub-saharienne. Dans cette région, la plus déshéritée du monde, la production d'or peut représenter plus de 35 % des exportations, comme au Ghana ou au Mali, bientôt 20 %, comme en Tanzanie ou 7 % comme au Burkina Faso, qui figurent sur la liste des pays les plus pauvres et les plus endettés du monde.

Babette Stern

Frédéric Chambon

L'irrésistible popularité de George W. Bush

Le gouverneur du Texas, en tête dans la course à la Maison Blanche, bat des records de collecte de fonds électoraux

NEW YORK

de notre correspondant

Jusqu'où ira George W. Bush ? En à peine un mois de campagne, le gouverneur républicain du Texas, fils de l'ancien président George Bush, a pris une telle avance dans la course à l'élection présidentielle de l'an 2000 que l'ensemble des experts, sidérés par l'ampleur de ce qu'ils qualifient déjà de « *phénomène* », s'interrogent sur sa capacité à entretenir une telle dynamique jusqu'au 7 novembre 2000.

Poursuivant une première tournée euphorique des Etats-Unis, « *W* », comme il est déjà surnommé, était mardi 6 juillet à Denver, où il participait à un meeting organisé par des responsables de la communauté hispanique. La semaine dernière, en Californie, il a aussi beaucoup courtisé l'électorat hispanique et s'est fait prendre en photo avec plein de petits enfants noirs et mexicains : ce n'est pas là d'ordinaire le terrain de prédilection des candidats républicains. Mais George W. Bush, qui a été largement réélu en 1998 à la tête du Texas, en partie grâce aux voix hispaniques, cultive ouvertement cette différence en espérant retourner l'image négative d'un parti républicain refermé sur lui-même.

DES BOTTES DE COW-BOY

La Californie est l'Etat de Ronald Reagan, dont le souvenir a aussitôt ressurgi dans l'esprit de certains commentateurs enthousiasmés par le sourire, le charme, les bottes de cow-boy et le sens du contact direct de George W. Bush – un charisme, en somme, très clintonien – ironisent ses rares critiques. « *L'Amérique a envie de suivre quelqu'un d'optimiste, et je suis incroyablement optimiste* », a lancé le gou-

Hillary Clinton entre en campagne pour le Sénat

Hillary Clinton a fait, mardi 6 juillet, un grand pas vers une candidature à l'élection sénatoriale de New York en 2000, en créant officiellement un « *comité exploratoire* », à la veille d'une « *tournée d'écoute* » dans la campagne new-yorkaise. Un avocat a déposé dans la matinée devant la commission fédérale électorale, à Washington, les documents officiels créant ce comité pour la campagne de la « *première dame* » américaine, dans un Etat où elle n'a jamais vécu.

Cette étape légale permet à M^{me} Clinton de recueillir des fonds de campagne, ce qui devrait mettre une sourdine aux nombreuses critiques qui lui reprochent de voyager aux frais des contribuables, transportée et protégée comme une « *First Lady* », alors qu'il s'agit de sa carrière politique personnelle. Mercredi, M^{me} Clinton, cinquantenaire et un an, devait entamer une première tournée électorale de quatre jours dans le nord-ouest de l'Etat de New York. – (AFP)

verneur du Texas lors d'une réunion dans la Silicon Valley, symbole de l'Amérique qui gagne.

Mais le plus impressionnant dans cette nouvelle aventure Bush est l'argent qui coule à flots dans les caisses du candidat sans même qu'il ait à tendre la main. Le 31 mars, George W. Bush avait ramassé 7,6 millions de dollars pour sa campagne : trois mois plus tard, il annonçait la somme sans précédent de 36,3 millions de dollars pour le premier semestre. Jamais aucun autre candidat n'avait collecté autant de fonds électoraux privés en si peu de temps dans l'histoire des Etats-Unis. Une somme, a-t-il dit, qui lui inspire « *humilité et reconnaissance* » : elle émane de plus de 75 000 donateurs à travers les cinquante Etats.

Le précédent record avait été battu par le républicain Bob Dole qui, au même stade de la dernière campagne présidentielle, n'avait recueilli en 1995 « *que* » 13,5 mil-

lions de dollars. Trente-six millions, c'est non seulement plus que le total des sommes réunies par la dizaine d'autres candidats à l'investiture républicaine, c'est aussi pratiquement le double de ce qu'a collecté le principal adversaire de M. Bush côté démocrate, le vice-président Al Gore qui est à la tête, lui, d'un butin d'un peu plus de 18 millions de dollars.

Le président Clinton refuse de voir dans ces chiffres un message politique : « *C'est beaucoup*, paie ainsi le revers électoral subi en juin par les socialistes, essentiellement au Royaume-Uni et en Allemagne – le groupe ne comptera plus que 180 membres, au lieu de 214 –, mais aussi la stratégie qui a conduit finalement à la démission de la Commission Santer, que Pauline Green voulait pourtant éviter. Les Allemands ont appuyé la candidature de M. Baron Crespo, ainsi que les Français : c'était pour eux le moyen de s'assurer le poste de secrétaire général du groupe,

lions de dollars. Trente-six millions, c'est non seulement plus que le total des sommes réunies par la dizaine d'autres candidats à l'investiture républicaine, c'est aussi pratiquement le double de ce qu'a collecté le principal adversaire de M. Bush côté démocrate, le vice-président Al Gore qui est à la tête, lui, d'un butin d'un peu plus de 18 millions de dollars. Le président Clinton refuse de voir dans ces chiffres un message politique : « *C'est beaucoup*, paie ainsi le revers électoral subi en juin par les socialistes, essentiellement au Royaume-Uni et en Allemagne – le groupe ne comptera plus que 180 membres, au lieu de 214 –, mais aussi la stratégie qui a conduit finalement à la démission de la Commission Santer, que Pauline Green voulait pourtant éviter. Les Allemands ont appuyé la candidature de M. Baron Crespo, ainsi que les Français : c'était pour eux le moyen de s'assurer le poste de secrétaire général du groupe,

Mari, père de famille et féministe pourtant exemplaire, ce dernier paierait à retardement, affirment les experts, l'affaire Lewinsky et la « *lassitude de l'ère Clinton* » qu'elle a entraînée : on comprend mieux pourquoi, le soir de l'annonce formelle de sa candidature, Al Gore a choisi de prendre ses distances de manière assez brutale, dans une interview télévisée, avec la vie privée de son président.

« CONSERVATISME GÉNÉREUX »

Ce n'est que le début d'une campagne de seize mois et le *Los Angeles Times* s'intéressait déjà, dimanche, aux conditions dans lesquelles le jeune George W. avait fait son service, à l'époque du Vietnam, dans le confort de la Texas Air National Guard, lorsque son papa était au Congrès. Certains, comme Mario Cuomo, l'ancien gouverneur démocrate de New York, estiment que la croisade de George W. Bush en faveur d'un « *conservatisme généreux* » joue, en réalité, en faveur des démocrates, qui ont toujours été meilleurs que les républicains en matière de générosité.

D'autres, comme *Salon Magazine*, qui propose neuf déclarations politiques et demande au lecteur de deviner lesquelles sont de M. Gore et lesquelles sont de M. Bush, soulignent que pour l'instant, au stade des généralités, ils disent tous deux rigoureusement la même chose. Et d'autres enfin, comme l'ancien champion de catch Jesse Ventura, le nouveau et très iconoclaste gouverneur du Minnesota, sont convaincus que d'ici un an, les électeurs américains seront tellement saturés de Al Gore et de George W. Bush qu'ils accueilleront à bras ouverts un troisième candidat...

Sylvie Kauffmann

BRUXELLES (Union européenne)

de notre correspondant

C'est l'Espagnol Enrique Baron Crespo qui succédera à la Britannique Pauline Green à la tête du groupe des socialistes au sein du Parlement européen. Ainsi en ont décidé les dirigeants socialistes et sociaux-démocrates des Quinze, qui étaient réunis, mardi 6 juillet, à Bruxelles. La seconde, une proche de Tony Blair, qui était candidate à son renouvellement, paie ainsi le revers électoral subi en juin par les socialistes, essentiellement au Royaume-Uni et en Allemagne – le groupe ne comptera plus que 180 membres, au lieu de 214 –, mais aussi la stratégie qui a conduit finalement à la démission de la Commission Santer, que Pauline Green voulait pourtant éviter.

Les Allemands ont appuyé la candidature de M. Baron Crespo, ainsi que les Français : c'était pour eux le moyen de s'assurer le poste de secrétaire général du groupe,

Français et Allemands sont les derniers...

Les Français sont, avec les Allemands, les derniers à ne pas avoir désigné les deux commissaires qui viendront à Bruxelles succéder à M^{me} Cresson et M. de Silguy. Apparemment, les tractations avec Romano Prodi, le nouveau président du collège, continuent : il faut non seulement s'accorder sur les noms, mais aussi sur les portefeuilles. Il revient au président de la République de choisir l'un des deux commissaires, au gouvernement l'autre. Mercredi 7 juin, avant le conseil des ministres (toujours précédé par un tête-à-tête entre M. Chirac et M. Jospin), il semble que les tandems Jacques Lang et Michel Barnier ou Pascal Lamy et Michel Barnier tenaient la corde. – (Corresp.)

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

Afin de faciliter le consensus, M. Baron Crespo a été désigné pour deux ans et demi, mais il paraît vraisemblable qu'il assurera sa fonction tout au long de la législature. Une de ses premières préoccupations sera de définir des alliances dans un Parlement davantage dominé par la droite que le précédent Hémicycle. L'accord « *tactique* » entre les socialistes et le PPE (Parti populaire européen), jusqu'ici à la base du fonctionnement de l'Assemblée,

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana. Afin de faciliter le consensus, M. Baron Crespo a été désigné pour deux ans et demi, mais il paraît vraisemblable qu'il assurera sa fonction tout au long de la législature. Une de ses premières préoccupations sera de définir des alliances dans un Parlement davantage dominé par la droite que le précédent Hémicycle. L'accord « *tactique* » entre les socialistes et le PPE (Parti populaire européen), jusqu'ici à la base du fonctionnement de l'Assemblée,

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

qui échoit à Christine Verger, une ancienne du cabinet de Jacques Delors. Les Britanniques eux-mêmes n'ont apparemment soutenu M^{me} Green qu'avec une très relative détermination, une fois acquis le principe que Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office, succéderait à Jürgen Scharping, l'actuel ministre allemand de la défense, à la tête du Parti des socialistes européens, au cas où celui-ci deviendrait secrétaire général de l'OTAN à la suite de Javier Solana.

Plusieurs villes de Serbie défient le régime de Belgrade

Des milliers de manifestants sont descendus, mardi 6 juin, dans les rues de plusieurs agglomérations du sud et du nord du pays pour réclamer la démission du président yougoslave Slobodan Milosevic. Un nouveau meeting organisé par l'opposition est prévu jeudi à Prokuplje

Jour après jour, Slobodan Milosevic est confronté à une montée de la contestation. Si, pour le moment, Belgrade reste calme, la rue se mobilise dans plusieurs autres villes de Serbie. A Leskovac (sud) des ma-

nifestants ont affronté les forces de sécurité après la condamnation à un mois de prison d'un technicien de la télévision locale qui avait appelé, à l'antenne, à manifester contre le régime. Auparavant, plusieurs

milliers de personnes avaient défilé dans le centre-ville. A Uzice, quelque 5 000 personnes ont répondu à l'appel du Parti démocratique de Zoran Djindjic qui a incité les Serbes à « sortir dans les rues » et à dé-

clencher « un mouvement de grève générale ». Un nouveau meeting organisé par l'opposition était annoncé pour jeudi dans la ville de Prokuplje. Après l'église orthodoxe et l'opposition « démocratique », les

étudiants de quatre facultés de Nis (sud) ont demandé, à leur tour, mardi 6 juillet, la démission du président yougoslave et l'assemblée municipale de Novi Sad (nord) a voté une résolution en ce sens.

LA CONTESTATION du pouvoir du président yougoslave Slobodan Milosevic s'amplifie avec de nouvelles manifestations qui ont eu lieu au cœur de la Serbie par l'opposition regroupée autour de l'ancien maire de Belgrade Zoran Djindjic.

Rentré à Belgrade dimanche après deux mois d'absence, le président du Parti démocratique (DS) a été la figure de proue d'un rassemblement, mardi 6 juillet à Uzice (sud), une ville aux mains de l'opposition depuis 1997. Slobodan Milosevic « doit partir tout de suite » si la Serbie veut éviter « une guerre civile », a déclaré Zoran Djindjic. L'ancien maire de Belgrade a été acclamé par plus de 5 000 sympathisants rassemblés dans le centre-ville à l'appel de l'Alliance pour des changements, coalition d'opposition dominée par le DS. « Ne nous laissons pas entraîner dans la dernière guerre que Milosevic n'ait pas encore provoquée, la guerre civile », a lancé M. Djindjic. « Il doit partir tout de suite, sans marchandages, sans choix ».

M. Djindjic a appelé la population à transformer son mécontentement en « un mouvement populaire général afin de libérer le peuple serbe de l'esclavage ». Le pouvoir serbe a engagé contre le chef du DS - réfugié au Monténégro durant la guerre - des poursuites judiciaires pour insoumission pendant la campagne aérienne de l'OTAN. Fait significatif, la contestation a gagné pour la première fois Leskovac (250 kms au sud de Belgrade), fief traditionnel du Parti socialiste (SPS) de M. Milosevic, où 20 000 personnes ont réclamé lundi soir la démission du président yougoslave. Des réservistes de l'armée mobilisés au Kosovo pendant les frappes aériennes de l'OTAN se sont joints aux protestataires qui scandaient « Slobodan va-t'en, nous voulons des changements ! ».

La contestation n'a pas encore vraiment gagné Belgrade, où des opposants ont lancé, lundi, une timide campagne pour la démission du président Milosevic, organisée par les syndicats indépendants et



une cinquantaine d'organisations non gouvernementales regroupées dans l'Action yougoslave (JA).

Les organisateurs avaient installé dans le centre-ville une urne dans laquelle les passants étaient invités à déposer un tract réclamant le départ « immédiat » de M. Milosevic. Ils n'ont pas fait cette : en une journée, seulement

1 199 Belgradois ont « voté », a indiqué à l'AFP Milan Nikolic, vice-président de la JA.

L'assemblée municipale de Novi Sad, chef-lieu de la province de Voïvodine (nord), a réclaté de son côté mardi la démission de Slobodan Milosevic, a rapporté l'agence Beta. Novi Sad, contrôlée par l'opposition, est la première ville de Serbie dont les élus locaux

demandent la démission du président yougoslave. La manifestation d'Uzice a été convoquée par l'Alliance pour des changements (SZP), coalition d'une demi-douzaine de partis dominée par le DS, qui avait déjà regroupé 10 000 personnes il y a une semaine à Cacak (180 km au sud de Belgrade) sans que la police intervienne, bien que les rassemblements soient officiellement interdits. Elle doit être suivie de meetings, du 8 au 26 juillet, dans six villes de Serbie : Prokuplje, Sabac, Kraljevo, Kragujevac, Pancevo et Jagodina, selon Vladan Batic, coordonnateur de la SZP. « Démission de Milosevic, formation de gouvernements de transition (yougoslave et serbe), élections libres sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) » sont les objectifs que la SZP s'est assignés.

Pour atteindre ces objectifs, l'opposition ne pourra vraisemblablement pas passer du soutien de Vuk Draskovic, « opposant à l'éclipse » qui jouit d'une solide cote de popularité dans le pays. Or, le leader du Mouvement serbe du renouveau (SPO) n'a pas encore fait une croix définitive sur sa collaboration avec une partie, au moins, du régime en place. A condition toutefois que quelques remaniements aillent dans le sens d'une démocratisation.

Vuk Draskovic a ainsi réclaté, mardi, la démission du premier ministre yougoslave, Momir Bulatovic, au profit d'un membre du parti, réformateur, au pouvoir au Monténégro. M. Bulatovic est le rival de l'actuel président monté-

ment fédéral à l'entrée du Parti démocratique des socialistes (DPS) de M. Djukanovic. « M. Bulatovic doit se retirer dans l'intérêt de l'Etat fédéral et du peuple », a déclaré M. Draskovic, estimant que le poste de Premier ministre yougo-

Bernard Kouchner : « L'Europe est née à Pristina »

Tirant le bilan de l'intervention de l'OTAN au Kosovo, Bernard Kouchner a estimé, mardi 6 juillet, lors d'une brève visite à Lyon, que « L'Europe est née à Pristina ». « Ce qui a été fait au Kosovo, c'est-à-dire la protection des minorités à l'intérieur de l'Europe, était inimaginable en 1945. Pour la première fois, les armées des cinq pays majeurs d'Europe sont du même côté. Voilà pourquoi l'Europe est née au Kosovo, celle des droits de l'homme, de la fraternité. Celle que nous aimons », a déclaré le nouveau haut représentant de l'ONU au Kosovo.

A propos de l'absence d'Ibrahim Rugova du Kosovo, M. Kouchner s'est interrogé sur « l'influence » actuelle du chef de file des Kosovars modérés. « Je souhaite traiter avec toutes les forces politiques kosovares », a précisé M. Kouchner. « Je vais essayer d'œuvrer dans le domaine de la coordination afin que renaisse - et parfois que naisse - cette administration d'où les Kosovars ont été écartés depuis si longtemps. Il y a tout à faire », a-t-il conclu. - (Corresp.)

négrin, Milo Djukanovic, dont Belgrade conteste la légitimité. Il dirige depuis plus d'un an le gouvernement fédéral, que M. Djukanovic ne reconnaît pas. M. Draskovic plaide pour une réconciliation entre la Serbie et le Monténégro, qui forment la Yougoslavie (RFY) depuis 1992.

Le chef du SPO conditionne la participation du SPO au gouverne-

ment fédéral à l'entrée du Parti démocratique des socialistes (DPS) de M. Djukanovic. « L'Etat fédéral ne pourra être préservé que si le DPS obtient le poste de Premier ministre et les places qui lui reviennent à la chambre des républiques (chambre haute) du parlement » yougoslave, selon M. Draskovic.

Le pouvoir de M. Milosevic a laissé entendre vendredi qu'il était prêt à « mettre de côté » ses différends avec le Monténégro au nom de « l'unité de la RFY ». M. Djukanovic revendique pour le Monténégro un statut égal à celui de la Serbie. Son parti a proposé des discussions à cet effet avec Belgrade. « La balle est dans le camp du Parti socialiste » (SPS) de M. Milosevic « qui doit faire preuve de responsabilité et montrer que la RFY lui est plus chère que ses propres intérêts », a dit M. Draskovic.

Le DPS et le SPS doivent discuter « d'un nouveau cadre constitutionnel » de la RFY et « préparer des élections selon les critères de l'OSCE », a ajouté M. Draskovic. Un gouvernement yougoslave dirigé par un membre du DPS serait « en mesure d'obtenir une aide financière internationale », a-t-il estimé. - (AFP)

Les soldats russes de la KFOR débarquent... en Yougoslavie

PRISTINA

de notre envoyé spécial

« Bienvenue en Yougoslavie ! » : il est 15 h à Pristina et un capitaine russe accueille ainsi les premiers des 3 600 soldats du contingent envoyé par Moscou pour participer à la mission de la KFOR au Kosovo. Si, début juin, lorsqu'ils arrivèrent ici sans crier gare, les commandos russes avaient quelques bonnes longueurs d'avance, ils étaient, mardi, légèrement en retard sur le programme. Une petite demi-heure bien pardonnable après les semaines de négociation entre Moscou et les responsables de l'OTAN.

Bérets bleus, bardas impressionnants, souriants pour les uns, tendus pour les autres, les cinquante commandos parachutistes, dont trois femmes, débarquent au pas de course pour se regrouper sur le tarmac de l'aéroport. « Vous

avez à remplir une mission de paix et de justice », poursuit le capitaine. Sous la chaleur étouffante, les commandos commencent à transpirer, semblant bien se demander ce qu'ils font ici. Toque violette sur la tête, barbe impressionnante, croix de bois sur la soutane, le père Oleg Tzor est aussi du voyage, « pour saluer et bénir cette mission ».

Quelques moments auparavant, dans une conférence de presse improvisée, mais conjointe, le général britannique Andrew Belami et son homologue russe, Anatoli Volskov, avaient montré à quel point tout était pour le mieux dans la meilleure des missions de paix possible. Un journaliste ose une question insidieuse : « Général Volskov, si vous avez un jour à choisir entre un ordre de vos supérieurs hiérarchiques à Moscou et une directive des autorités de la KFOR, que ferez-vous ? » Le général bride ses yeux, re-

garde l'impétrant avec une ironie non dissimulée et répond que le problème ne se posera évidemment pas puisque les deux parties sont d'accord.

Autre question : « Ne craignez-vous pas que les troupes russes soient mal accueillies par les Albanais du Kosovo ? »

« Les gens vont comprendre que notre mission est une mission de paix, dit le général, que nos soldats vont bien la remplir car ce sont de bons soldats ». Sans doute, concède-t-il, cela prendra un peu de temps. A quelques kilomètres, les Albanais du village de Batoush, gardé par des soldats népalais, ne semblent pas convaincus. « Les Russes, ils sont comme les Serbes. Heureusement qu'ils seront surveillés par l'OTAN ! »

José-Alain Fralon

Les Tsiganes du Kosovo, des citoyens de deuxième zone ballottés par la guerre

SUVA REKA

de notre envoyé spécial

A la lisière de la ville de Suva Reka, une maison tzigane vient d'être incendiée. Des enfants jettent des

REPORTAGE

« Entre les Serbes et les Albanais, nous sommes comme le ballon dans un match de football »

pierres dans les flammes. Trois « policiers » de l'UCK arrivent, énervés. « Qui a mis le feu ? Vous le savez ? » Les voisins ne savent pas. Les policiers partis, Militi, l'Albanais, commente, en désignant les trente maisons tziganes désertées. « Les Roms ont collaboré, c'est sûr. Avant de fuir, ils me disaient : "Ne t'inquiète pas, on va s'occuper de ta vache". Je suis rentré de Kukës, j'ai retrouvé sa tête tranchée dans mon frigo. » En face, une vieille femme rom semble perdue dans sa maison : « Mes fils ont fui sans donner de nouvelles. Ils étaient obligés de travailler avec les Serbes pendant la guerre, obligés. » Elle ne dit pas ce que ses fils ont pu commettre : « Je suis une vieille », s'excuse-t-elle.

Seul, Remzi, trente-cinq ans, est resté avec sa famille. Sa belle-sœur est partie à Belgrade. Certains de ses voisins, selon lui, faisaient partie du SPS, le parti de Milosevic. « Pourquoi tu ne racontes pas qu'ils ont pillé des maisons, éclaté des vaches ? », s'insurge Hussein, un jeune Tzigane de quinze ans. L'homme hésite, dit : « Oui, peut-être ont-ils pillé. » Les yeux au beurre noir, il montre des ecchymoses dans le dos. « J'ai été tabassé. Les Albanais des villages m'ont dit : si on te revoit, on te tue. Moi je suis tzigane musulman, albanais ; j'ai tou-

jours travaillé pour les Albanais », se défend-il. « Si les Kosovars ne veulent plus de nous, il faudra qu'ils nous le disent gentiment : on se rassemblera, on partira. »

Le deuxième quartier tzigane de Suva Reka est un village de maisons nettes en torchis, bâties au pied de grandes demeures albanaises. Revenu visiter sa famille, Perreshi Medji, un Albanais immigré en Suisse, donne quelques pièces à Driton, un adolescent : « Je peux vous dire que, sans lui et tous ces gitans, les miens, cachés dans une cave, n'auraient pas survécu à cette guerre. » Les jeunes ont ravitaillé le quartier en nourriture et médicaments, donné l'alerte en cas d'incursion de paramilitaires. Hassain, un maçon de cinquante-sept ans, seul Tzigane à habiter une grande maison, s'est chargé de livrer du pain chaque nuit dans une planque de l'UCK. Le frère d'un gradé de l'Armée de libération en témoigne.

« TOUJOURS ENSEMBLE »

Hassain regarde sa femme, âgée de quarante-six ans, allaiter le dernier-né. « Comment il s'appelle, déjà, le bébé ? Ah oui, Jeton. » Sa belle-fille revient de chez le médecin : « Dans la salle d'attente, deux hommes ont dit devant moi que les Roms, il fallait tous les tuer », affirme-t-elle. Hassain a interdit à ses fils de sortir en ville « le temps que ça se calme ». « Si les Albanais nous mettent tous dans le même panier, alors c'est une nouvelle purification ethnique qui se prépare », redoute-t-il.

Déjà, cinq mille Tsiganes ont gagné le camp de Kosovo Polje. « On peut comprendre la réaction des Albanais des villages : ils sont traumatisés par les massacres. On ne sait pas ce que les Roms ont fait ailleurs. Ce qui m'inquiète, c'est que les gens de

notre ville deviennent pareils. Ils nous connaissent. On aurait fait des saloperies, on serait partis depuis longtemps », dit Moharem, un autre Tzigane. Hassain se demande « si la KFOR ne sera pas obligée, un jour, de nous déplacer quelque temps en Macédoine, le temps que ça se calme », répète-t-il.

Dans le quartier tzigane Rodrima de Prizren, une bavure de l'OTAN a fait 4 morts et 12 blessés, le 28 avril. La bombe s'est abattue sur dix maisons. Aussitôt des voisins albanais ont logé les survivants. « Toujours ensemble, l'humanité ! », prononce en français l'un d'eux, Shyqri Skeja,

ancien professeur d'éducation physique. Ensuite, les deux communautés ont mis en place des patrouilles communes. Un fabricant de sodas, réfugié en Albanie, a repris ses activités grâce à ses voisins roms. « Ils ont gardé mes machines », se réjouit-il tandis qu'un ouvrier colle au pinceau des étiquettes sur des bouteilles de « Cola ». « On ne choisit pas sa nationalité, poursuit le commerçant. Dans le quartier, il y des gens merveilleux. » Sa femme, elle, pense qu'ils ne peuvent pas « s'empêcher d'être voleurs ». « En plus, ils sont fainéants. » Le commerçant ne bronche pas.

Hadji Zulfa, chef des Tsiganes de Prizren, n'est pas mécontent de sa négociation avec l'UCK, après l'entrée de la KFOR au Kosovo. Aucune maison n'a été brûlée. Quinze familles ont fui mais leurs voisins, qui ont les clés des maisons, vont restituer le matériel volé ; des procès seront engagés, assure-t-il. Les Tsiganes ont toujours été des citoyens de deuxième zone, condamnés à servir les uns et les autres, relégués aux travaux d'éboueurs ou de maintenance. Dociles et soumis au pouvoir en place. « Faut d'avoir un Etat, les Roms bénissent les gouvernements en place ; ils n'ont pas le choix. On a même applaudi l'arrivée de Hitler, rappelle-t-il tristement. Au Kosovo, Milosevic a manipulé les minorités rom, turque, goran, torbesh contre les Albanais. A cause de sa politique économique désastreuse, les Roms sont sortis du travail. Pour manger, ils étaient prêts à faire ce qu'on leur demandait. »

« ON A HONTE »

Pendant la guerre, les Serbes ont sollicité certains Roms pour charger dans les camions le matériel volé, explique-t-il. « Certains Roms ont pris un peu de nourriture. Les Serbes leur laissaient les miettes. C'est vrai que les Serbes sont venus très souvent chez nous. Ils promettaient à certains de s'enrichir rapidement. » Pour lui, cette vision du Rom vivant au jour le jour, en évitant de se poser des questions sur les nouveaux maîtres, est en train de changer. « Nos jeunes font des études, deviennent émancipés. »

Lui, le musulman, ne se sent pas stigmatisé quand il va à la mosquée aujourd'hui. « Les Albanais sauront faire la différence. Il est vrai que les Roms orthodoxes étaient peut-être plus enclins à collaborer », suggère-t-il. Avant d'ajouter : « On a honte

de ce qui s'est passé ; on n'a même pas le courage d'en parler aux Albanais. » Son fils l'interrompt, en colère : « On ne pouvait pas faire autrement. Les Serbes venaient avec des armes : ils pouvaient demander ce qu'ils voulaient. »

A Orahovac, des Roms musulmans vivent isolés dans l'enclave serbe sur les hauteurs de la ville. « On ne peut plus descendre acheter à manger. On a l'impression d'avoir remplacé les Serbes dans le rôle de plus grands ennemis des Albanais », confie Naït, un musicien. Tous montrent leur certificat de travail écrit en cyrillique pour leurs services pendant la guerre. « On allait ramasser les vaches dans les villages, on les déchargeait dans le stade. Mais on n'en a pas profité », disent-ils. « Personne n'a participé aux massacres. Comment, moi, un musulman, aurais-je pu tuer un autre musulman ? », se défend Idris, un éboueur. « Les Albanais nous disent d'aller voir les Serbes, les Serbes nous renvoient aux Albanais. Nous sommes comme le ballon dans un match de football. Moi, je veux m'expliquer avec des représentants des Albanais. Ou alors qu'on nous dise de nous jeter dans la rivière. »

Une femme rom, albanaise, cherche à convaincre, en parlant le serbo-croate, que son mari, policier en civil, s'est réfugié au Monténégro quelques jours avant l'arrivée de la KFOR afin d'éviter « un assassinat » : « Il savait trop de choses sur les exactions des Serbes. Il était devenu gênant. Pendant la guerre, son travail a consisté à arrêter les pilleurs », assure-t-elle. Les familles roms orthodoxes se retranchent derrière leur maison et précisent : « Il n'y a pas de Roms orthodoxes ici, il n'y a que des Serbes. »

Dominique Le Guilledoux

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 8 JUILLET 1999

SOCIAL La conférence sur la famille devait se tenir mercredi 7 juillet à Matignon, en présence de huit ministres, des syndicats et des associations. Lionel Jospin devait annoncer

quelques mesures, notamment en faveur des jeunes adultes. ● L'ALLOCATION logement devrait progressivement être étendue au profit des familles dont les enfants atteignent

22 ans. La majoration de l'allocation de rentrée scolaire sera pérennisée. ● LES JEUNES, premières victimes du chômage, restent de plus en plus longtemps chez leurs parents. Ils at-

tendent d'avoir un emploi qui leur assure une réelle autonomie financière pour partir. ● LA DROITE, soucieuse de ne pas délaïsser ce dossier sensible pour son électorat, avait,

par avance, préparé une contre-offensive en adoptant, au Sénat, le 15 juin, une proposition de loi qui prévoit la création d'une allocation universelle dès le deuxième enfant.

Les petits gestes du gouvernement en faveur des familles

A l'occasion de la conférence annuelle qui réunit syndicats et associations, Lionel Jospin devait étendre certaines prestations en faveur des jeunes adultes. Faute de marges budgétaires suffisantes, les allocations familiales ne sont pas concernées

LA PREMIÈRE conférence de la famille de Lionel Jospin s'était déroulée dans un climat d'affrontement, la seconde avait été placée sous le signe de la réconciliation, la troisième sera, volontairement, plus technique que politique. Mercredi 7 juillet, le premier ministre devait accueillir dans la salle des fêtes de Matignon les cinquante représentants des associations, partenaires sociaux et experts conviés à cette réunion rituelle. Huit ministres devaient également prendre place autour de la table, Martine Aubry, Elisabeth Guigou, Louis Besson, Claude Bartolone, Marie-George Buffet, Ségolène Royal, Nicole Pery et Michelle Demessine.

En plus du financement de la branche famille, trois grands thèmes de discussion ont été retenus : l'articulation vie familiale-vie

professionnelle, le logement et les jeunes adultes. Pas question, pour le gouvernement, de s'aventurer plus avant alors que l'opposition tente depuis plusieurs mois de reprendre pied sur son terrain de prédilection. Le 31 mai, quelques jours avant la proposition de loi de la droite au Sénat (*lire ci-dessous*), Jacques Chirac avait insisté sur la nécessité, pour la France, de se doter « d'une nouvelle ambition familiale ».

« Cette année, le débat sera serein, apaisé », pronostique la députée socialiste du Val-d'Oise, Dominique Gillot, rapporteur du budget de la famille. « Les familles ont besoin de temps, de stabilisation. On ne va pas refaire la révolution des prestations tous les ans », souligne-t-elle. Sauf surprise de dernière minute, le chef du gouvernement de-

vrait se contenter d'annoncer quelques mesures pour étendre ou conforter ce qui existe déjà. Il lui faut ainsi gérer la sortie de la loi Veil de 1994, planifiée sur cinq ans.

UNE RÉPONSE À MOINDRE COÛT

Par manque de ressources financières, les allocations familiales ne seront pas étendues pour les jeunes jusqu'à 22 ans au lieu de 20 ans actuellement. Il aurait pour cela fallu trouver plus de 7 milliards de francs (1,07 milliard d'euros). Seules, seront concernées par ce recul de l'âge limite les allocations-logement, et encore, de façon progressive : 21 ans en 2000, 22 ans en 2002. Une façon de répondre, à moindre coût (2 à 3 milliards de francs, 300 à 450 millions d'euros) au problème des jeunes qui restent de plus en plus longtemps à la charge de leur famille (*lire ci-dessous*). Cette situation incite d'ailleurs l'Union nationale des associations familiales (UNAF) à réclamer l'accès à l'indemnisation au chômage pour tous les dispositifs d'insertion et petits boulots...

Le délégué interministériel, Pierre-Louis Rémy, ancien conseiller de Mme Aubry et maître d'œuvre des réseaux parentaux d'écoute, devrait, de son côté, proposer un crédit à taux zéro pour faciliter l'entrée dans la vie active des jeunes. Le complément familial de 890 francs (135,7 €) versé aux fa-



milles modestes de trois enfants et plus sera également versé jusqu'à 21 ans. « Le gouvernement ne peut pas ne rien faire pour les familles nombreuses » avait martelé, ces dernières semaines, le président de l'UNAF, Hubert Brin.

Autre décision attendue : le maintien à son niveau actuel de l'Allocation de rentrée scolaire (ARS), étendue, l'année dernière, à 350 000 familles modestes. Sur les 1 600 francs versés (244 €),

400 francs (61 €) dépendent de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), le solde, représentant un montant annuel de 6 milliards de francs (915 millions d'euros), relève du budget de l'Etat. Pour pérenniser ce « coup de pouce », le gouvernement envisage de transférer progressivement la totalité de la charge à la CNAF. L'ARS deviendrait ainsi une prestation légale, peut-être modulée à terme. D'accord sur le principe,

l'UNAF demande que le transfert soit organisé sur cinq ans.

Les gestionnaires de la famille comptent également réclamer la garantie de ressources de la branche. Celle-ci étant en effet devenue bénéficiaire (2,2 milliards de francs - 335 millions d'euros - prévus en 1999, après 2 milliards de déficit en 1998 et un trou de 14 milliards en 1997), elle n'entend pas éponger les difficultés des autres, en particulier celles de l'assurance-maladie et celles, prévisibles, de l'assurance-vieillesse. Les comptes de la Sécurité sociale sont toujours calculés sur l'ensemble. M. Jospin pourrait annoncer une garantie des ressources qui devront être réinvesties dans la famille. Comme l'année dernière, un milliard de francs (152,4 millions d'euros) devrait être ainsi affecté au Fonds national d'action sociale (FNAS).

Le financement des crèches figurera aussi dans les sujets abordés. Il devrait devenir plus lourd pour les caisses d'allocations familiales afin de permettre aux collectivités locales et aux associations d'ouvrir des places supplémentaires. Enfin, le chapitre consacré à l'articulation vie familiale-vie professionnelle devrait fournir l'occasion de parler de la seconde loi sur les 35 heures, avec le compte épargne-temps et la moralisation du temps partiel.

Isabelle Mandraud

L'APE ne favorise pas le retour à l'emploi

Créée en 1985, l'allocation parentale d'éducation (APE) permet aux parents qui ont au moins deux enfants d'interrompre ou de réduire leur activité professionnelle pour élever leurs jeunes enfants (jusqu'à trois ans). Rendue publique lundi 5 juillet, une enquête menée par la Caisse nationale des allocations familiales avec le Credoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) étudie le parcours professionnel des bénéficiaires, pour la plupart des femmes. Alors que les trois quarts d'entre elles occupaient un emploi avant d'entrer dans le dispositif, elles ne sont plus que la moitié à la sortie. Ce n'est pas tant le nombre de chômeuses qui augmente (22 % après l'APE contre 21 % avant) que celui de femmes au foyer, qui est passé, dans l'intervalle, de 4 % à 27 %.

La droite veut multiplier les aides financières

QUAND ON AIME, on ne compte pas. Pour la famille, « lieu d'amour » et terrain traditionnel de la droite, l'opposition RPR-UDF-DL a rédigé une proposition de loi « ambitieuse », adoptée en première lecture au Sénat, le 15 juin. Son coût est évalué à près de 10 milliards de francs (1,52 milliard d'euros) par an par la droite sénatoriale. L'entourage de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a aussitôt dénoncé un texte « clientéliste » et « irresponsable ». En fait, par cette initiative, le Sénat se fait l'écho de Jacques Chirac qui, le 31 mai, lors de la remise des médailles de la famille française, a déclaré que la politique familiale doit se traduire par « un accroissement régulier des ressources ».

Les familles, « porteuses de l'avenir de notre pays », sont donc érigées en « priorité nationale ». Il faut, selon la droite, revaloriser le montant des prestations familiales de 0,49 % dès 1999. Elle propose, en outre, de créer une « allocation universelle d'accueil de l'enfant » (AUAE), qui serait ver-

sée dès le deuxième enfant, pendant les dix premiers mois de celui-ci, à raison de 1 000 francs (152,4 €) par mois.

Pour répondre aux « nouvelles aspirations des femmes » et « inciter les pères » à jouer un rôle plus actif, le texte prévoit la création d'un « congé de solidarité familiale » ouvert en cas de problèmes de santé, d'échec scolaire, de tentatives au sein du couple, etc. Les entreprises qui recruteraient pour remplacer les salariés partis en congé bénéficieraient d'une exonération des charges sociales de 12 000 francs (1 830 €) par an.

Le Sénat n'oublie pas, enfin, les jeunes de moins de vingt-cinq ans - ces « grands enfants » -, qui pourraient profiter d'un prêt « à taux zéro », ni les retraités, qui possèdent la « majeure partie » du patrimoine : les « grands-parents » bénéficieraient d'une exonération fiscale en cas de donation à leurs petits-enfants pour réaliser un projet professionnel ou acheter un bien immobilier.

Clarisse Fabre

Les jeunes restent plus longtemps à la charge de leurs parents

LES PARENTS aident leurs enfants de plus en plus tard et ils attendent, en contrepartie, un soutien de la collectivité. C'est ce que faisait apparaître une étude du Crédoc d'avril 1995, réalisée à la demande de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF).

L'allongement de la durée des études et le recul du mariage incitent les jeunes à rester plus longtemps chez leurs parents. Selon l'Insee, près des deux tiers des 18-20 ans sont chez papa et maman. Entre 21 et 23 ans, ce taux est de plus de 42 %. Entre 24 et 26 ans, il tombe à un peu plus de 20 % pour ceux qui ont un emploi et à 26 % pour ceux qui n'en ont toujours pas. Car les jeunes attendent désormais de trouver

un travail qui leur assure une réelle autonomie financière pour prendre leur indépendance. Plus question de faire confiance à un marché du travail qui les maltraite. Ils sont les premières victimes du chômage : même si leur situation s'est améliorée depuis deux ans, ils sont encore, à moins de 25 ans, près de 22 % à ne pas trouver de travail, alors que le taux de chômage national est de 11,4 %.

Les conditions de travail des jeunes se sont fortement dégradées. Selon l'Insee, entre mars 1991 et mars 1995, le salaire moyen des débutants a diminué de 7 % en francs constants, alors qu'ils « sont sensiblement plus diplômés que leurs aînés ». La dégradation n'est pas que

monétaire. Elle est aussi qualitative : toujours selon l'Insee, en 1995, un débutant sur trois seulement bénéficie d'un emploi stable et à temps complet, contre un sur deux quatre ans avant. Le niveau de diplôme, s'il reste une garantie contre le chômage, n'est plus une assurance tout risque : on assiste aujourd'hui à un véritable déclassement des diplômés sur le marché du travail : « La proportion de sur-diplômés, définis par rapport au niveau de formation a priori requis pour l'emploi occupé, s'est accrue » depuis 1986, « avec une accélération notable depuis 1992 ».

Virginie Malingre

« C'est très dur d'être seule, physiquement et moralement »

LYON de notre envoyée spéciale « C'est tout à fait moi, ça... » Aux côtés d'une dizaine d'autres femmes, qui ont soigneusement

REPORTAGE

Michèle aide les mères célibataires à retrouver leurs ressources d'éducatrices »

inscrit leur prénom sur un cône de papier posé devant elles, Elisabeth commente le dessin à peine distribué, une mère qui réprimande son fils. Elle se raconte, sans détour : « Quand mon fils rentre de l'école, c'est tout juste si je lui laisse le temps de goûter... Je lui parle de ses devoirs, je lui demande de ranger sa chambre. Il me dit qu'il veut sortir jouer au foot avec des copains. Donc je lui impose une heure de retour, qu'il ne respecte pas, donc je le gronde. En fait, je suis toujours après lui... » « Moi, c'est le contraire, réagit Marie-Françoise. Je n'ai pas assez d'autorité. Je serais plutôt du genre à lui ranger ses jouets sans rien demander. » « Moi, ma fille à six ans et elle me répond déjà !, soupire une troisième mère. Des fois, j'aurais tendance à en venir à la violence... »

Depuis 1998, le Centre d'information et de documentation des femmes et des familles (CIDF) de Lyon, association financée à 90 % par des fonds publics, organise des groupes de soutien à la fonction parentale. Sur invitation de la caisse d'allocations familiales, puisqu'elles sont toutes bénéficiaires de l'allocation de parent isolé, Eli-

sabeth, Marie-Françoise et les autres ont accepté d'évoquer leur vie de mères célibataires. « Les demandes de soutien se font plus nombreuses, ces derniers temps, remarque Christine Piotte, qui dirige le CIDF. Auparavant, on n'osait pas avouer qu'on n'était pas à la hauteur. C'était tabou. »

Guidant la discussion, Michèle Jarrosson, thérapeute familiale, tente d'aider ces femmes à « retrouver leurs ressources d'éducatrices ». « La dernière fois, on avait conclu qu'on avait beaucoup le souci de dire des choses à nos enfants, et pas assez celui de les écouter », rappelle-t-elle. « Oui, ça m'a bien servi, embraye immédiatement Léa, mère de Lewis, onze ans. Après la réunion de jeudi, je me suis crêpé le chignon avec mon fils, qui était parti le matin en laissant sa chambre en bordel. Il m'a répondu : "J'ai rien à te dire." Alors j'ai pensé au cours, et je lui ai dit qu'on allait prendre du temps, se parler. Il a fini par me dire que son père lui manquait. C'était touchant. »

« JE NE SAIS PLUS QUOI FAIRE »

D'autres dessins permettront d'évoquer la tentation de surprotéger les enfants, les jalousies entre frères et sœurs ou les désaccords éducatifs avec les anciens conjoints ou concubins. « Mon "ex" répète tout le temps qu'il ne faut pas donner de fessées, qu'il faut expliquer, raconte Marie-Françoise. Mais parfois, c'est grave ! Dylan refuse de me donner la main pour traverser. Et puis, ce n'est pas facile de s'entendre sans cesse dire qu'on fait mal ! » Liwé, toute jeune femme arrivée de Chine il y a trois ans, se tient coïte. Il faudra toute la persuasion de Mi-

chèle pour l'amener à évoquer ce qui la préoccupe : sa fille, restée trois mois chez sa grand-mère en Chine avant de rejoindre ses parents à Villeurbanne, fait des cauchemars. Elle a peur qu'on l'abandonne de nouveau.

Quelques conseils plus tard : « Et la sexualité, interroge l'animatrice, vous en parlez aux enfants ou pas ? » Nora, trente-cinq ans, trois enfants, avoue sans ambage son embarras et provoque l'hilarité : « Un jour, ma fille de dix ans m'a raconté en rentrant de l'école que la maîtresse avait dit qu'on pouvait avoir

des bébés à douze ans. J'ai paniqué. Je lui ai dit qu'en Algérie, c'était pas possible, qu'il fallait être mariée pour avoir des bébés. Qu'est-ce que vous voulez ! Moi, ma mère ne m'a jamais rien expliqué. J'ai cru jusqu'à quinze ans qu'on pouvait tomber enceinte en embrassant un garçon. »

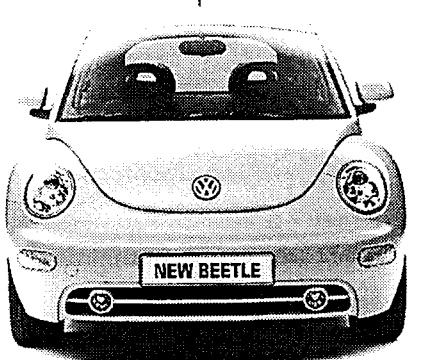
D'elle-même, la discussion prend un cours inattendu, passant de l'éducation sexuelle aux abus de même nature. Marie-Françoise a emmené son fils voir un pédopsychiatre. « J'ai toujours cette crainte parce que mon "ex", il a vécu ça. On dit que celui qui a subi reproduit toujours. Et je ne lui fais pas du tout confiance. » Angélique, très discrète jusque-là, se met à parler. Un flot incontrôlable, où s'entremêlent droit et vie privée. Sa petite de trois ans ne veut plus aller chez son père. « Elle n'avait même pas un an quand elle a fait de ces gestes... qu'on ne peut vraiment pas inventer à cet âge-là. Elle m'a dit que son papa lui avait fait bobo. Elle fait des cauchemars, où elle dit : "Papa, arrête !" Deux juges ont refusé de me croire. Je ne sais plus quoi faire. » Angélique ne sait plus que pleurer.

« On se sent toutes concernées, confirme sa voisine de table, Ça peut-être un père, un beau-père... On est seules, en état de faiblesse. Il faut toujours avoir un œil vigilant, partout, à l'école, en colo, chez le père... » Solitude, le mot-clé est lâché. Que Christine, trois fois mère, attrape au vol : « C'est très dur d'être seule. Il faut que je répète dix fois les choses pour être obéie. Ça m'use physiquement et moralement. Des fois, je baisse les bras. »

Pascale Krémer



Espace Suffren



New Beetle*
*New Beetle 2.0 l Disponible à l'essai.

40 ter, avenue de Suffren - 75015 PARIS
Tél. 01 53 58 10 00

Plusieurs députés socialistes contestent le plan de maîtrise des dépenses de santé de la CNAM

Seuls le patronat, la CFDT, la CGC et la CFTC y sont favorables

Dès la publication, lundi 5 juillet, du plan stratégique de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), de nombreuses voix se sont élevées

UNE RÉFORME, oui, mais laquelle ? Les détails du plan de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) à peine dévoilés (*Le Monde* du 7 juillet), les contre-projets apparaissent. L'ancien ministre de la santé, Claude Evin, député socialiste de Loire-Atlantique, devait présenter, mercredi 7 juillet, « dix orientations pour améliorer la qualité du système de santé et la prise en charge des soins ». A cela s'ajoutent d'autres textes, déjà en circulation, comme la « plate-forme de propositions » de l'ordre des médecins, les dix solutions alternatives du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique ou bien encore le projet de la Fédération hospitalière de France. Bref, chacun cherche sa réforme.

Toutes ces initiatives constituent en fait une réponse au plan du directeur de la CNAM, Gilles Johanne, qui suscite des réactions controversées. Il y a des « pour », comme la secrétaire générale de la CFDT, Nicole Notat, qui estime que Martine Aubry et le gouvernement ont « une chance inouïe » d'avoir à leur disposition un tel document... Lundi 5 juillet, sur LCI, M^{me} Notat, dont le syndicat préside actuellement la CNAM, a qualifié de « propositions véritablement novatrices, approfondies » les 35 mesures censées permettre l'économie de 62 milliards de francs (9,45 milliards d'euros) dans les dépenses de santé. Le Mouvement des entreprises de France (Medef) appelle également à sa « mise en œuvre de manière urgente ». « Sur la base de son application, nous déciderons de notre maintien ou non au sein de la gestion paritaire de la CNAM », a me-

nacé de nouveau, mardi, le numéro deux de l'organisation patronale, Denis Kessler.

Mais il y a aussi des « contre », dont plusieurs députés socialistes qui se sont réunis, mardi dans la soirée, pour former un groupe de travail. Trois d'entre eux, Jérôme Cahuzac (Lot-et-Garonne), Alfred Recours (Eure) et Jean-Claude Boulard (Sarthe) ont co-signé un texte pour dénoncer les 32 milliards de francs (4,88 milliards d'euros) d'économies envisagés par la CNAM pour le seul secteur hospitalier. « Ils n'ont qu'une fonction : permettre au Medef de brocarder un peu plus l'hôpital, qui, aux yeux de cette organisation, présente le défaut majeur d'être un service public. Nous n'adhérons pas à cette démarche », écrivent-ils.

« Le jeu de la CNAM consiste à mettre une pression insupportable sur les parlementaires »

Les appels pressants de la Caisse auprès des « hommes politiques » détenteurs « des clés de la mise en route » de son plan irritent au plus haut point les intéressés. « Le jeu de la CNAM consiste à mettre une pression insupportable sur les parlementaires », s'insurge M. Cahuzac. Ce dernier rejette aussi la certification des médecins libéraux. « Qui va assumer le fait qu'il y aura 30 à 40 % de recalés comme dans tout examen qui se respecte ? Qu'en fe-

ra-t-on ? C'est une mesure inutilement provocatrice », s'agace M. Cahuzac, chirurgien de formation.

M. Evin conteste également la « confusion des objectifs » de la CNAM. « Il faut se garder de penser qu'une nouvelle "grande réforme" de la Sécurité sociale réglerait une bonne fois pour toutes la totalité [des] problèmes. La réforme doit être permanente, mais pour être efficace elle doit s'appuyer sur des leviers », analyse-t-il. L'ancien ministre de la santé propose notamment de mettre l'accent sur la régionalisation en transformant les agences régionales d'hospitalisation en agences de santé et de donner plus d'autonomie aux caisses d'assurance-maladie.

Le contrôle des compétences des médecins se ferait dans le cadre de la formation continue et non « par un examen scolaire ». L'ordre des médecins serait réformé pour qu'il puisse prendre de réelles sanctions. L'efficacité thérapeutique des médicaments ferait l'objet d'un contrôle plus sévère pour les remboursements. Quant à la restructuration de l'offre hospitalière, elle se poursuivrait, « y compris en facilitant les coopérations entre établissements publics et privés ».

Au passage, les solutions préconisées par la CNAM sont démontées. Ainsi, la création d'une agence nationale du patrimoine hospitalier « priverait les responsables de capacités d'intervention dans les opérations de restructuration qu'ils conduisent ». M. Evin ajoute : « La concentration d'une gestion n'a jamais conduit à faire des économies. » A bon enten-

deur... Claude Evin, ont vivement contesté la menace que ce plan ferait peser, à leurs yeux, sur l'avenir du service public de la santé.

Le patron des patrons rend un hommage appuyé à Dominique Strauss-Kahn

Un satisfecit embarrassant pour le ministre

IL Y A des félicitations qui font plaisir et d'autres qui sont moins commodes à accueillir. Celles que Ernest-Antoine Seillière a décernées à Dominique Strauss-Kahn, mardi 6 juillet, lors du Forum Paris-Europlace font indéniablement partie de la seconde catégorie. Peu amène, d'ordinaire, avec le gouvernement, le président du Medef a eu cette formule : « Nous avons un très bon ministre des finances, peut-être pas le meilleur de l'univers (...) mais il fait de son mieux pour ne pas ajouter aux handicaps des entrepreneurs ». Et 90 % des mesures contenues dans son plan dépendent de la loi sur le financement de la Sécurité sociale pour l'an 2000, qui sera soumise au Parlement cet automne.

Du côté des syndicats, en dehors de la CFDT, les opinions sont également divisées. Plusieurs organisations auraient en effet souhaité pouvoir faire le tri des propositions sans avoir à se prononcer sur l'ensemble du texte, comme cela est prévu lors du prochain conseil d'administration de la CNAM, le 12 juillet.

Ne pouvant « tolérer le saccage du secteur public hospitalier » et « les déremboursements que [ce plan] ferait peser sur les assurés sociaux », FO a déjà indiqué qu'elle voterait contre. La CGT souligne avoir « toute une série d'oppositions de principe ». La CFTC, d'accord avec 26 des 35 propositions, votera « oui », mais avec des réserves. Résultat : la CNAM devra a priori se contenter d'un soutien limité à sa majorité de gestion (CFDT, Medef, CFTC, CFE-CGC) pour faire face à la montée au créneau de députés proches de M^{me} Aubry.

Isabelle Mandraud

Au lendemain de la victoire socialiste, en juin 1997, il s'est efforcé de limiter le relèvement de l'impôt sur les sociétés et de freiner la montée en puissance de la CSG. Il y a un an, il a également obtenu, contre Martine Aubry, que les entreprises soient les principales bénéficiaires des baisses fiscales, par le biais de l'allègement de la taxe professionnelle. Mais on pourrait tout autant faire valoir que M. Strauss-Kahn a été, à la veille de l'alternance, le principal promoteur de la réforme des 35 heures, ou encore celui qui s'est, parmi les premiers, battu pour que Lionel Jospin retienne le projet des emplois-jeunes.

Visiblement, le président du Medef n'entend pas rentrer dans ces détails. Quant au ministre de l'économie, il lui a répondu, non sans humour : « Le baron Seillière a deux sujets de prédilection : les 35 heures et le ministre des finances. Il défend les deux avec la même assiduité... »

Laurent Mauduit

DÉPÊCHES

■ **BUDGET** : Dominique Strauss-Kahn a évoqué, mardi 6 juillet, devant le bureau national du Parti socialiste, ses orientations budgétaires pour 2000. Selon Michel Sapin, chargé de l'économie au secrétariat national, le ministre a « entendu le message » du PS en faveur de « baisses ciblées de TVA ». M. Strauss-Kahn a indiqué que ces baisses n'étaient envisageables que si l'économie affichait une croissance « entre 2,2 % et 2,5 % » en 1999.

■ **SYNDICATS** : Alain Deleu s'est déclaré, mardi 6 juillet, « prêt à assumer » à nouveau la présidence de la CFTC à l'occasion de son prochain congrès, en novembre à Dijon.

■ **AGRICULTURE** : l'administration centrale du ministère de l'agriculture et de la pêche a été réorganisée pour tenir compte de nouvelles priorités définies par Jean Glavany. Elle sera composée de six directions techniques (dont une consacrée à l'hygiène et à la sécurité alimentaires) et quatre directions ou services à compétence générale.

M. Chirac « libère son énergie » contre le gouvernement

BORDEAUX de notre envoyée spéciale

Pour « libérer les énergies », Jacques Chirac dépense la sienne sans compter. La tâche n'est pas si simple que de rassurer la droite sans inquiéter le peuple, critiquer le gouvernement sans attaquer de front Lionel Jospin, le tout en ménageant l'électorat centriste sans froisser durablement les souverainistes. Au deuxième jour de son voyage à Bordeaux, le chef de l'Etat s'est montré tout aussi offensif que la veille (*Le Monde* du 7 juillet). Visitant, mardi 6 juillet, le Centre d'études scientifiques et techniques d'Aquitaine (CESTA), il s'en est pris au thème chéri entre tous des campagnes électorales, la pression fiscale. « Il n'est pas normal qu'à cause du niveau et de la structure de nos prélèvements, pour augmenter de 100 francs le revenu après impôts des salariés hautement qualifiés, il faille déboursier près de 300 francs contre 170 francs aux Etats-Unis. Ne nous étonnons pas alors de la fuite des cerveaux », a observé M. Chirac.

Après avoir célébré la petite entreprise, ces « petites unités très rapides, dynamiques, prenant appui sur la recherche, flexibles, mobiles, conquérantes » qui sont « l'avenir », M. Chirac a renouvelé ses critiques à l'égard de l'Etat. « Tout indique que de profonds changements sont à l'œuvre dans notre société. L'Etat est-il en mesure de les accompagner ? Ne risque-t-il pas, au contraire d'être un frein ? L'Etat ne peut pas rester à l'écart des grandes transformations

qui font le dynamisme de la vie économique et sociale. » Plus incisif, le chef de l'Etat a ajouté : « Nous connaissons actuellement une croissance soutenue. Elle a créé de nouvelles marges de manœuvre pour les finances publiques. C'est une période très favorable pour mettre en œuvre les réformes qui renforceront l'efficacité de la puissance publique tout en allégeant les prélèvements qui pèsent sur l'activité et l'emploi. »

Puis il a distribué son futur programme de gouvernement : « Gérer les services publics au plus près, diminuer la pression fiscale, être des facilitateurs de projets (...) Rendre possible plutôt que faire. Rechercher les talents et les idées. (...) Bref, libérer les énergies, loin des pesanteurs idéologiques et de l'inertie bureaucratique qui éloignent trop souvent nos politiques nationales des réalités de la vie. »

Les réalités de la vie, Jacques Chirac est ensuite allé s'y frotter agréablement, en visitant le village de Saint-Emilion où deux mille personnes avaient été invitées à partager avec lui un déjeuner « populaire » derrière le parvis de l'église. Devant l'ébahissement des touristes étrangers - « Oh ! it's the french president, isn't it ? » - le chef de l'Etat s'est offert poignées de main, baisers, photos et autographes avant de s'entretenir quelques instants en aparté avec une invitée particulière, qui avait été conviée à la fête directement par l'Elysée : Madame la future sous-préfète d'Ussel, Corrèze.

Pascale Robert-Diard

GEOLINK
GEOLINK INVENTE
le PACK SATELLITE

9999 F.* HT

*Prix établi sur la base d'un dollar à 6,19 F.

Et le monde est joignable.

Prix comprenant le terminal, une batterie, une housse, un convertisseur AC/DC, un adaptateur allume-cigare, un manuel d'utilisation, les frais de mise en service et les frais d'abonnement pour 12 mois.

A partir de 1.04 la minute
selon les zones d'appel

GEOLINK
Appelez-nous
au 33 1 45 61 54 10
E-mail : geolink@club-internet.fr

PEUGEOT NEUBAUER

406 NORWEST A.M. 2000

130.600 F HDI 90CV

Air conditionné - ABS - Peinture métal
 Airbag conducteur & passager
 Vitres avant électriques - Fermeture centralisée
 Autoradio RDS commandes au volant.

75 PARIS 9
4, rue de Chateaudun
01 42 85 04 04

PARIS 17
9, bd Gouvion St-Cyr
01 46 22 88 88

PARIS 17
10, rue Curmoussy
01 45 19 19 19

PARIS 18
162, rue Lamarck
01 46 27 33 33

92 ASNIERES
36, rue P. Brossollette
01 47 33 37 37

93 SAINT DENIS
227, bd A. France
01 49 33 60 60

Photo non contractuelle

SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 8 JUILLET 1999

FICHAGES Dans son rapport annuel, rendu public mercredi 7 juillet, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) constate que, depuis la création de cette ins-

tance, en 1978, la France est passée « d'une problématique du fichier à une problématique des traces informatiques ». ● LA CNIL CONTINUE à s'intéresser aux fichiers administratifs

qui touchent aux libertés publiques, mais elle prête une attention de plus en plus soutenue aux fichiers du secteur privé. ● EN CINQ ANS, le nombre de déclarations a presque doublé et,

en 1998, ce sont 2 600 plaintes qu'elle a reçues, concernant notamment la prospection commerciale, la banque, le travail et les télécommunications. ● LORSQU'ILS NAVIGUENT sur la

Toile, les internautes peuvent aisément être pistés par les administrateurs des serveurs. « *Tout ce que vous faites peut être mémorisé* », prévient la CNIL.

Les fichiers privés, nouveaux espions de la vie quotidienne

Cartes bancaires, navigation sur Internet, portables : dans son rapport annuel, la Commission nationale de l'informatique et des libertés s'inquiète de la multiplication des « traces informatiques ». « Les fichiers les plus importants ne sont pas aujourd'hui ceux de l'Etat ou des administrations »

QU'IL EST LOIN le temps où les hôteliers faisaient remplir des fiches de police à leurs clients... C'était en 1975, et les progrès technologiques ont, depuis lors, fourni bien d'autres outils de liberté surveillée : dans un hôtel, la Carte bleue identifie le client, l'autocommutateur téléphonique mémorise l'heure des appels, la clé magnétique enregistre le temps de présence dans la chambre, et la télévision à péage se souvient des choix de l'intéressé. Enregistrés dans des puces ou dans des bornes interactives – cartes bancaires, téléphones portables ou badges d'accès –, conservés par des technologies en réseau – Internet ou Intranet d'entreprise –, ces éléments offrent des possibilités d'investigations sans précédent. « *On est passé en vingt ans d'une problématique du fichier à une problématique des traces informatiques*, analyse le président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), Michel Gentot. *La constitution d'un fichier résultait jadis d'une volonté, d'un choix de l'administration ou d'une entreprise. Aujourd'hui, nous pouvons être "fichés" du seul fait de la technologie.* »

« MÉGABASES DE DONNÉES »

Longtemps focalisée sur les grands fichiers administratifs qui avaient justifié l'adoption de la loi Informatique et libertés du 6 janvier 1978, la CNIL se montre de plus en plus préoccupée par les traitements automatisés du secteur privé. « *Les fichiers les plus importants ne sont pas aujourd'hui ceux de l'Etat ou des administrations*, souligne Michel Gentot dans le rapport annuel de la CNIL pour l'année 1998, rendu public mercredi 7 juillet. *Permettent-ils de contrôler un système par essence incontrôlable, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a choisi de faire œuvre de pédagogie et de prévention à l'égard d'Internet. Sur le site de la commission (http://www.cnil.fr), tout internaute est dûment informé que « l'anonymat n'est pas la règle sur Internet et que l'absence de traces l'est encore moins ». En guise de démonstration, la commission explique que le simple fait de consulter son site – comme tout autre site ouvert sur la Toile – permet de collecter des informations à l'insu des visiteurs concernés, d'analyser leurs centres d'intérêt et d'établir leur profil de consommateur.*

« *EAU DANS LE GAZ* » Saisie par le couple, la CNIL a établi au cours de ses investigations que les employés de l'agence inscrivaient dans leurs blocs-notes informatiques des considérations désobligeantes et attentatoires à la vie privée : « *Vient de retrouver son fils de vingt-huit ans qui était SDF. Après l'avoir hébergé, en remerciement, il lui a pris sa femme. Pas de bol !* » « *Personne très compliquée ayant des problèmes d'ordre psychique* », pouvait-on lire ailleurs ; et

même : « *Compte joint, mais eau dans le gaz.* » La CNIL a adressé un avertissement à l'établissement, qui a pris des dispositions, puis rappelé à l'ordre l'ensemble

Une forte croissance du nombre de plaintes

Depuis sa création en 1978, plus de 650 000 traitements informatiques ont été enregistrés par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). En 1998, 65 314 traitements ont été déclarés, qu'il s'agisse de fichiers du secteur public (+10% par rapport à 1997) au privé (+9,5%). Depuis cinq ans, le nombre de déclarations de fichiers a presque doublé.

En 1998, la CNIL a été saisie de 2 671 plaintes (+14%). Les secteurs les plus concernés ont été, par ordre décroissant, la prospection commerciale, la banque, le travail et les télécommunications. Les plaintes portent sur l'exercice des droits d'accès et d'opposition garantis par la loi de 1978 ou l'absence d'information lors de la collecte de données.

des organismes utilisant des blocs-notes, notamment dans le secteur bancaire.

Dans le domaine du crédit à la consommation, la surveillance a porté sur les méthodes du « crédit scoring », qui réduisent les

clients à des catégories statistiques permettant d'évaluer automatiquement leurs capacités de remboursement sur la base de critères intégrés à des calculs de

Les premiers pas d'une culture « informatique et libertés » sur Internet

probabilités. Au terme de contrôles portant sur les principaux établissements français de crédit, la CNIL s'est assurée qu'aucune des sociétés ne recouraient à la nationalité des demandeurs comme paramètre discrimi-

nées de marketing ! Ou bien pour la persécution de dissidents dans des pays autoritaires... ». Le président de la République, qui s'est vu remettre le rapport de la CNIL, vendredi 2 juillet, et qui utilise le réseau des réseaux pour naviguer sur des sites concernant des découvertes archéologiques, se serait montré particulièrement intéressé.

Depuis juillet 1998, la CNIL s'est efforcée de favoriser la prise en compte de la protection des données personnelles sur Internet. Elle propose aux créateurs de sites un formulaire simplifié de déclaration à la CNIL par le biais du courrier électronique. Cette procédure inclut, selon chaque type de service, les recommandations relatives au respect de la loi Informatique et libertés. Plus de deux mille organismes publics et privés ont à ce jour déclaré leurs sites. « *Ils se sont ainsi engagés à participer à une société de l'information respectueuse des droits des personnes* », relève la CNIL, qui publie leur liste afin de promouvoir « la culture "informatique et libertés" sur le réseau ».

Les premiers pas d'une culture « informatique et libertés » sur Internet

« *CONVAINCUE* qu'elle ne pourra jamais contrôler un système par essence incontrôlable, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a choisi de faire œuvre de pédagogie et de prévention à l'égard d'Internet. Sur le site de la commission (http://www.cnil.fr), tout internaute est dûment informé que « l'anonymat n'est pas la règle sur Internet et que l'absence de traces l'est encore moins ». En guise de démonstration, la commission explique que le simple fait de consulter son site – comme tout autre site ouvert sur la Toile – permet de collecter des informations à l'insu des visiteurs concernés, d'analyser leurs centres d'intérêt et d'établir leur profil de consommateur.

Les fichiers d'audit permettent ainsi de « *pister* » les internautes en enregistrant chacune de leurs transactions et chaque mouvement de leur ordinateur naviguant sur un site donné. Ils permettent à l'administrateur d'un serveur de connaître avec précision les charges du système afin d'en optimiser le fonctionnement : quand le serveur est-il le plus mis à contribution ? Quels fichiers sont les plus téléchargés ? « *Un tel outil peut égale-*

ment être utilisé à d'autres fins que purement techniques, souligne la CNIL avant de s'adresser directement aux internautes. *Tout ce que vous faites peut être mémorisé et mis en relation d'une session à l'autre sur le serveur. Ces informations vous décrivent, soit dans votre vie privée, soit dans votre vie professionnelle, selon que vous utilisez Internet chez vous ou dans le cadre de vos activités professionnelles. Elles peuvent être échangées, rapprochées, croisées.* »

De fait, la démonstration opérée par la CNIL témoigne que la date et l'heure de connexion au site de la commission ainsi que le contenu et le temps consacré à chacune de ses pages sont mémorisés.

« SOURCE POUR UNE BASE MARKETING »

Aux utilisateurs de « groupes de discussion », la CNIL précise que le serveur hébergeant ces groupes thématiques « *peut, techniquement, savoir exactement la liste des newsgroups et le nombre de messages que vous avez consultés depuis votre première connexion, voire plus si l'administrateur met en place des fonctionnalités d'audit plus élaborées. Quelle source pour l'enrichissement d'une base de don-*

41 recommandations pour la sécurité du tunnel du Mont-Blanc

LE RAPPORT administratif franco-italien relatif à l'incendie du tunnel du Mont-Blanc qui, le 24 mars, a causé la mort de trente-neuf personnes formule quarante et une recommandations « *préalables à une remise en service en sécurité de l'ouvrage* ».

Synthèse des travaux réalisés par les commissions d'enquête techniques créées à l'initiative des deux gouvernements, ce rapport devait être officiellement présenté jeudi 8 juillet, en même temps que les mesures retenues par les ministres français et italien des transports, Jean-Claude Gayssot et Enrico Micheli.

Revenant sur les circonstances de l'incendie, les rapporteurs indiquent que les consignes prévues en cas d'alerte n'ont pas toutes été respectées.

Ainsi, alors que le contrôleur du poste de commande (italien ou français), qui le premier détecte l'incendie et déclenche l'alerte, devait prendre « *le commandement des opérations* », rien n'a été fait en ce sens « *avant l'intervention des moyens publics* [de secours] ».

Pour éviter à l'avenir qu'une telle situation puisse « *être source d'incompréhensions et de retards préjudiciables* », les experts souhaitent que l'exploitation du tunnel soit dirigée « *à partir d'une seule salle de commande* », une salle de secours étant équipée « *à l'autre bout du tunnel* ».

Dans le même esprit, est proposée la mise en place d'« *un système de contrôle et de commande informatisé des installations* » qui permettra de « *déceler et de localiser*

un incendie potentiel » et de « *conserver en mémoire les mesures relevées et les actions réalisées* ».

Selon les rapporteurs, « *les occupants des véhicules sont vraisemblablement décédés, par asphyxie, dans les dix à quinze premières minutes* » : l'incendie du camion à l'origine du drame a dégagé de l'oxyde de carbone, mais aussi « *d'autres gaz très toxiques, dont vraisemblablement de l'acide cyanhydrique* ».

Les experts reconnaissent qu'« *il n'est pas possible à ce jour de dire avec certitude si des conditions de ventilation différentes auraient pu les sauver* », mais ils assurent cependant qu'« *avoir insufflé de l'air frais au lieu d'extraire les fumées n'a pu avoir de façon générale qu'un effet aggravant sur le développement de l'incendie* ».

« EXERCICES D'URGENCE »

Si les délais d'alerte et d'intervention « *peuvent être considérés comme normaux* » et, si « *les moyens publics d'intervention n'ont pas fait défaut* », le rapport note malgré tout que, « *faute d'agents de liaison, de pratiques de coopération opérationnelle en l'absence d'exercices communs* », les pompiers français et italiens « *n'ont pas été en mesure d'arrêter une stratégie commune* ».

Pour pallier ce dysfonctionnement, « *le personnel responsable de l'exécution des consignes de sécurité devra être mis en situation de les connaître parfaitement grâce à des actions de formation et à des exercices périodiques d'urgence* ».

En outre, chaque plate-forme

devra « *disposer d'un service de première intervention privé, identique en hommes et en matériels (...), tous dûment formés (...), et en mesure d'accéder au site d'un accident ou d'un incendie dans le délai de cinq minutes maximum après l'alerte* ». Pour optimiser l'intervention des secours publics, les experts proposent l'instauration d'un plan unique de secours entre les deux pays comprenant « *au moins un exercice commun annuel avec fermeture du tunnel* ».

Une série de recommandations vise également à limiter les conditions d'accès des poids lourds au tunnel du Mont-Blanc.

Les auteurs du rapport – deux experts français et un italien – se montrent critiques à l'encontre des deux sociétés exploitantes du tunnel, Autoroute et tunnel du Mont-Blanc (ATMB) et Società italiana per il traforo del Monte Bianco (SITMB), accusées d'avoir « *souvent eu du mal à coordonner leurs investissements* ». « *Ceux-ci ont souvent été réalisés par chaque société à des dates différentes et avec un contenu technique différent* », notent les experts.

« *Afin d'améliorer les conditions d'exploitation du tunnel et de mettre constamment à jour les normes de sécurité suivant une stratégie d'intervention commune* », les rapporteurs considèrent que « *la constitution d'une société de gestion unique, filiale des deux concessionnaires, est « prioritaire »* ».

Ils rappellent au passage qu'un tel projet était inscrit dans la convention du 14 mars 1953 entre l'Italie et la France.

Les experts ne sont pas plus tendres envers la commission intergouvernementale de contrôle des conditions d'exploitation du tunnel et des travaux de sécurité, qui « *semble avoir rencontré des difficultés dans l'exercice de ses missions* ».

« UN NOYAU DE SPÉCIALISTES »

« *Aucun des incendies survenus dans le tunnel et notamment celui de janvier 1990, le plus important avant celui du 24 mars, n'a fait l'objet d'une analyse et d'une délibération qui soient consignées au procès-verbal de l'une de ses réunions* », s'étonnent-ils. De la même manière, cette commission « *n'a pas exprimé d'opposition* » à l'organisation des premiers secours élaborée par les exploitants du tunnel, qui se résumait à la mise en place d'un dispositif « *sur la seule plate-forme française* ».

Les auteurs du rapport proposent qu'une nouvelle commission intergouvernementale de contrôle soit « *compétente pour l'ensemble des tunnels franco-italiens* » (Fréjus, Mont-Blanc et Tende) et dispose « *d'un véritable pouvoir de décision* ». Ils insistent sur la nécessité de créer, comme c'est le cas pour le tunnel sous la Manche, un comité technique de sécurité, comprenant « *un noyau de spécialistes* » et bénéficiant de compétences étendues, qui devra assurer, aux côtés de la commission, « *le suivi permanent des questions de sécurité dans le tunnel* ».

Acacio Pereira

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : le procureur de la république de Gap (Hautes-Alpes) Michel Sélariès, a ouvert, mardi 6 juillet, une information judiciaire pour homicides involontaires après la chute du téléphérique du Pic de Bure qui a fait vingt morts dans le massif du Dévoluy (*Le Monde* des 4 et 5 juillet). « *L'enquête de flagrance*, souligne le communiqué, *clôturée le 6 juillet à 15 heures, a déjà permis de réunir les constatations médico-légales relatives aux victimes.* »

■ **POLLUTION** : le comité régional du tourisme (CRT) Provence-Alpes-Côte-d'Azur a déposé une plainte avec constitution de partie civile pour « *destruction, dégradation d'un bien appartenant à autrui* » après la petite marée noire qui a souillé, samedi 3 juillet, quelques points du littoral des Bouches-du-Rhône. Chargé des promotions touristiques, le CRT estime que les autorités ont les moyens d'identifier et de poursuivre le bateau qui a dégazé ses cuves.

■ **MÉDECINE** : une équipe de l'Institut Pasteur a mis au point un vaccin contre la dysenterie, une maladie diarrhéique qui fait près d'un million de victimes chaque année, a annoncé, mardi 6 juillet, l'Institut Pasteur à Paris. Les essais effectués par l'armée américaine auprès de volontaires ont montré que le vaccin pouvait contrôler la dysenterie bacillaire qui touche essentiellement les jeunes enfants des pays en voie de développement. Ce vaccin est actuellement à l'essai au Bangladesh.

■ **CONTRACEPTION** : la pilule abortive RU 486 a été autorisée dans huit pays européens, ont annoncé, mardi 7 juillet, les laboratoires Exelgyn qui commercialisent ce produit. Prescrit sous surveillance médicale au cours des neuf premières semaines de grossesse, le RU 486 provoque un avortement dont les caractéristiques sont très proches de celles d'un avortement spontané.

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Le Foyer de Costil

A la suite de la publication d'un article consacré, dans nos éditions du 2 juillet, au rejet par la Cour de cassation du pourvoi formé par Alain Juppé contre l'enquête sur le financement du RPR, l'avocat général Germain Le Foyer de Costil nous a adressé la mise au point suivante : Vous indiquez, dans cet article, qu'en qualité d'avocat général j'ai conclu au rejet des pourvois, ce

et de l'identification des contri-buables, les interconnexions entre fichiers fiscaux et sociaux. Tout en soulignant que l'utilisation de cet identifiant unique devait rester « *exceptionnelle* », la CNIL a finalement rendu un avis favorable au projet de l'administration fiscale, qui limite l'usage du NIR à la vérification de l'identité et de l'adresse des contri-buables (*Le Monde* du 26 juin).

SPECTRE DE BIG BROTHER

Un gigantesque fichier de police, le système de traitement des infractions constatées (STIC), a de son côté remis au goût du jour le spectre de Big Brother. Il prévoyait de recenser les noms de toutes les personnes mises en cause dans des procédures judiciaires ainsi que ceux de leurs victimes (*Le Monde* du 16 février). Alors que la CNIL avait émis un avis favorable assorti de réserves sur le projet, le Conseil d'Etat a formulé de fortes critiques conduisant le ministère de l'Intérieur à remanier le projet initial. « *Il était légitime que ce fichier (...) fasse débat* », admet la commission dans son rapport annuel.

Passé relativement inaperçu, un traitement automatisé permet aujourd'hui à la douane de contrôler les plaques minéralogiques de tous les véhicules empruntant le tunnel sous la Manche à partir de la France. Les numéros d'immatriculation sont automatiquement photographiés, puis numérisés, afin de les comparer aux données d'un fichier contenant des informations fournies par la douane, la police et la gendarmerie. L'objectif est de lutter contre les trafics d'armes, d'explosifs ou de stupéfiants sans ralentir les flux de véhicules.

Expérimenté depuis trois ans, ce système a été autorisé en mars 1998 par la CNIL, qui a limité la conservation des données à trois mois et a imposé que tous les usagers du tunnel soient informés de l'existence d'une telle collecte.

E. In.

Erich Inciyan

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : le procureur de la république de Gap (Hautes-Alpes) Michel Sélariès, a ouvert, mardi 6 juillet, une information judiciaire pour homicides involontaires après la chute du téléphérique du Pic de Bure qui a fait vingt morts dans le massif du Dévoluy (*Le Monde* des 4 et 5 juillet). « *L'enquête de flagrance*, souligne le communiqué, *clôturée le 6 juillet à 15 heures, a déjà permis de réunir les constatations médico-légales relatives aux victimes.* »

■ **POLLUTION** : le comité régional du tourisme (CRT) Provence-Alpes-Côte-d'Azur a déposé une plainte avec constitution de partie civile pour « *destruction, dégradation d'un bien appartenant à autrui* » après la petite marée noire qui a souillé, samedi 3 juillet, quelques points du littoral des Bouches-du-Rhône. Chargé des promotions touristiques, le CRT estime que les autorités ont les moyens d'identifier et de poursuivre le bateau qui a dégazé ses cuves.

■ **MÉDECINE** : une équipe de l'Institut Pasteur a mis au point un vaccin contre la dysenterie, une maladie diarrhéique qui fait près d'un million de victimes chaque année, a annoncé, mardi 6 juillet, l'Institut Pasteur à Paris. Les essais effectués par l'armée américaine auprès de volontaires ont montré que le vaccin pouvait contrôler la dysenterie bacillaire qui touche essentiellement les jeunes enfants des pays en voie de développement. Ce vaccin est actuellement à l'essai au Bangladesh.

■ **CONTRACEPTION** : la pilule abortive RU 486 a été autorisée dans huit pays européens, ont annoncé, mardi 7 juillet, les laboratoires Exelgyn qui commercialisent ce produit. Prescrit sous surveillance médicale au cours des neuf premières semaines de grossesse, le RU 486 provoque un avortement dont les caractéristiques sont très proches de celles d'un avortement spontané.

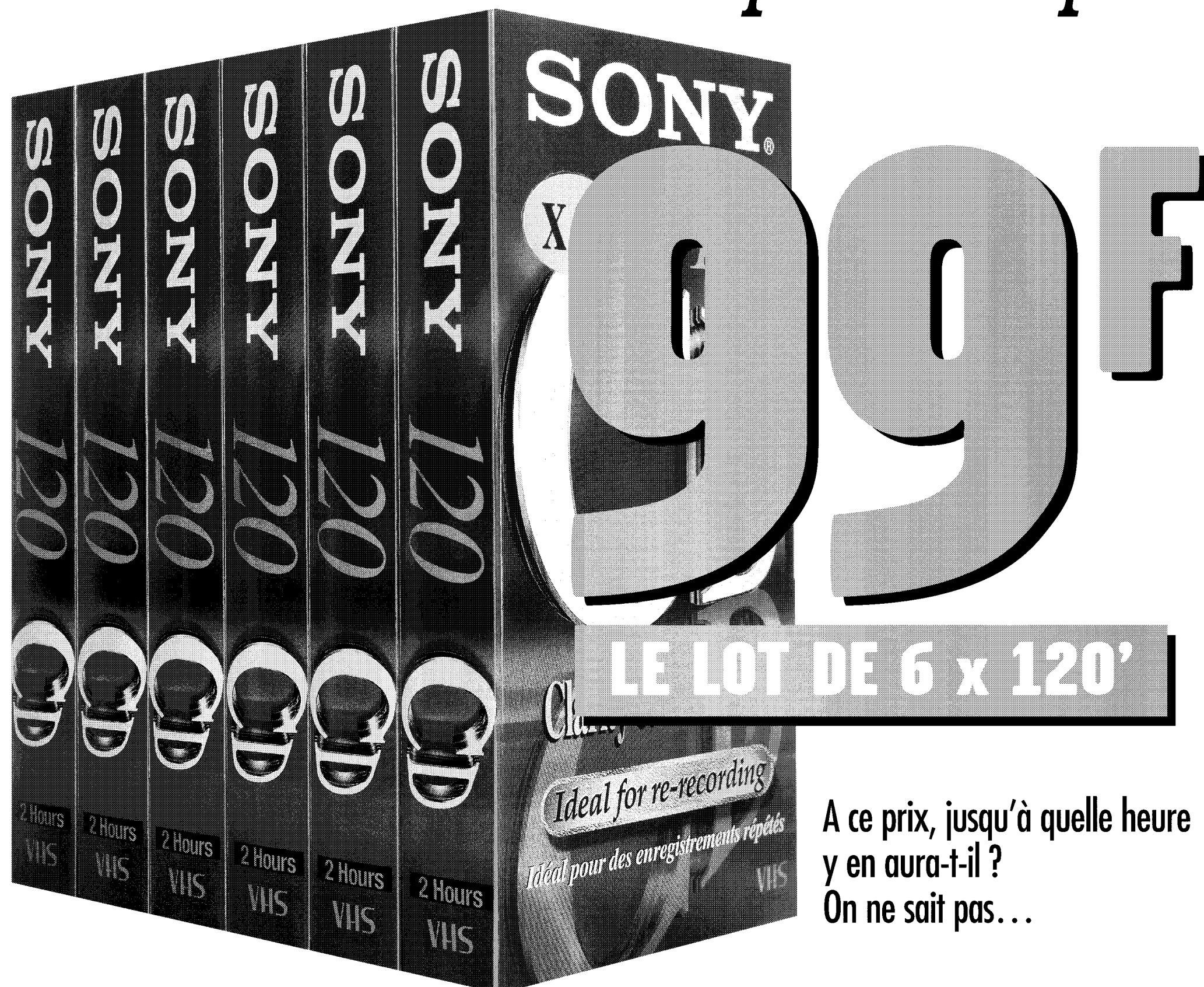
CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Le Foyer de Costil

qui est exact ; au surplus, j'aurais, selon vous, ajouté que « l'opinion publique ne comprendrait pas » qu'une telle instruction fût annulée. Je vous indique que je n'ai pas prononcé les paroles que vous me prêtez, ni aucune autre pouvant donner à penser que le sens de mes conclusions ne résultait pas seulement d'une argumentation juridique.

Jeudi 8 juillet, A SAISIR CHEZ CARREFOUR

*100 000 lots de cassettes vidéo SONY
en 120' x 6, 180' x 5 ou 240' x 4
et pas un de plus.*



A ce prix, jusqu'à quelle heure
y en aura-t-il ?
On ne sait pas...

FCA/BNZ

*Avec Carrefour
je positive!*



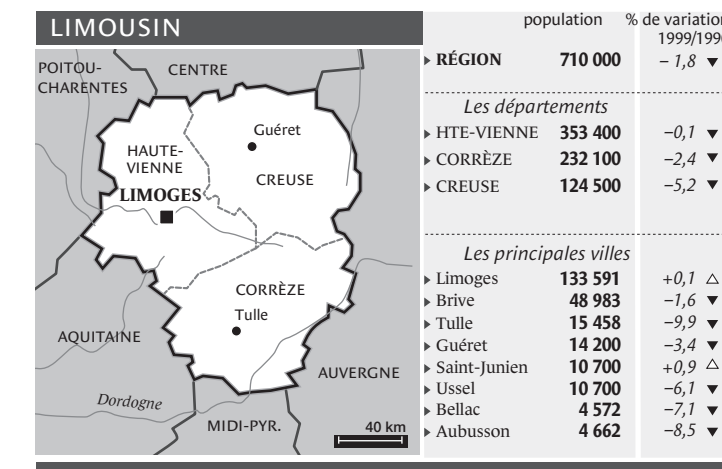
A DEMAIN...

Un dépeuplement dû au déficit du solde naturel que ne compensent pas 12 000 arrivées en neuf ans

LE LIMOUSIN, qui, au début du siècle, frôlait le million d'habitants, garde, avec une perte annuelle de près de 1 500 unités depuis le précédent recensement, le record français de la dépopulation.

La région reste pourtant attractive : le solde migratoire, depuis 1990, y a amené plus de 12 000 arrivants. Mais cet apport extérieur ne compense pas le déficit du solde naturel : l'excédent des décès sur les naissances, dans cette région qui est la plus âgée d'Europe, est de quelque 3 000 personnes par an. Beaucoup de nouveaux arrivants sont de jeunes retraités, qui ne contribuent pas à l'amélioration de ce solde naturel.

La Creuse ralentit un peu sa descente chronique. La surprise vient de la Corrèze, dont la détérioration démographique surprend. L'exode de la montagne corrézienne y était jusqu'à présent compensé par la croissance du riche bassin de Brive. Ce n'est plus le cas. Il est vrai que le chef-lieu du



département, Tulle, atteint par la rétraction des industries d'armement, fait aujourd'hui figure de ville sinistrée. La Haute-Vienne regroupe maintenant la moitié de la population régionale, mais concentrée, pour plus des deux tiers, dans le bassin industriel de la vallée de la Vienne, Limoges - Aix - Saint-Junien.

La périurbanisation se ralentit. Limoges intramuros, qui se dépeuplait depuis deux décennies, amorce une évolution inverse et renoue avec la croissance démographique. Autre évolution nou-

velle notée par l'observatoire régional de l'Insee : « L'attractivité en hausse du rural isolé. » Certains cantons du plateau de Millevaches et de la montagne limousine, dont la désertification semblait inéluctable, accueillent une population nouvelle qui réussit parfois à redresser la courbe démographique. Les communes attractives sont aujourd'hui réparties de façon diffuse à travers la région. C'est peut-être l'amorce d'un rééquilibrage territorial.

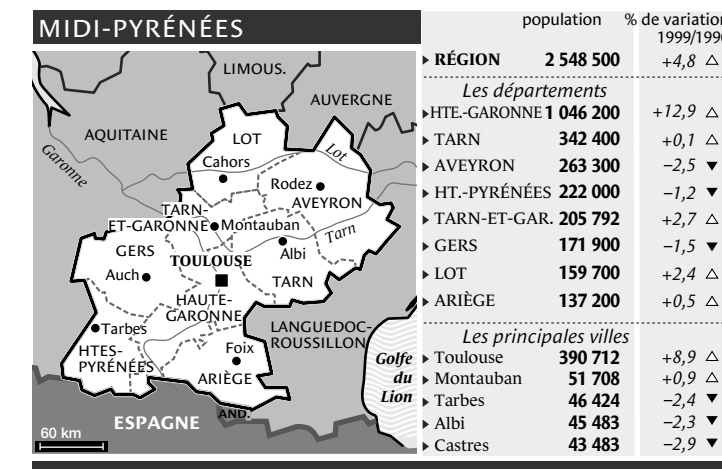
Georges Chatain

L'accroissement démographique se concentre à Toulouse, chef-lieu d'un département désormais « millionnaire »

MIDI-PYRÉNÉES, en repassant la barre des 2,5 millions d'habitants, est en passe de retrouver ses niveaux historiques du XIX^e siècle. L'attraction urbaine a statistiquement effacé l'exode rural. Alors que naissances et décès s'équilibrent, la plupart des 118 000 nouveaux habitants enregistrés depuis le recensement de 1990 viennent de l'extérieur de la région.

Les trois quarts de ces nouveaux arrivants se sont établis dans la Haute-Garonne, département le plus attractif de France métropolitaine après l'Hérault. Le département est désormais « millionnaire » (1 046 244 habitants), mais ces nouveaux résidents se sont essentiellement concentrés à Toulouse, qui conforte ainsi sa place de quatrième ville de France, et dans les cent cinquante communes de son aire urbaine.

Cette arrivée de 13 000 personnes chaque année contraste avec la situation démographique des sept autres départements de la



région, où le tissu urbain continue de s'éliminer. Les anciens pôles industriels du Tarn (Castres, Carmaux), de l'Ariège (Lavelanet, Tarascon), des Hautes-Pyrénées (Tarbes, Lannemezan) et de l'Aveyron (Millau, Decazeville) se vident toujours, tout comme les cantons les plus ruraux du Gers et de Tarn-et-Garonne.

Le département du Lot fait figure d'exception dans ce scénario de métropolisation autour de la capitale régionale. Ce département rural gagne plus de 3 800 habitants, suivant une courbe qui remonte ré-

gulièrement depuis 1954. Si 40 % de la population régionale vivent encore dans des espaces considérés statistiquement comme ruraux, les urbains colonisent de plus en plus les campagnes avoisinantes. Les communes périurbaines autour de Toulouse croissent deux fois plus vite (+1,4 % par an) que les banlieues et la ville centre, dont l'orbite rayonne désormais aux franges des départements voisins (Tarn-et-Garonne, Tarn, Ariège, Gers).

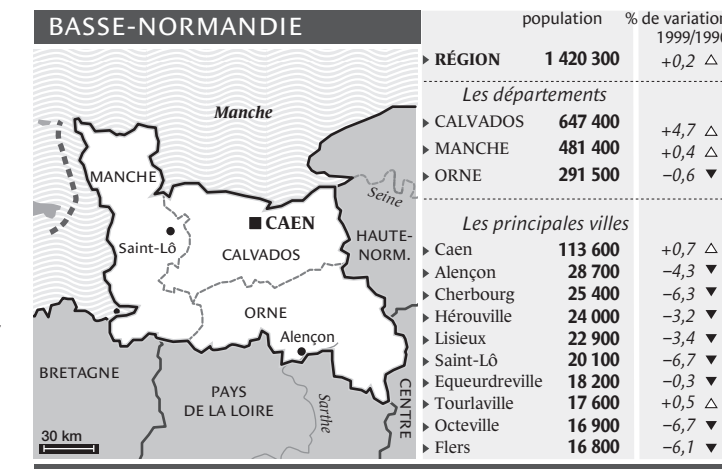
Stéphane Thépot

La population en hausse, les tendances de désertification rurale et de périurbanisation en baisse

LA BASSE-NORMANDIE des années 90, avec un gain de 29 000 personnes en neuf ans, est marquée par deux tendances : un ralentissement des mouvements de périurbanisation et un relatif arrêt à la désertification rurale.

Dans l'agglomération caennaise, comme à Alençon dans l'Orne ou à Avranches dans la Manche, la croissance des communes périphériques s'effectue à un rythme moins élevé que les décennies précédentes, alors que la ville centre parvient à mieux retenir ses habitants que par le passé. A Caen, la périurbanisation, qui avait profité à l'ensemble de la couronne dans la décennie 80, se concentre désormais entre Caen et la mer et s'étire le long des grands axes de circulation. La mer devient un élément déterminant pour fixer les populations.

Le second élément positif concerne le monde rural, qui, avec six habitants sur dix dans la Manche et l'Orne et trois sur dix



dans le Calvados, est nettement plus présent en Basse-Normandie que sur l'ensemble du territoire français. La baisse de population, qui semblait inexorable depuis plusieurs années, connaît un sérieux coup de frein, notamment dans l'ensemble du Calvados, sur les zones côtières de la Manche (côte ouest de Portbail-Carteret au Mont-Saint-Michel) et à la frontière du bassin parisien de l'Orne. En revanche, c'est loin d'être le cas dans les zones bocagères du sud de la Manche et de l'Ouest ornaies. Le solde positif est de 7 000 personnes.

Jean-Jacques Lerossier

Les Vosges et la Meuse reculent, laissant la vitalité s'affirmer près des frontières et dans le sillon mosellan

LA LORRAINE a stoppé l'érosion démographique commencée depuis le début des années 70. Cependant, les quatre départements lorrains ne sont pas égaux face au solde migratoire.

Les départements ruraux de la Meuse et des Vosges continuent à perdre de la population. La Meurthe-et-Moselle, si on excepte le sud lunévillois, en butte aux mêmes difficultés que la Meuse, voit certains cantons gagner des habitants (Toul sud, Thiaucourt-Regniéville, Chambley-Bussières). La Moselle tire encore mieux son épingle du jeu. Les cantons d'Ar-sur-Moselle, Sarreguemines campagne, Verny, Cattenom, Pange, Montigny-lès-Metz, gagnent, en neuf ans, plus de 5 % de population. Les communes attractives sont aujourd'hui réparties de façon diffuse à travers la région. C'est peut-être l'amorce d'un rééquilibrage territorial.



et à présent du bassin houiller, confrontées à des problèmes d'emploi. Nancy est dans une position défavorable, plus conforme à l'évolution des grandes agglomérations. Sa démographie est stable et les mouvements de population se font en interne : le centre-ville se repeuple, la première couronne s'éclaircit, la deuxième se densifie. C'est dans les zones frontalières du nord mosellan que la vitalité démographique est la plus grande, ainsi que dans le sillon mosellan. La proximité de l'Allemagne et du

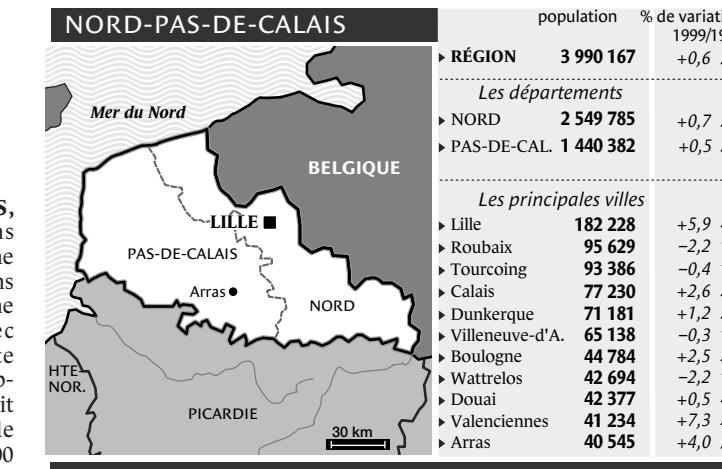
Luxembourg contribue à attirer une population jeune, permettant ainsi de donner du travail à 60 000 frontaliers. Autre caractéristique de la région, les unités urbaines en reconversion de Longwy, Hagondange, Breux et Thionville ont stoppé leur hémorragie, grâce sans doute aux efforts de reconversion entrepris ces dernières années. Longwy, qui, entre 1982 et 1990, avait perdu 6 000 habitants, a divisé par six cette érosion.

Monique Raux

Le déficit migratoire et la baisse de la natalité empêchent la région de franchir le seuil des 4 millions d'habitants

LE NORD - PAS-DE-CALAIS, contrairement aux estimations établies avant le recensement, ne franchit pas le seuil des 4 millions d'habitants. La région connaît une croissance très ralentie. Avec 3 990 167 habitants, elle compte 25 000 habitants de plus par rapport au recensement de 1990, soit une augmentation annuelle de seulement 7 habitants pour 10 000 (35 en moyenne nationale). La progression est la même pour les deux départements, alors qu'elle était trois fois plus élevée dans le Pas-de-Calais dans les années 80. Les deux départements conservent cependant leurs rangs nationaux : premier pour le Nord ; cinquième, mais de justesse, pour le Pas-de-Calais.

Cette très faible croissance s'explique par une forte baisse de la natalité dans les deux départements. Les naissances sont passées de 60 000 en 1990 à 55 000 par an. Si le taux de natalité reste au-dessus de la moyenne au point que la



région demeure la plus féconde de France, cette avance se réduit et sa croissance naturelle est atténuée par une mortalité toujours élevée : autour de 37 000 décès par an. A cela s'ajoute un déficit migratoire important : le Nord - Pas-de-Calais perd en moyenne 17 000 habitants par an (contre plus de 20 000 en 1990) et le phénomène s'accroît davantage dans le Pas-de-Calais. Globalement, les villes se maintiennent (Lille gagne 10 000 habitants, Valenciennes 2 800 mais Roubaix en perd plus de 2 000) et le classement des neuf principales

communes reste inchangé, Valenciennes ravissant la dixième place à Arras. Pour sa part, la population des zones rurales continue de baisser (328 000 habitants en 1999 soit 2 000 de moins qu'en 1990), y compris en périphérie des villes importantes. Enfin, le ralentissement de la croissance démographique dans les banlieues se fait sentir. Les déménagements sont de plus en plus nombreux vers la lointaine banlieue.

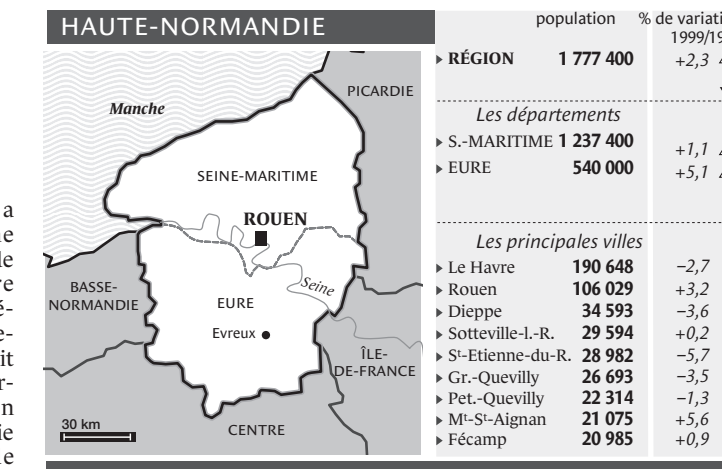
Nadia Lemaire

La croissance ralentit tandis que Le Havre se vide et que Rouen progresse

LA HAUTE-NORMANDIE a connu entre 1990 et 1999 une croissance moyenne annuelle de sa population de 0,3 % contre 0,6 % pendant la période précédente (1982-1990). Ce ralentissement est provoqué par un déficit migratoire important (36 000 personnes). Ce phénomène va en s'amplifiant en Haute-Normandie puisqu'il n'avait été que de 4 000 habitants entre 1982 et 1990.

Dans la même période, le département de l'Eure, qui avait bénéficié d'un fort excédent en provenance d'Ile-de-France auparavant, a perdu de son attractivité. La Seine-Maritime, qui figure parmi les départements jeunes, commence à souffrir d'une baisse de la natalité.

Par zones géographiques, le recensement révèle deux mouvements inverses dans les deux grandes agglomérations. Celle de Rouen a plus nettement progressé entre 1990 et 1999 que pendant la période précédente (379 900 en 1992, 380 200 en 1990, 384 300 en 1999) mais on constate des mou-



vements contradictoires à l'intérieur de ses trente-trois communes, comme la chute sévère de Saint-Etienne-du-Rouvray, qui passe sous la barre des 30 000 habitants, et celle de Grand-Quevilly, alors que la ville de Rouen, qui a su capitaliser son potentiel étudiant, s'éloigne franchement de la barre fatidique des 100 000 habitants (106 029 habitants).

A l'inverse, l'agglomération du Havre est passée sous la barre des 250 000 habitants et la ville centre s'éloigne de celle des 200 000. Elle souffre sans doute de l'attraction

Etienne Banzet

Nantes devient la sixième ville de France et compte 680 000 habitants avec Saint-Nazaire

EN PAYS DE LA LOIRE, l'Insee présente ainsi les résultats du recensement : « Le littoral et la région nantaise sont en forte progression, le triangle Angers-Laval-Le Mans se maintient grâce à un solde naturel favorable. Entre les deux, un couloir nord-sud de milieu rural profond qui perd des habitants. » Effectivement, les villes-centres bénéficient d'une forte attractivité, l'exode rural se poursuit dans les communes isolées, mais le rural périurbain gagne de nombreux habitants.

La région affiche la quatrième progression de France (+5,21%), un gain total de 160 000 habitants, qui l'amène à compter désormais plus de 3 218 500 habitants et à conforter son cinquième rang national. La Loire-Atlantique participe pour moitié à cette progression, en grande partie grâce au dynamisme de Nantes, dont l'agglomération a aujourd'hui 543 140 habitants, contre 496 000 voilà neuf ans. Ce bond de 9,5 %, le plus important des grandes

PAYS DE LA LOIRE		population	% de variation
		1999/1990	1999/1990
RÉGION		3 218 517	+5,2 Δ
Les départements			
LOIRE-ATL.	1 132 024	+7,6 Δ	
MAINE-ET-L.	732 455	+3,8 Δ	
VENDÉE	539 362	+5,9 Δ	
SARTHE	529 366	+3,1 Δ	
MAYENNE	285 310	+2,6 Δ	
Les principales villes			
Nantes	268 683	+9,7 Δ	
Angers	151 107	+6,9 Δ	
Le Mans	145 867	+0,2 Δ	
St-Nazaire	65 644	+1,3 Δ	
Cholet	54 163	-1,7 ▼	
Laval	50 927	+0,9 Δ	
La Roche-sur-Y.	48 979	+0,9 Δ	

ville, lui permet de dépasser Strasbourg et de devenir la sixième ville de France. Comme dans le même temps la population de Saint-Nazaire a cessé de décroître, la « métropole européenne Nantes - Saint-Nazaire » chère aux maires Jean-Marc Ayrault (PS) et Joël Batteux (MDC) peut désormais revendiquer 680 000 habitants.

« On peut y voir de nombreuses causes, le dynamisme économique entraînant à la fois des arrivées et des naissances, estime Bruno Treugnot, directeur régional de l'In-

see. Comme Angers, Nantes a su développer son pôle universitaire, accueillir des emplois tertiaires en masse et construire de nombreux logements. » Dynamisme économique en Vendée aussi, où 30 000 habitants supplémentaires permettent au département de ravir la troisième place régionale à la Sarthe, qui continue de progresser, mais moins vite. Cholet est la seule grande ville de la région à perdre des habitants, une conséquence de la grave crise qui frappe ses principales industries : l'habillement et la chaussure. - (Intérim.)

Une population en faible augmentation, voire en baisse dans le département de l'Aisne

LA PICARDIE est coincée entre un Nord - Pas-de-Calais moins industriel qu'il ne le fut, une région-capitale qui lui fait de l'ombre et une région Champagne-Ardenne qui grignote, avec Reims, une partie de la clientèle de l'Aisne, particulièrement étudiante. Ses habitants ont donc tendance à faire un complexe d'infériorité qui n'est pas toujours injustifié, notamment sur le plan scolaire et universitaire : la Picardie est la région la moins diplômée de France après la Corse.

Pourtant, les premiers résultats du recensement devraient encourager les Picards à l'optimisme. Ils doivent se réjouir d'être plus nombreux : ils sont 1 856 000, soit 45 000 de plus que lors du dernier recensement. Le département de l'Oise et le département de la Somme ont augmenté le chiffre de leur population, le premier de 40 000 personnes en passant à 765 000 habitants, le second de 10 300 âmes en passant à 566 200.

PICARDIE		population	% de variation
		1999/1990	1999/1990
RÉGION		1 856 000	+2,5 Δ
Les départements			
OISE	765 000	+5,4 Δ	
SOMME	556 200	+1,5 Δ	
LAISNE	534 700	-0,5 ▼	
Les principales villes			
Amiens	136 100	+3,2 Δ	
St-Quentin	59 000	-2,6 ▼	
Beauvais	55 400	+2,2 Δ	
Compiègne	40 900	-2,4 ▼	
Creil	30 500	-4,7 ▼	
Soissons	29 400	-1,3 ▼	
Nogent/Oise	19 200	-1,5 ▼	

Seule l'Aisne, à 534 700 habitants, en a perdu 2 500.

La population picarde a augmenté de 0,27 % par an. Mais n'insistons pas trop, sinon les Picards vont renouer avec leur complexe d'infériorité en comparant avec la moyenne métropolitaine qui est de 0,35 % par an.

Pour l'anecdote, on peut citer la plus petite commune de Picardie : Méreaucourt (Somme), qui compte dix habitants. Sa population a augmenté de 11 % en neuf ans puisqu'il y avait neuf habitants en 1990. Pour la petite histoire en-

core, à Saint-Valéry-sur-Somme (Somme), les décès l'emportent sur les naissances.

Les spécialistes des questions de population et de démographie de l'Insee ont été quelque peu étonnés de constater que le sud de l'Oise n'a plus l'attraction qu'il avait sur la population de la région parisienne. Le solde migratoire de l'Oise avec la région Ile-de-France constitue donc une surprise. Ce solde des entrées et des sorties du département est déficitaire.

Michel Curie

Les agglomérations de Poitiers et La Rochelle tirent profit de politiques volontaristes

EN POITOU-CHARENTES, les naissances compensent tout juste les décès, mais la région devient attractive et son solde migratoire lui permet de passer devant la Bourgogne. L'augmentation globale de la population régionale masque toutefois des réalités très contrastées entre le littoral de la Charente-Maritime et l'agglomération de Poitiers d'un côté, le reste de la région de l'autre.

Dans les Deux-Sèvres, le dynamisme des mutuelles ne suffit plus à Niort pour accroître sa population, seules des communes de sa périphérie continuant à se développer. Globalement, le département perd des habitants, le phénomène étant particulièrement marqué en Gâtine et dans le bocage. La Charente est aussi en perte de vitesse, non seulement en zone rurale, mais également dans ses principales agglomérations. A quelques exceptions près, l'ensemble de l'axe Angoulême-Cognac, où les deux grands secteurs

POITOU-CHARENTES		population	% de variation
		1999/1990	1999/1990
RÉGION		1 637 200	+2,6 Δ
Les départements			
CHARENTE-M.	556 400	+5,6 Δ	
VIENNE	398 300	+4,8 Δ	
DEUX-SÈVRES	343 500	-0,7 ▼	
CHARENTE	339 000	-0,9 ▼	
Les principales villes			
Poitiers	82 946	+5,1 Δ	
La Rochelle	76 156	+7,1 Δ	
Niort	55 787	-2,1 ▼	
Angoulême	42 652	-0,5 ▼	
Châtellerault	34 123	-1,6 ▼	
Rochefort	25 767	+0,8 Δ	
Saintes	25 524	-1,4 ▼	
Bressuire	21 211	+0,0 Δ	
Parthenay	20 268	-2,5 ▼	

économiques (armement, spiritueux) sont en crise, se dépeuple.

A l'opposé, l'attractivité du littoral se confirme, aussi bien pour des villes comme Royan, toujours aussi prisée par les retraités, que pour certaines petites communes de l'île de Ré. Le bond significatif de La Rochelle (+5 000 habitants) paraît résulter d'une politique municipale plus volontariste. La ville avait perdu des habitants entre 1982 et 1990. Elle en a regagné avec l'ouverture de son université et le développement du quartier des Minimes, où se concentrent

l'essentiel des nouveaux habitants. Dans la Vienne, Poitiers avait aussi connu un effritement de sa population dans les années 80. La ville et son agglomération tirent aujourd'hui profit du fort développement de leur université et bénéficient de la dynamique créée autour du Futuroscope avec l'implantation de grands organismes de formation et d'entreprises comme Cegetel. Avec une population jeune, la capitale régionale et sa couronne affichent ainsi le solde naturel le plus élevé de Poitou-Charentes. - (Intérim.)

La région perd de son attractivité et la population se rassemble sur une bande côtière

PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR, troisième région française, avec 4 494 500 habitants, soit un gain d'environ 240 000 personnes d'un recensement à l'autre, affiche toujours un taux de croissance annuel important (0,6 %), mais cependant en recul par rapport aux années 80, où il se situait à 0,9 %. Cette croissance place PACA au troisième rang des régions qui progressent le plus, après le Languedoc-Roussillon et l'Alsace. Cette perte de vigueur s'explique par une diminution de moitié de l'excédent migratoire, qui passe de 30 000 personnes par an en 1990 à 17 000 en 1999, alors que le solde naturel demeure stable. Indicateur de ce déclin d'attractivité de la région, le département des Alpes-Maritimes voit son taux de croissance divisé par trois.

La situation est particulière dans les Bouches-du-Rhône, où s'amorce un essor démographique grâce à une amélioration du solde naturel et du solde migratoire, le

PACA		population	% de variation
		1999/1990	1999/1990
RÉGION		4 494 500	+0,6 Δ
Les départements			
B-DU-RHÔNE	1 832 600	+0,5 Δ	
ALP. MARIT.	1 007 700	+0,4 Δ	
VAR	893 800	+1,0 Δ	
VAUCLUSE	500 700	+0,8 Δ	
ALP.-HTES-PR.	139 600	+0,7 Δ	
HAUTES-ALPES	120 000	+0,6 Δ	
Les principales villes			
Marseille	797 700	-0,4 ▼	
Nice	341 016	-0,4 ▼	
Toulon	160 406	-4,3 ▼	
Aix-en-Prov.	132 970	+7,4 Δ	
Avignon	85 696	-1,4 ▼	
Antibes	72 305	+3,3 Δ	
Cannes	67 200	-2,2 ▼	

nombre des arrivants, à l'inverse des années 80, excédant très légèrement celui des partants. Ce département est ainsi, avec le Vaucluse, un des plus jeunes de la région. Autre grande leçon : la concentration de la population sur une frange côtière d'environ trente kilomètres est encore accentuée. Pour décrire ce phénomène, l'Insee use de l'image d'une ancre de marine dont l'arc serait constitué de la vallée du Rhône et du pourtour méditerranéen et le bras de la vallée de la Durance. La démographie se resserre autour

des grandes voies de communication.

A l'inverse des autres grandes villes françaises, celles de la région connaissent une légère décline ou, au mieux, une stagnation, comme Nice. Marseille, qui avait perdu 75 000 habitants entre 1982 et 1990, stoppe l'hémorragie. Seule exception, Aix-en-Provence, qui confirme son dynamisme. L'essoufflement des grands pôles urbains continue à bénéficier aux localités périurbaines.

Luc Leroux

Lyon et le sillon alpin attirent de nouveaux arrivants en même temps que Saint-Etienne plonge

RHÔNE-ALPES a gagné 280 000 habitants depuis 1990 mais enregistre cependant un léger tassement de la croissance de sa population en raison du moindre impact des flux migratoires.

Rhône-Alpes demeure une région très attractive, à l'exception de la Loire. Ce département a perdu 20 000 habitants en neuf ans. Les villes de Saint-Etienne (-9,8 %), Roanne (-6,9 %) et Saint-Chamond (-4 %) enregistrent des chutes sévères du nombre de leurs habitants liées à la reconversion des principaux bassins industriels du département.

L'est de la région Rhône-Alpes, principalement le sillon alpin, connaît un taux de croissance des aires urbaines de Grenoble, Chambéry, Annecy et Annemasse souvent supérieur à 1 % par an. « Le dynamisme économique, conforté par l'environnement, est depuis longtemps un atout majeur qui permet à cet espace de profiter de flux migratoires conséquents », notent les spécialistes de l'Insee.

RHÔNE-ALPES		population	% de variation
		1999/1990	1999/1990
RÉGION		5 634 000	+5,3 Δ
Les départements			
RHÔNE	1 575 000	+4,4 Δ	
ISÈRE	1 091 000	+7,4 Δ	
LOIRE	728 000	-2,4 ▼	
HTES-SAVOIE	631 000	+11,1 Δ	
AIN	515 000	+9,3 Δ	
DRÔME	437 000	+5,6 Δ	
ARDÈCHE	286 000	+2,9 Δ	
SAVOIE	372 000	+6,9 Δ	
Les principales villes			
Lyon	445 263	+7,2 Δ	
St-Etienne	179 776	-9,8 ▼	
Grenoble	151 847	+0,7 Δ	
Villeurbanne	121 986	+4,4 Δ	
Valence	63 328	-0,2 ▼	

Les résultats du recensement montrent également que les années 90 ont vu le renouveau des villes-centres des départements de Rhône-Alpes, à l'exception de Saint-Etienne. Ainsi, Lyon intra-muros gagne 30 000 habitants (+0,8 % par an) et observe un nombre nettement plus élevé d'arrivées que de départs.

Quant à l'aire urbaine de Lyon, à cheval sur quatre départements (Ain, Isère, Loire et Rhône), elle approche désormais 1,6 million d'habitants (+0,7 % par an). La communauté urbaine de Lyon, qui comprend cinquante-cinq

communes, passe de 1,26 million d'habitants à 1,3 million. A l'exception de Villeurbanne (+5 000 habitants), la plupart des communes de la banlieue est de Lyon se sont dépeuplées : Bron perd 2 000 habitants, Rilleux-la-Pape 2 500, Saint-Priest 1 000, Vaulx-en-Velin 5 000, Vénissieux 4 000. La démolition d'immeubles au début des années 90 mais aussi les difficultés liées aux banlieues dites « chaudes » expliquent en partie ces importantes baisses de population.

Claude Francillon

Une croissance démographique annuelle plus de quatre fois supérieure à celle de la métropole

LES QUATRE DOM (Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion) comptabilisent, selon les premiers résultats de l'Insee, 1 665 000 habitants. Depuis le recensement de 1990, la population des départements d'outre-mer a crû de 1,5 % par an. Si ce rythme est plus de quatre fois supérieur à celui de la métropole, il est cependant en baisse d'un demi-point comparé à celui de la période précédente (1982-1990).

La principale raison de cette augmentation de la population tient à l'excédent naturel. En moyenne, il y a chaque année vingt naissances pour mille habitants dans les DOM contre seulement treize en métropole, et le nombre de décès est globalement faible : « Six pour mille habitants, contre neuf en métropole. » La jeunesse de la population alimente donc la croissance démographique. Si la hiérarchie entre départements reste la même - la Réunion restant le DOM le plus peuplé, devant la Guadeloupe et

OUTRE-MER		population	% de variation
		1999/1990	1999/1990
RÉGION		1 665 000	+1,5 Δ
Départements d'outre-mer (DOM)			
REUNION	705 072	+17,9 Δ	
GUADELOUPE	421 632	+9,0 Δ	
MARTINIQUE	381 467	+6,1 Δ	
GUYANE	157 274	+37,1 Δ	
Territoires d'outre-mer (TOM)			
POLYN. FRANÇ.	219 521	*	
NUE-CALÉDONIE	196 836	*	
WALLIS-ET-FUTUNA	14 166	*	
Collectivités territoriales			
MAYOTTE	131 320	**	
ST-PIERRE-ET-MIQUELON	6 316	-	

la Martinique -, la Guyane connaît l'évolution annuelle la plus dynamique : +3,6 %. La meilleure qualité du recensement explique, en partie, ce bond en avant.

L'Insee constate que les DOM exercent une « moindre attractivité, excepté la Réunion ». Le solde des entrées-sorties de population des DOM est excédentaire, mais il est faible (+5 200 personnes) par rapport au chiffre de la période 1982-1990 (+50 100). « La situation économique des îles reste toujours difficile et les débouchés qualifiés se trouvent plus aisément en métro-

pole, analyse l'Insee. Le retour au pays des retraités resterait marginal. » En revanche, le solde des entrées-sorties de la Réunion augmente fortement, passant de 3 000 à plus de 15 400.

Au total, en incluant les territoires d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna) et les collectivités territoriales (Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon), « presque 4 % des résidents en France vivent outre-mer, soit une population de 2 233 600 personnes ».

Bruno Caussé

HORIZONS

REPORTAGE

RETOUR 3 A CUBA

Ce que l'on voit, c'est la priorité accordée au décor. Mais c'est aussi, derrière le décor, l'insuffisance de moyens pour maintenir ce minimum d'ossature qui évite la décomposition définitive du tissu urbain. Ici, un magasin d'Etat à Baracoa.

LA Rampa est animée : les Champs-Élysées de La Havane, dans le quartier moderne du Vedado. Plusieurs restaurants, des cafétérias, une boîte (le Crocodile) en sous-sol. Tout cela, accessible seulement en dollars. L'étranger, qui abonde, est interpellé par des jeunes gens du sexe masculin. « *Amigo !* », « *My Friend !* », « *Where are you from ?* » Les propositions ? Une chambre, un *paladar*, ou restaurant privé, des cigares ; plus confidentiellement, une « *lady* ». Calamiteux. Il faudra s'y faire.

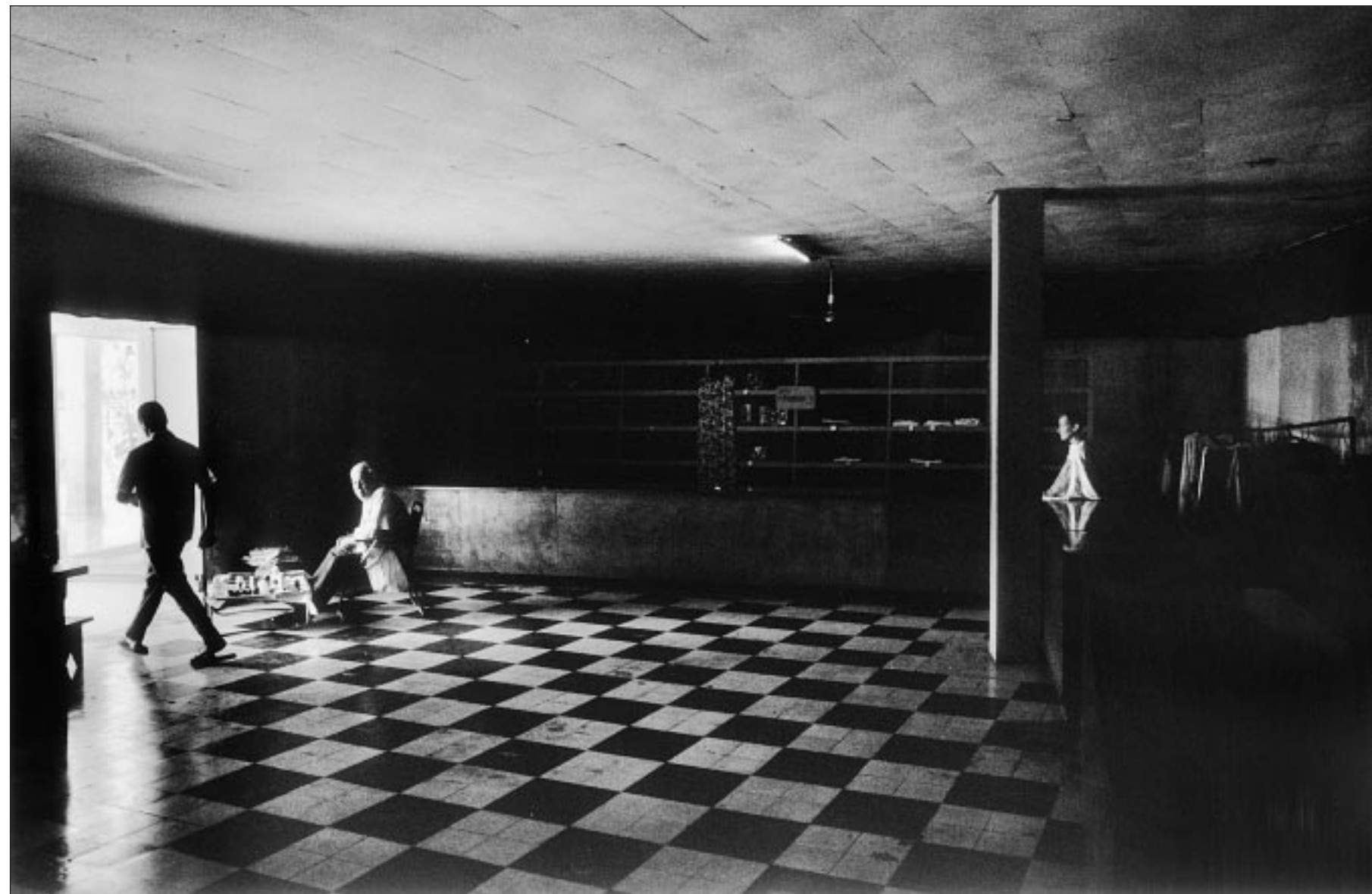
Ce quartier est celui des grands hôtels avec vue sur la mer : le National, palace du début du siècle au milieu des palmiers, le Capri, qui appartient à la mafia de Chicago, le Habana Libre, ex-Hilton, rectangle de béton qui écrase tout. Ils ont été nationalisés au début des années soixante. Aujourd'hui, ils sont revenus, par des joint-ventures, à des chaînes étrangères : le Habana Libre est aux mains de capitaux espagnols.

Le Habana Libre, symbole du capitalisme triomphant, avait été transformé en symbole de la révolution triomphante. Il accueillait les révolutionnaires d'Amérique latine et du monde entier, qui croisaient les jeunes couples méritants auxquels était offert un séjour pour leur voyage de noces. Là eut lieu, fin 1965, la première Conférence tricontinentale, tentative de faire pièce, un temps, à l'hégémonie des deux pôles du communisme, Union soviétique et Chine. Lui succéda en 1967 la première Conférence de l'Organisation latino-américaine de solidarité (OLAS). J'ai assisté aux deux. Ni l'une ni l'autre ne furent suivies d'une seconde. Celle de la Tricontinentale s'est déroulée à l'époque de la disparition de Che Guevara, celle de l'OLAS durant sa réapparition en Bolivie : c'est là que fut diffusé son message : « *Créer deux, trois, de nombreux Vietnam.* »

Ce qui suivit, en revanche, ce fut le ralliement définitif de Fidel Castro au camp soviétique, dans un contexte de défaites de la lutte armée en Amérique latine sur le modèle cubain – la théorie du « foyer » révolutionnaire popularisée par *Révolution dans la révolution* de Régis Debray – et de déroute économique dans l'île (l'échec de la récolte des 10 millions de tonnes de sucre en 1968, qui devait assurer le décollage économique).

JE n'ai pas assisté, quant à moi, au « Congrès des intellectuels » qui se tint également au Habana Libre à la fin de 1968, et où Fidel Castro fut ovationné par ses invités du monde entier : ovations qui devaient se changer en imprécations – et justement chez ceux qui avaient été les plus enthousiastes – quand éclata en 1970 la honteuse « affaire Padilla » : l'un des meilleurs poètes accusé d'être un agent de l'étranger, emprisonné et obligé à d'ubuesques « aveux ».

Face au Habana Libre, les images qui me reviennent de la Conférence tricontinentale, sont lumineuses : une grande tempête de l'impatience historique. Comment rendre compte aujourd'hui de cette vague d'espoirs entrecroisés venus des quatre coins du monde, quand les souvenirs sont obscurcis par tout ce qui forme la trame des décennies suivantes, celles du passage de l'idée de l'internationalisme à la réalité de la mondialisation ? Et comment ne pas revoir des ombres : les jeunes guérilleros du Guatemala, de Colombie, du Pérou – Yon Sosa, Turcios Lima, Cesar Montes – tués au combat, disparus dans la clandestinité ; le sénateur Salvador Allende, suspect alors de « réformisme » ; Roque Dalton, le poète salvadorien, prodigieux conteur, exécuté dans un délire paranoïaque par des « marxistes-léninistes » qui, dérision, avaient reçu l'appui de Cuba ; Amílcar Cabral, dirigeant politique des mouvements de libération des colonies portugaises, le plus lucide que l'Afrique ait porté, assassiné à Conakry ; Michèle Firk, jeune cinéaste parisienne qui avait travaillé à



Naufrage et résurrection

Chemin faisant, François Maspero pense à tous les morts de la Révolution. Hier, La Havane allait de l'avant. Aujourd'hui, elle n'en peut plus. Seul semble privilégié le décor de la vieille ville, qui renaît ça et là tout en gardant le masque d'une cité du tiers-monde

L'Institut cubain du cinéma, avant de passer au Guatemala, où elle s'est suicidée lors de son arrestation.

Comment ne pas penser aussi aux suicidés de la révolution – elle en a produit beaucoup, au fil des ans : Haydée Santamaria, héroïne du premier soulèvement castriste du 26 juillet 1953, qui présida l'OLAS, partie en 1976 ; Osvaldo Dorticos, qui avait accepté le rôle ingrat de président de la République, toujours sur la brèche derrière le Líder máximo avant que ce dernier ne supprime ce poste, le jour où il lui parut inutile, pour devenir lui-même « président du Conseil d'État », et qui s'est tiré une balle dans la tête en 1982...

Et comment ne pas inclure dans cette trop rapide énumération les fusillés de la révolution : le général Ochoa – qui avait 20 ans dans la Sierra Maestra et fut le héros de la guerre de l'Ogaden –, le colonel Tony de la Guardia, exécutés en 1989 après une parodie de procès, même si je ne les ai pas rencontrés là ? Tous ceux que je cite sont unis dans ma mémoire par ce même lien : ils ont cru en cette révolution, ils ont cru en la parole de celui qui, en 1963, avant dit lors d'un procès célèbre : « *Il ne faut pas que la révolution dévore ses propres enfants* ».

Mieux vaut continuer notre marche. Passés les lieux à touristes, les jeunes solliciteurs, qui n'étaient pas nés aux temps dont je parle et qui

s'en fichent pas mal, disparaissent. Nous les retrouverons autour des hôtels et des monuments de la Vieille Havane. On les désigne sous le nom de *jineteros*, néologisme cubain formé à partir du mot *jinete*, cavalier, qui évoque le harcèlement d'une troupe par la cavalerie légère. Ils existaient depuis longtemps, on les disait contrôlés par la police, mais l'afflux de touristes les a rendus pléthoriques : aujourd'hui, c'est la police qui les harcèle, eux, et les filles de la nuit, les *jineteras*.

L y a, je l'ai dit, plusieurs Havane. La Havane des années 30 à 50, telle qu'on la découvre chez le grand poète Lezama Lima ou le romancier Guillermo Cabrera Infante, était comme leurs livres : secrète, complexe, foisonnante. Un labyrinthe avec des espaces quadrillés et comme pris dans les courbes d'une conque marine.

Elle vivait dans les innombrables cafés et clubs de la bourgeoisie, mais aussi dans les *solares* où s'entassaient les familles noires, dans les masures de Regla, la cité des pêcheurs. Elle avait ses sociétés fermées, légales et illégales, ses bordels maternels, ses rites, ses cosmogonies, ses jeux, ses langages hermétiques, ses signes occultes qui devaient beaucoup à la population chinoise. Tout cela flotte encore dans l'air, mais comme une vieille nostalgie.

Aujourd'hui, les habitants de La Havane se sont uniformisés. Dans l'allure générale, l'habillement, le même air un peu fatigué, sous la gentillesse tranquille qui est le propre, envers et contre tout, du Cubain de la rue. Les vagues d'exil successives, depuis la bourgeoisie libérale dans les années 60 jusqu'aux prolétaires excédés qui tentent la tragique loterie du départ clandestin, les *balseros* attirés par les mirages du continent, font qu'aujourd'hui, reflet des différences de classes qui ont longtemps régné, la population est majoritairement noire. Court vêtue pour les femmes – climat et absence de tissus se conjuguent, et le touriste, lui, en est fasciné –, pauvrement vêtu pour les hommes. Disparue, sauf chez quelques vieux, la *guayabera* tropicale, chemise blanche en coton à poches et à plis.

Disparue, la manifestation dans la vie quotidienne, même chez les humbles de la ville, de l'économie de *sobremesa* qui caractérisait Cuba. La *sobremesa*, c'est la flânerie de l'après-dîner, avec cigares, café, sucre, rhum, chocolat... Une abondance chantée dès le premier poème connu écrit à La Havane, en 1608, *Miroir de patience* de Silvestre de Balboa Troya y Quesada : « *Des champs qui entourent les villes / viennent des charnements de maïs et de tabac / d'abricots, ananas, figues de barbarie et avocats / plantains, bananes, papayes et tomates...* » Tout cela va à l'exportation ou aux hôtels. Disparue aussi, la confiance heureuse des premiers temps de la révolution : on se serrait la ceinture, on se serrait les coudes, on croyait aux promesses des lendemains, le slogan était *Siempre se puede mas* (on peut toujours plus). Que reste-t-il, sinon ce constat : *no se puede mas* (on n'en peut plus) ?

Que reste-t-il ? Une douceur de l'expression, dans le langage et les gestes : ces *mi amor* qui scandent naturellement la conversation d'une femme, pas forcément jeune, au contraire, ces tapotements affectueux de l'épaule ou du ventre aux quels se livre l'interlocuteur presque inconnu, cette manière d'appeler l'attention par un « *psst !* » ou même un bruit de baiser.

Il reste aussi l'architecture. Mais dans quel état ! Alejo Carpentier voyait l'origine des arcades des rues du Centre dans les forêts de palmiers de jadis, avec leurs fûts élancés. On pouvait y circuler, disait-il, sans se retrouver au soleil : partout, ombre et courants d'air. Sous les colonnes s'ouvraient les hautes fenêtres, protégées par des ferronneries, des appartements obscurs et frais où lui-saient les meubles d'acajou. Tout cela existe toujours, mais comme la coque d'un bateau naufragé. Les façades lépreuses s'écroulent. Des ter-

rains vagues marquent les constructions disparues. Marcher sous les colonnes devient impossible quand l'espace y est envahi par des minuscules commerces ou des matériaux abandonnés.

A l'intérieur des immeubles, il arrive que les escaliers condamnés aient été remplacés par d'autres, précaires et étroits, qui passent par des cours intérieures encombrées de linge humide pour aboutir, sur les toits, à des constructions plus précaires encore. La crise du logement sévit dans toute l'île, mais plus encore dans la capitale, et l'une des obsessions des habitants est la *permuta*, qui permet l'échange mais nécessite l'établissement d'une chaîne de nombreux partenaires avant de trouver ce que l'on cherche : cela peut durer des mois, des années. L'eau, je l'ai dit, il faut la monter dans des conteneurs. Et pour faire la cuisine, il y a le kérosène, qui est dangereux. Les habitants de la périphérie peuvent au moins, eux, faire un feu à l'air libre.

Disparue, la manifestation dans la vie quotidienne, même chez les humbles de la ville, de l'économie de « sobremesa » qui caractérisait Cuba. La « sobremesa », c'est la flânerie de l'après-dîner, avec cigares, café, sucre, rhum, chocolat

Mais bien sûr, esthétiquement, on peut voir les choses autrement : le coup d'arrêt donné au développement de la ville l'a laissée, dans son plan et ses formes, telle qu'elle était il y a quarante ans. Un régal pour l'historien et l'urbaniste. Et ces façades rongées ont, c'est vrai, une étrange et sauvage beauté. Un naufrage, c'est pathétique et romantique pour le voyageur esthète.

Tourisme oblige : en certains endroits, les pierres de la vieille ville – classée patrimoine de l'humanité par l'Unesco – revivent. Un travail magnifique a ressuscité la splendeur des palais, des églises, des couvents, des places. Les hôtels abandonnés ont été restaurés, palaces quatre ou cinq étoiles, tel l'Hôtel des Deux-Mondes, cher à Hemingway. Entre les palaces et les monuments, il y a toujours les rues délabrées, mais les groupes de touristes peuvent circuler dans un continuum architectural et commercial, dûment jalonné de policiers et de vigiles. Les forts ne sont plus des prisons, la rade n'est plus condamnée, et la vue est superbe. On baigne dans l'histoire de la Conquête et de la Colonie.

Il y a eu naufrage, il y a, c'est cer-

tain, résurrection. S'adresse-t-elle en premier lieu aux habitants ? On dira que ce phénomène est propre à bien des villes historiques, qu'il y a cent fois pire dans le monde. La difficulté de vivre des 3 millions d'habitants de la Grande Havane n'est pas la précarité extrême d'une grande partie des 20 millions du Grand Mexico. Pourquoi être plus choqué ici ? Parce que nous sommes sous un régime qui, quarante ans durant, a fait passer le bien-être de ses citoyens avant une liberté qualifiée de formelle en l'absence de celui-ci. Mais là encore, on peut, à juste titre, arguer qu'aucun régime n'aurait réussi, face à la catastrophe qu'a représentée la fin des rapports économiques avec les pays de l'ex-bloc soviétique, à éviter un basculement dans le chaos tel qu'on le connaît dans d'autres capitales.

La rue San Rafael, qui fut l'une des plus animées, avec ses grands magasins et ses boutiques en tout genre,

revit. Raul Rivero, poète et journaliste qui se veut libre et qui, pour cette raison, fait périodiquement des séjours en prison, l'a chantée à sa manière : « *C'est ici que se tiennent les perdants / c'est ici qu'est leur État naturel / c'est ici qu'ils offrent au passant / leur camelote de plastique et de fer-blanc.* » A voir la foule dans la rue, c'est ici que se tient le peuple de La Havane. Raul Rivero rappelle que la rue San Rafael commence à la promenade du Prado mais il la fait se terminer, ironiquement, en République d'Haïti. Une façon de prendre acte : depuis que Fidel Castro est arrivé au pouvoir, il n'a cessé d'asséner, sans s'encombrer de subtilités, cet axiome contestable que Cuba faisait partie du tiers-monde ; certes, le blocus américain est largement responsable de la situation actuelle, mais aujourd'hui en tout cas, c'est chose faite : La Havane a pris toutes les apparences d'une ville du tiers-monde.

François Maspero
Photo : Klavdij Sluban

**PROCHAIN ARTICLE :
« Le calme plat de la non-espérance »**

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télèx : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

L'ère Barak

SUR les collines de Jérusalem, le verbe compte. Au Proche-Orient plus qu'ailleurs, les mots créent une ambiance, un climat. Et le nouveau chef du gouvernement israélien, le travailliste Ehoud Barak, a eu, mardi 6 juillet, recevant l'investiture de la Knesset (le Parlement), les mots qu'il fallait, un ton qu'on espérait, pour bien commencer son mandat. C'est important, cela engage, quand, du haut de ce perchoir, un premier ministre israélien consacre l'essentiel de son discours d'investiture au processus de paix.

Quand il déclare *« tendre la main à tous les dirigeants de la région pour réaliser une paix des braves »*; quand il présente comme son *« devoir historique »* de *« prendre tous les chemins menant à la paix »*; quand il dit connaître *« non seulement les souffrances de mon peuple, mais aussi celles du peuple palestinien »*; quand il annonce la reprise des négociations avec Yasser Arafat, avec la Syrie et promet de retirer l'armée du Liban dans un délai d'un an... Le nouveau premier ministre, ex-ministre de la défense, ex-chef d'état-major, ex-responsable de missions d'élimination de chefs palestiniens à Beyrouth ou à Tunis, a parlé comme son modèle Itzhak Rabin parlait aux dernières heures de son existence : en homme de paix.

Ehoud Barak sera jugé à l'aune de ces justes ambitions. Cet homme relativement nouveau en politique a une conception très personnelle du pouvoir. Il assurera lui-même le porte-

feuille de la défense et a confié les affaires étrangères au centriste David Lévy; il s'appuie peu sur son parti et n'a donné aucun ministère d'importance aux colombes ou représentants de la gauche travailliste. L'ex-général Barak respecte la tradition des officiers israéliens : il s'expose en première ligne. Il a émis nombre de réserves sur le processus d'Oslo et campe à la droite de son parti. Il entend négocier seul – avec une petite équipe de conseillers encore mal connus, souvent venus de l'armée – plus que par l'intermédiaire des Etats-Unis.

Si de Yasser Arafat au Syrien Hafez El Assad, si à Washington comme en Europe, on salue chaleureusement son arrivée au pouvoir, le camp de la paix israélien manifeste une certaine réserve. Elu avec 56 % des suffrages, score élevé, Ehoud Barak a mis 50 jours pour former un gouvernement de vaste coalition qui a obtenu, mardi, 75 voix sur 120, score remarquable. Tout s'est passé comme si M. Barak avait voulu constituer une large majorité, pour faire, très vite, avaliser des décisions *« historiques »*, avant de les soumettre, a-t-il dit, à référendum.

Cela est dans sa manière, calme, prudente, très contrôlée, plus analytique que lyrique. Jusqu'à présent, cet homme-là, faisant mentir bien des pronostics, a réussi ce qu'il disait vouloir entreprendre : diriger l'armée, le ministère de la défense, conquérir le Parti travailliste, puis gagner les élections. Il faut le prendre au sérieux quand il parle de faire la paix.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE <p>Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint</p> Directeur de la rédaction : Edwy Plenel Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhometu Directeur artistique : Dominique Roynette Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment Rédacteurs en chef : <p>Alain Frachon, Erik Izraelewicz (<i>Editoriaux et analyses</i>); Laurent Greilsamer (<i>Suppléments et cahiers spéciaux</i>); Michel Kajman (<i>Débats</i>); Eric Le Boucher (<i>International</i>); Patrick Jarreau (<i>France</i>); Franck Nouchi (<i>Société</i>); Claire Blandin (<i>Entreprises</i>); Jacques Buob (<i>Aujourd'hui</i>); Josyane Savigneau (<i>Culture</i>); Christian Massol (<i>Secrétariat de rédaction</i>) Rédacteur en chef technique : Eric Azan</p> Médiateur : Robert Solé Directeur exécutif : Eric Pialoux; directeur délégué : Anne Chaussebourg Conseiller de la direction : Alain Rollat; directeur des relations internationales : Daniel Vernet; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994) Le Monde est édité par la SA Le Monde Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994. Capital social : 1 003 500 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.
--

IL Y A 50 ANS, DANS **Le Monde**

L'industrie automobile allemande

PARMI les branches de l'industrie allemande en progrès constant, la construction automobile mérite sans doute la première place. Pour le premier semestre de 1949, il aura été produit davantage qu'en toute l'année 1948, soit près de 70 000 voitures. Il est vrai qu'à côté des 350 000 machines sorties en 1938 et des besoins de l'après-guerre ces résultats peuvent paraître encore bien minces.

Le parc des voitures privées compte 180 000 unités, qui s'accroîtront de 100 000 en quatre ans. Cette pénurie assure à l'industrie automobile un développement de tout repos. Les commandes passées promettent le plein emploi pour de longues années. Mais le rendement augmente, et en se concentrant sur certains modèles la production arrive à obtenir des améliorations de qualité et un abaissement des prix de revient.

Alain Clément
(8 juillet 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du *Monde* : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http ://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Langues régionales : un péril communautariste ?

par **Henri Giordan**

DANIÈLE SALLE-NAVE (*Le Monde* du 3 juillet), après Georges Sarre et quelques autres, se précipite au secours de la République prétendument menacée par une gauche qui braderait l'« héritage de la Révolution » en s'engageant, par la signature de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, à protéger la diversité linguistique de notre pays.

Il est important de remarquer que ce choix politique en faveur des langues régionales n'est pas le fait d'une gauche qui serait irresponsable. Il représente un courant d'opinion, majoritaire dans le pays, qui rassemble l'essentiel du PS, des Verts et du PCF, rejoints par Démocratie libérale et l'UDF. En réalité, ce débat sur la langue, dont l'ampleur est nouvelle en France, révèle une fracture profonde entre une opinion repliée frileusement sur une conception centraliste, figée sur des dogmes mal compris, et une France qui s'ouvre aux conditions actuelles de l'exercice des valeurs de la démocratie et de la liberté.

La crispation hargneuse de certains propos défend fort mal les valeurs républicaines et laïques dont leurs auteurs se réclament. Il n'est pas exact de faire remonter la « persécution » des langues régionales de France au début de la III^e République et d'en faire la condition d'un progrès *« en matière de justice, d'émancipation, de liberté individuelle »* (Danièle Salenave).

La dévalorisation des langues autochtones différentes du français est bien plus ancienne. Son

origine n'a rien à voir avec la volonté de protéger les citoyens de la République de je ne sais quel obscurantisme qui aurait été véhiculé par l'occitan ou le breton ! On la trouve, par exemple, dans le projet culturel et politique conçu au XV^e siècle par un certain Claude de Seyssel, conseiller influent de Louis XII, qui engageait le roi à suivre, en faveur du français, l'exemple *« du peuple et des princes romains »* qui, lorsqu'ils dominaient le monde, *« n'ont trouvé de moyen plus sûr de rendre leur domination éternelle que de magnifier, enrichir et sublimer leur langue latine... et de la communiquer aux pays et provinces et peuples par eux conquis »*... Ce choix politique concernant le rôle de la langue dans la consolidation du pouvoir royal n'a rien à voir avec l'émancipation des sujets du roi !

La révision constitutionnelle de 1992, qui déclare que *« la langue de la République est le français »*, s'inscrit dans cette logique d'hégémonie politique. La France est ainsi devenue le seul pays de l'Union européenne dont la constitution consacre la position privilégiée d'une seule langue officielle sans se référer au statut des autres langues historiquement implantées sur son territoire. Tous les pays qui abordent le problème linguistique dans leur Constitution font référence à l'ensemble des langues parlées chez eux.

Plus gravement, par cet acte, le législateur a placé une marque d'identité culturelle sur un pied d'égalité avec les principes maîtres de la République : le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple et la devise *« Libér-*

té, Égalité, Fraternité ». La dérive était dès lors prévisible : la France n'est plus pensée comme le résultat d'une volonté de vivre ensemble, mais comme le partage, au sein d'une communauté nationale, de marques d'identité. Sous prétexte de sauvegarder l'identité de la France, on remet ainsi en cause les caractéristiques universalistes du modèle républicain français. Nous sommes loin de la *« communauté de citoyens »* justement souhaitée par Dominique Schnapper. Une telle définition de la communauté nationale nous fait courir le risque d'une dérive *« ethniste »*, aux antipodes de la tradition républicaine.

Le danger communautariste n'est pas là où on le redoute, dans une fragmentation de la société française. Il se situe désormais dans la conception de la France qui prévaut chez les souverainistes et se donne libre court aujourd'hui au RPF ! Ce n'est pas la France qui se trouve menacée de communautarisme. C'est la France qui, par son repli nationaliste, projette une fragmentation communautariste de l'Europe. La réalité est tout autre. Les droits à la langue et à la culture sont des droits individuels parfaitement intégrés dans le système des droits de l'homme. Ils ne projettent aucune segmentation de la société. C'est l'individu qui est sujet du droit et non un fragment de la population.

Il faut en finir avec une double hypocrisie. Celle qui consiste à souligner que les langues régionales sont librement parlées et enseignées, que personne n'a interdit Alan Stivell ou I Muvrini : cette tolérance n'a rien à voir avec une po-

contrôlés et infondés, dont la propagande claironnante cache pudiquement la masse d'échecs qui les accompagne.

C'est en particulier le cas des expériences de clonage, où les succès sont statistiquement rares, et dont l'avenir des produits est tout sauf assuré. Nous savons désormais faire bien plus de choses que nous n'en comprenons – renouant ainsi avec la situation qui précéda l'avènement de la science moderne.

C'est l'aspect paradoxal, trop peu compris encore, de ce que l'on pourrait, pour le coup, accepter d'appeler la *« postmodernité »* : l'extension évidente de l'empire social de la technoscience s'accompagne de l'affaiblissement sous-jacent de sa puissance. Promise depuis cinquante ans, la fusion nucléaire contrôlée n'est pas

C'est dans cet esprit qu'ils ont créé la fonction de *« juge de mise en état »*, qui s'occupe de toutes les procédures préalable à l'ouverture des procès. Pendant les audiences, les magistrats interviennent d'avantage, engageant les parties à plus de rapidité. Dans certains cas, ils initient ou acceptent une demande de verser à un dossier des dépositions de témoins déjà entendues dans un procès précédent. Mais, en l'absence d'une riche jurisprudence, cela est loin d'être une règle.

Tout le monde est conscient que les terribles exactions commises au Kosovo vont faire exploser la charge de travail du Tribunal. Pour éviter la paralysie, le bureau du procureur va donc se focaliser encore plus sur les responsables de la purification ethnique, laissant aux justices nationales le soin de statuer sur le sort des exécutants.

Le TPIY doit faire preuve d'inventivité, et doit le faire rapidement. Hélas ! son président, Gabrielle Mc Donald, et son procureur, M^{me} Arbour, sont tous les deux démissionnaires. Sur le départ, ni l'une ni l'autre ne peuvent aujourd'hui prendre les initiatives qui s'imposent. Elles devraient être remplacées très vite par deux juristes aux qualités incontestables et à la volonté ferme de faire avancer l'institution, prenant leurs fonctions avec des idées claires sur les réformes à mettre en œuvre. Telles sont les conditions pour que le Tribunal pour l'ex-Yougoslavie ne devienne pas victime de son succès.

Alain Franco

De la technoscience *par Jean-Marc Lévy-Leblond*

FAUT-IL croire Emmanuel Jaffien quand il affirme, *« de la manière la plus péremptoire qui soit »*, que, *« dans quelques décennies, les crèches résonneront de cris de nourrissons issus du clonage »* (page Débats du *Monde* du 2 juillet)? On ne peut que suivre son analyse de la science actuelle, qui *« encourage les esprits chagrins à ne jamais affronter leur désir sans compensation »*. Mais la *« libido dominantet infantile »* qu'il diagnostique justement n'est-elle pas un aspect de l'*« idéologie scientifique »* plus que de l'activité scientifique ? Que la seconde soit depuis un grand siècle dominée par la première ne prouve pas qu'il y ait là une conjonction constitutive. Encore faut-il apprécier la nouveauté radicale de la période où nous entrons.

L'efficacité pratique lentement et péniblement acquise de la connaissance scientifique – ce n'est pas avant la seconde moitié du XIX^e siècle que la science féconde en retour la technique dont elle est issue – s'est accrue au point que l'essence de la technique a reflué sur la science : le faire reprend la main sur le savoir.

Mais le court-circuit désormais organisé entre la connaissance fondamentale et sa mise en œuvre ne permet plus à la première de se développer suffisamment pour assurer la maîtrise de la seconde : la confusion entre recherche et développement finit par obérer l'une et l'autre. C'est là le sens profond qu'il faut donner au mot *« technoscience »*.

Nombre des prouesses technologiques les plus avancées sont le résultat de tours de main in-

membres de l'ONU, ce souhait est resté en grande partie lettre morte.

De leur côté, les quatorze juges du TPIY ne sont pas restés les bras ballants. Ainsi, le « règlement de procédure et de preuve », sorte de bible de l'institution, a-t-il été modifié quatorze fois ! Pendant les premières années de fonctionnement du TPIY, les magistrats se partageaient en deux camps : ceux issus du droit anglo-saxon et ceux de culture latine. *« Cette distinction n'existe plus. En siégeant, les juges sont confrontés aux réalités judiciaires. Ils constatent la lourdeur de la machinerie judiciaire, et se rallient de plus en plus à l'idée qu'il faut accélérer les procédures »*, analyse un observateur privilégié.

MACHINERIE LOURDE

Lourde machinerie. A ce jour, le Tribunal n'a rendu que huit verdicts, dont un acquittement. Le procès Blaskic n'est toujours pas terminé, la cour d'appel ne s'est pas encore prononcée sur le cas du premier condamné, Dusko Tadic, jugé à la fin 1996. Or la prison abrite vingt-huit détenus. Si l'on compte l'acte d'accusation contre M. Milosevic et quatre de ses proches, soixante-neuf individus sont publiquement inculpés, auxquels s'ajoutent les accusations secrètes. Dans les couloirs du TPIY, on lâche cette boutade : *« Le meilleur moyen de nous étouffer, c'est de nous envoyer un gros groupe d'accusés en même temps. »*

L'enjeu pour les juges est donc de trouver les moyens d'accélérer les procès sans pour autant mettre en danger les droits des parties.

Avec le départ d'Eisuke Sakakibara, le ministère japonais des finances perd son « M. Yen »

La politique de change nipponne ne devrait pas changer

Eisuke Sakakibara, vice-ministre japonais des finances pour les affaires internationales, quitte ses fonctions jeudi 8 juillet. L'influence

qu'il a exercée au cours des dernières années sur les fluctuations de la monnaie nipponne lui avait valu, sur les marchés financiers interna-

tionaux, le surnom de « M. Yen ». Son départ ne devrait toutefois pas modifier la politique de change du Japon.

TOKYO

de notre correspondant

Il est de bon ton chez les étrangers de railler la « grisaille » des dirigeants japonais qui manqueraient de cette « visibilité » dont l'Occident a fait une dimension du pouvoir. Eisuke Sakakibara, vice-ministre des finances pour les affaires internationales, qui quitte jeudi 8 juillet les fonctions qu'il occupait depuis deux ans, n'était pas de ceux-là. Brillant et pugnace, il a su se faire entendre plus souvent qu'à son tour sur la scène financière mondiale et l'influence qu'il exerça sur les fluctuations de la monnaie nipponne lui valurent le surnom de « M. Yen ».

En dépit – ou en raison – de sa « visibilité », M. Sakakibara, après avoir été porté au nues par les analystes financiers pour sa dextérité à faire fluctuer les cours, s'était fait aussi beaucoup d'ennemis. Parmi les étrangers comme parmi les Japonais. Il n'est pas très aimé des bureaucrates : sa carrière, qui le mena jusqu'à l'un des postes les plus élevés de l'administration, fut non orthodoxe et il ne cacha jamais un certain dédain à l'égard de ses collègues. Le titre d'un tout récent livre qui lui est consacré (*Le Grand Crime de M. Eisuke Sakakibara*) témoigne de l'animosité qu'il suscite. L'auteur estime que provoquer la baisse du yen est l'acte le plus ridicule de ce siècle et que cette intervention brutale ne manquera pas d'être sévèrement critiquée par les historiens de l'économie dans le futur.

Au printemps 1995, alors qu'il dirigeait le bureau des finances internationales du ministère des finances, M. Sakakibara orchestra avec Washington la chute du cours du yen par rapport à la devise américaine : de 80 yens pour un dollar, la monnaie nipponne qui

avait flambé dans les années précédentes retombait en moins de deux ans à 130 yens. Cette politique était censée stimuler la reprise en favorisant les exportateurs, mais elle allait semer les germes des crises financières dans la région en déstabilisant des économies gorgées de « billets verts ».

« LA DEXTÉRITÉ D'UN CROUPIER »

Les marchés ont aveuglément suivi les indications de « M. Yen », qui les manipulait avec la « dextérité d'un croupier à Las Vegas », se-

moins ses erreurs de jugement que ses critiques du Fonds monétaire international (FMI) ou ses dénonciations acerbes des responsabilités des financiers internationaux dans les crises asiatiques.

Il n'était guère plus amène d'ailleurs à l'égard de certains économistes « aux analyses hâtives et nourries de préjugés » sur la région. En janvier, « M. Yen » se lançait devant la presse internationale de Tokyo dans un réquisitoire contre le FMI et les Etats-Unis et dénonçait l'intégrisme du marché (c'est-à-dire son fonctionnement

trienient une relation d'amour-haine à l'égard des Etats-Unis. Cette génération, qui a grandi dans les valeurs démocratiques venues d'Amérique en 1945 et y a, dans bien des cas, été formée (l'ex-vice ministre des finances a obtenu un doctorat de l'université de Michigan et il a enseigné à Harvard), nourrit souvent un ressentiment à l'égard d'un pays qu'elle connaît bien et qui traite le Japon avec l'arrogance d'une puissance tutélaire.

Les livres de M. Sakakibara, *Le Japon au-delà du capitalisme* et *Le Capitalisme à la japonaise comme forme de civilisation*, publiés au début des années 90, n'échappent pas aux travers de toute approche culturaliste faisant fi de la complexité de l'histoire pour dégager de supposées constances d'une mentalité nationale. Ils reflètent jusqu'à un certain point un anti-américanisme qui n'est plus aujourd'hui le fait d'une gauche défunte mais du conservatisme. « Vivez quelques années à l'étranger et vous découvrirez un sens d'identité et de fierté », déclarait récemment M. Sakakibara à l'hebdomadaire *Aera*. Dans nos colonnes, en 1997, il affirmait : « Nous ne voulons aucun des trois fondamentalismes que sont le communisme, l'islam et le marché. Nous avons été très bons pour absorber les autres cultures et pour imiter la civilisation occidentale. Même si nous voulons continuer à apprendre des autres pays, il est temps que les Japonais expliquent au reste du monde la spécificité du système japonais. Nous sommes japonais, nous aimons la culture japonaise, nous respectons l'histoire japonaise. Nous sommes suffisamment américanisés comme cela... Nous voulons maintenant être japonais. »

Philippe Pons

Le changement dans la continuité

Le départ du ministère des finances de « M. Yen », qui s'inscrit dans le cadre du changement annuel des postes au sein de cette administration, ne devrait pas affecter la politique de change du Japon : empêcher une trop forte appréciation de la monnaie nipponne. Son successeur, Haruhiko Kuroda, qui fut son bras droit à la tête du bureau des affaires financières internationales du ministère, s'est engagé à suivre cette voie. M. Kuroda est l'un des artisans – avec Eisuke Sakakibara – du projet de création d'un fonds monétaire asiatique. Formulé en septembre 1997, ce projet échoua en raison de l'hostilité des membres du G7, et en particulier des Etats-Unis. Les « initiatives Miyazawa » (du nom du ministre des finances japonais) présentées à la réunion de ses homologues de l'APEC en Indonésie en mai (le Japon garantit jusqu'à un montant de 2 000 milliards de yens les emprunts obligataires émis par les gouvernements asiatiques en monnaie nipponne) vont dans le même sens.

lon *Asian Wall Street Journal*. Après avoir fait chuter le yen, M. Sakakibara s'est ensuite employé à renverser la vapeur et à favoriser sa remontée. On lui reproche aujourd'hui d'avoir annoncé à plusieurs reprises que l'économie nipponne avait touché le fond et repartait alors que la situation continuait à empirer. Assurément, il se trompait. Mais ce que les Anglo-saxons supportaient de plus en plus mal de la part du vice-ministre des finances, c'était sans doute

en roue libre) comme un ultime avatar du « laisser-faire ». Il ironisait enfin, non sans raison, sur le sursaut de vertu a posteriori des financiers internationaux « découvrant » l'absence de transparence des pays asiatiques en crise alors que leur opacité était non seulement connue mais encore qu'ils en avaient joué pendant des décennies avec profit.

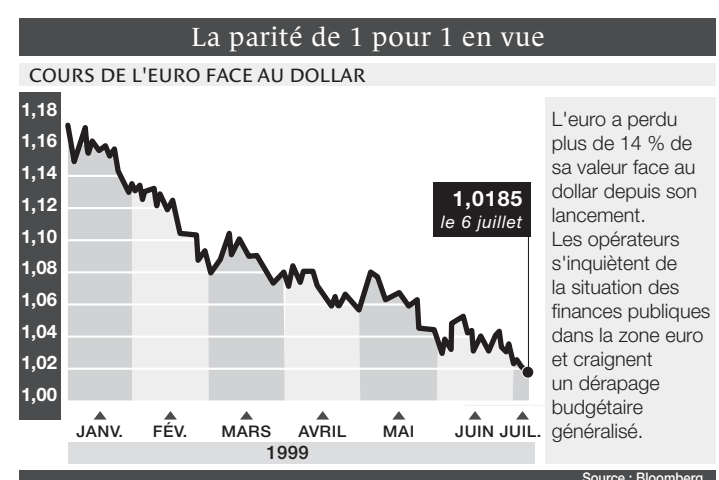
M. Sakakibara fait partie de cette génération de Japonais (il est âgé de cinquante-huit ans) qui en

Nouveau recul de la monnaie européenne

APRÈS avoir bénéficié de quelques jours de répit, l'euro est à nouveau malmené. Il est tombé, mardi 6 juillet, pour la première fois depuis son lancement, sous la barre de 1,02 dollar, à 1,0185 dollar. Des informations parues, mardi matin, dans la presse allemande, selon lesquelles le gouvernement français souhaiterait un assouplissement du pacte de stabilité budgétaire, ont été à l'origine de ce repli. Elles se fondaient sur un récent rapport du Commissariat général du plan, préconisant un respect moins strict du critère qui interdit à un pays d'avoir un déficit excédant 3 % du produit intérieur brut (PIB).

Intervenant à l'occasion des rencontres Paris Europlace, le ministre de l'économie et des finances a apporté un démenti catégorique à cette analyse. La France n'a « aucune intention » de relâcher ses efforts de discipline budgétaire, a expliqué Dominique Strauss-Kahn, et elle « veillera à ce que sa politique budgétaire demeure parmi les plus rigoureuses de la zone euro ». Selon le ministre, « la presse allemande interprète de façon malvenue un rapport qui n'engage en rien le gouvernement ».

Les propos de M. Strauss-Kahn n'ont pas réussi à rassurer pleinement les opérateurs. Depuis la décision des ministres des finances de l'Union d'autoriser l'Italie à dé-



passer son objectif de déficit fixé pour 1999, ces derniers vivent dans la crainte d'un dérapage budgétaire généralisé dans la zone euro. A cet égard, l'annonce, mardi, de 15 000 demandeurs d'emplois supplémentaires en Allemagne en juin n'a fait qu'accroître leurs inquiétudes : la faiblesse de la croissance et la montée du chômage outre-Rhin rendent très délicat le programme d'ajustement budgétaire proposé par le gouvernement de Gerhard Schröder.

Malgré le nouveau recul de l'euro, les autorités monétaires européennes affichent toujours une grande sérénité. « L'euro ne peut pas du tout être considéré comme une monnaie faible, en aucun

cas », a affirmé, mardi, lors d'une conférence organisée à Tokyo, le vice-président de la Banque centrale européenne (BCE), Christian Noyer. « Nous sommes convaincus que les développements sous-jacents, y compris la stabilité des prix, conduiront à faire de l'euro une monnaie plus forte », a-t-il ajouté. Cet avis est partagé par Kenneth Courtis, économiste en chef de la Deutsche Bank pour l'Asie-Pacifique, qui, lors du même colloque, a estimé que l'euro va bénéficier de l'afflux de capitaux extérieurs lié à « la restructuration industrielle en Europe, qui rendra très attractifs les actifs européens ».

Pierre-Antoine Delhommais

Remous dans l'état-major des Banques populaires

Un président devait être désigné, jeudi 8 juillet.

Sans attendre, le dirigeant de Natexis, la filiale cotée du groupe, a démissionné

LA FIN DE MANDAT de Jacques Delmas-Marsalet à la tête du groupe des Banques populaires est agitée. Jeudi 8 juillet, le conseil de la Chambre syndicale devait désigner son nouveau président. Philippe Dupont, actuel président de la Banque populaire de la région ouest de Paris, semblait réunir une majorité de suffrages sur son nom. M. Delmas-Marsalet est victime de « sa conception jacobine du pouvoir », selon les termes d'un directeur de l'un des trente banques régionales du groupe mutualiste.

Mercredi 7 juillet dans l'après-midi, M. Delmas-Marsalet devait annoncer à ses cadres s'il demande ou pas le renouvellement de ses fonctions. Les chances de sa réélection à la tête du groupe étant minces, il pourrait décider de renoncer à briguer un quatrième mandat.

Mardi, sans attendre la décision de M. Delmas-Marsalet, Emmanuel Rodocanachi a démissionné de la vice-présidence de Natexis Banque, la filiale cotée des Banques populaires qui doit absorber les métiers concurrentiels de la Caisse centrale, un des organes centraux du groupe mutualiste. M. Rodocanachi, qui partageait la direction de Natexis avec M. Delmas-Marsalet, peut se targuer d'un bilan honorable. Nommé par le gouvernement en juin 1994, en remplacement de Jean-Yves Haberer, à la tête du Crédit national, il a profondément transformé cette banque spécialisée dans le financement des grandes entreprises, devenue, en 1997, Natexis, après la fusion avec la Banque française du commerce extérieur et rachetée par les Banques populaires en 1998. Pour justifier sa décision, M. Rodocanachi a, dans un long entretien à l'Agence France-Presse, critiqué le

fonctionnement du groupe. « Dans le système d'organisation mis en place, je n'ai plus la même utilité, car le mode de décision du groupement des Banques populaires est plus politique qu'économique, ce qui n'est pas une bonne chose pour un groupe centralisé comme Natexis », explique-t-il.

« RÉGLE DES QUATRE YEUX »

A l'instar de ce qui se passe dans d'autres groupes mutualistes, comme le Crédit agricole ou le Crédit mutuel, les instances dirigeantes des Banques populaires sont divisées en deux : la Caisse centrale et la Chambre syndicale (contrôlée par un conseil syndical de 15 membres, 9 présidents non banquiers et 6 directeurs généraux banquiers). « Ces quinze membres sont comptables de la prospérité de leurs banques régionales plus que du développement de Natexis : ils demandent donc à Natexis d'être au service de ces banques », dénonce M. Rodocanachi. « Les Banques populaires ont une culture de président non exécutif et confient tout l'opérationnel aux directeurs généraux : ce n'est pas conforme à la réglementation bancaire, qui préconise "la règle des quatre yeux" pour éviter la concentration des pouvoirs », poursuit-il.

Dans les banques régionales, on est conscient de « l'absence de distinction entre le contrôle et l'opérationnel ». C'est le principal reproche adressé à M. Delmas-Marsalet, qui cumule les fonctions de président et de directeur général de la Caisse centrale. On sera donc particulièrement vigilant sur la façon dont Philippe Dupont concevra son rôle s'il devient président. Pour le moment, il se refuse à tout commentaire.

Joël Morio

Bercy annonce la création de « France Trésor »

Lors d'un discours prononcé, mardi 6 juillet, lors des rencontres Paris Europlace, le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, a annoncé son intention de regrouper en une direction unique au sein du Trésor, baptisée « France Trésor », la gestion de la dette publique.

« La structure France Trésor pourra s'appuyer sur deux comités qui, aux côtés des spécialistes en valeurs du Trésor (SVT), la conseilleront sur les grands axes de la politique d'émission de l'Etat », a indiqué M. Strauss-Kahn.

« Il s'agira d'un comité de marché, composé des responsables au plus haut niveau de l'activité obligatoire des SVT français et étrangers, et d'un comité stratégique qui réunira des personnalités professionnelles du monde bancaire et financier (investisseurs, économistes, universitaires) pour me conseiller sur les grandes orientations de la politique d'émission de l'Etat », a précisé le ministre.

M. Strauss-Kahn veut également « mieux associer » le Parlement par le biais de deux rapports annuels, l'un portant sur la stratégie de la dette et la gestion de la trésorerie de l'Etat, l'autre consacré à la gestion durant l'exercice écoulé.

La filiale transports de la Caisse des dépôts reprend les cars Visual

TRANSDEV, filiale de la Caisse des dépôts-développement (C3D), deuxième opérateur de transports urbains de voyageurs après la RATP, avec un chiffre d'affaires consolidé de 2 milliards de francs, a annoncé mercredi 7 juillet la reprise de Visual, groupe privé spécialisé dans le transport public et les métiers du tourisme. Le montant de la transaction n'a pas été précisé mais Visual a réalisé un chiffre d'affaires de 215 millions de francs en 1998, dont 115 millions dans le transport et le reste dans le tourisme réceptif haut de gamme. Il dispose d'un parc de 300 véhicules qui a cinq ans d'âge. Visual est également fortement implanté dans le transport occasionnel qui, en Ile-de-France, est un segment important du marché du transport avec les besoins des municipalités, des établissements scolaires, des associations et autres clubs sportifs. Sur le segment des autobus panoramiques, Visual détient, avec Cityrama, 40 % du marché parisien. Philippe Segretain, président de Transdev, veut faire de Visual « une marque de référence de niveau national et international du tourisme haut de gamme et de promouvoir le savoir-faire de Visual auprès des prescripteurs touristes des grandes capitales régionales et des plateformes aéroportuaires ».

L'arrivée de Transdev dans le secteur du tourisme est la poursuite d'une démarche initiée avec la création d'un réseau de cars qui effectuent des liaisons entre les différents aéroports parisiens et Disneyland Paris et la reprise de la société Aircar, qui assure la desserte aéroportuaire de Roissy-Charles-de-Gaulle.

Cela étant, le développement de Transdev est axé sur son principal métier : le transport collectif urbain et interurbain, non seulement en France mais également en Europe (Grande-Bretagne et Portugal) ainsi que hors des frontières du Vieux Continent. A la mi-juin, la filiale de la Caisse des dépôts a été choisie comme l'opérateur d'un réseau de 200 tramways à Melbourne (Australie). A Londres, Transdev a repris en 1997 London United, qui exploite 40 lignes avec 660 bus et emploie 1 600 personnes, réalisant un chiffre d'affaires de 550 millions de francs. La particularité de cette flotte réside dans le fait qu'elle emploie des chauffeurs français. Actuellement, une vingtaine de conducteurs dans ce cas opèrent sur London United. Au 1^{er} septembre, une centaine de chauffeurs expatriés devraient travailler en Grande-Bretagne.

François Bostnavaron

RÉVISEZ VOS CLASSIQUES

Réviser cet été avec Le Monde, France Inter et Universal 45 chefs-d'œuvre de la musique classique.



Ravel. concertos.

Un certain esprit français. Les deux concertos pour piano de Ravel, le premier en Sol majeur et le second pour la main gauche, datent de 1929. Ces partitions aux programmes habituels des grands concerts, dissimulent leur esprit de divertissement. En les composant, Ravel songeait autant au jazz, qu'à Mozart ou au flamenco. Charles Dutoit et Jean-Yves Thibaudet possèdent l'élégance et la finesse nécessaires pour nous offrir une lecture exhaustive de ces chefs-d'œuvre aériens et colorés.

Vous découvrirez des extraits de cet album sur France Inter, à 16 heures, dans l'émission de Frédéric Lodéon, « Carrefour de Lodéon »

Le Monde



www.fnac.fr

COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 8 JUILLET 1999

Les chaînes thématiques présentent leur cahier de doléances

Inquiètes de l'arrivée des groupes américains, les télévisions du câble et du satellite réclament une quote-part indexée sur le chiffre d'affaires des opérateurs ainsi que l'ouverture de certains secteurs interdits de publicité à l'écran

« **OCCUPEZ-VOUS** de nous ! » Telle est la supplique des trente chaînes thématiques regroupées dans l'Association des chaînes du câble et du satellite (ACCeS) adressée aux pouvoirs publics et aux instances de régulation. L'arrivée massive et récente des groupes américains dans le câble a semé l'effroi parmi les petites chaînes.

Pour ces nouveaux câblo-opérateurs, tels UPC, NTL et Intercomm, la télévision n'est plus qu'un des produits commercialisés

Canal J et MCM rachetées par le groupe Lagardère

La vente de Canal J et MCM ne serait plus « **qu'une question de jours** ». La Caisse des dépôts et consignations (CDC), propriétaire des chaînes, et le groupe Lagardère, candidat au rachat, devraient boucler cette cession avant fin juillet. La vente serait réglée principalement par apport de titres. Com Dev Images, holding de contrôle des chaînes, contrôlée à 100 % par Part Com, une filiale de la CDC, serait apportée à Europe Audiovisuel (Groupe Lagardère), dont la Caisse est actionnaire. De même, le groupe Lagardère apporterait sa participation dans La Chaîne Météo. Au final, 64 % de la nouvelle société devraient être détenus par Lagardère, la CDC conservant la minorité de blocage. Les deux partenaires seront opérateurs de MCM, Canal J et La Chaîne Météo, mais aussi de Muzik et de MCM Africa. Ce mini-bouquet est évalué entre 800 millions et 1 milliard de francs.

pour permettre aux réseaux câblés d'atteindre la rentabilité. Ce n'est plus le premier. Les produits leaders ont pour nom Internet et le téléphone. Les services de télévision risquent d'être ravalés au rang de produits d'appel pour mieux vendre les deux autres aux abonnés.

PROGRAMMES À BAS PRIX

L'autre crainte des chaînes thématiques est la concurrence prochaine, sur le câble, avec des programmes étrangers à bas prix, car déjà amortis sur leur territoire. « **Le péril pour les chaînes thématiques est de disparaître des offres au profit de chaînes étrangères gratuites ou sponsorisées** », prédit Claude-Yves Robin, président de l'ACCeS.

Pour éviter ce choc, l'ACCeS réclame « **une égalité de traitement entre les chaînes conventionnées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et les chaînes étrangères** ». Pour l'heure, l'association dénonce « **le système de régulation actuel quasi inexistant** » qui permettrait « **à un câblo-opérateur de ne diffuser que des chaînes étrangères** ».

Avant la discussion au Sénat de la prochaine loi sur l'audiovisuel, l'ACCeS demande que les chaînes conventionnées soient associées à la croissance des opérateurs. En clair, l'Association exige « **une contribution basée sur le chiffre d'affaires des câblo et satello-opérateurs** ».

Cette quote-part « **réserve aux chaînes thématiques conventionnées par le CSA** » ne serait pas un « **must-carry** » - une garantie de reprise obligatoire des chaînes infligée aux opérateurs -, précise l'ACCeS. Elle permettrait aux

chaînes thématiques d'établir des « **perspectives de diffusion et d'être associées à la croissance des opérateurs** ».

L'ACCeS remarque qu'en 1998 « **la contribution moyenne (des câblo-opérateurs) s'est établie à 33 % sur les services analogiques, mais elle a chuté à 10 % sur les nouveaux services** » du type Modulo Cartes mis en place par France Télécom Câble.

L'autre revendication de l'ACCeS concerne les secteurs interdits de publicité à la télévision. L'association souhaite obtenir des « **contraintes allégées** ». Selon elle, l'interdit pourrait être levé pour les secteurs du livre, de la presse et du cinéma, mais serait « **unique-**

ment réservé aux chaînes thématiques ».

Pour ces trois secteurs, les chaînes thématiques présentent des « **avantages énormes** ». Ces télévisions sont « **pas chères, très ciblées et leur mode de distribution est ouvert à la concurrence** ». En outre, les thématiques « **pourront être accessibles aux petits comme aux gros annonceurs, ce qui n'entraînera pas de déstabilisation du secteur de la distribution** ».

UN RENFORT DE POIDS

Au chapitre des revendications, les chaînes thématiques réclament d'être associées au débat sur le numérique hertzien au même titre que les télévisions généralistes.

Guy Dutheil

« Le Monde » et « Midi libre » commencent leur collaboration

JOSÉ FRÈCHES, PDG de *Midi libre*, et Jean-Marie Colombani, président du directoire du *Monde*, ont annoncé, mardi 6 juillet, à Paris, lors d'une conférence de presse commune, les modalités de la coopération entre les deux titres. *Le Monde* est actionnaire de 10 % de *Midi libre* et le groupe de José Frèches s'apprête à entrer dans le capital du *Monde* à hauteur de 1,49 % dans le cadre de la structure Le Monde-Presses, présidée par Pierre Lescure.

« **A ce stade du développement du Monde, a expliqué Jean-Marie Colombani, il n'est pas venu d'innover dans la presse en lançant l'idée neuve de confédération. Il ne s'agit pas d'un développement hégémonique, impérialiste ou habituel, mais d'un champ inexploré en France, celui de la complémentarité d'un groupe de presse national et d'un régional.** » « **Cette complémentarité devra se prolonger au niveau européen** », a précisé le directeur du *Monde* en rappelant les liens tissés avec d'autres quotidiens en Europe comme *La Stampa*, *El País*, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, *The Guardian* et *The Temps*.

« **Nous sommes des groupes de presse complémentaires, pas concurrents**, a constaté José Frèches, qui vient de conforter son pouvoir au sein de *Midi libre*

(*Le Monde* du 29 juin). Il partage avec *Le Monde* « **le même souci d'indépendance, de crédibilité et de rentabilité** », trois notions, selon lui, indispensables au succès d'un journal. M. Frèches a précisé que ce « **partenariat pouvait permettre la création de joint-ventures, dans la perspective d'acquisitions, dans les métiers qui sont les nôtres** ».

Des groupes de travail vont permettre d'étudier les différentes formes de coopération dans plusieurs domaines : industriel, commercial et distribution, éditorial et multimédia. Les journaux du groupe, *Midi libre* et *L'Indépendant*, ont le même format que *Le Monde*, ce qui devrait permettre au quotidien du soir d'être imprimé, à Montpellier et à Perpignan en même temps qu'à Paris, afin d'être présent dès l'après-midi dans le sud de la France et en Espagne.

Des accords commerciaux et de distribution seront mis en place. Ainsi les équipes d'inspection des ventes de *Midi libre* contrôleront la mise en place des exemplaires du *Monde*. Les deux journaux envisagent également des partenariats dans des manifestations culturelles et des collaborations rédactionnelles. *Le Monde* devrait créer avec *Midi libre* une édition pour le sud de la France de son supplément culturel, *aden*.

TABLEAU DE BORD

ÉCONOMIE

■ **ÉTATS-UNIS** : l'importante réduction d'impôt proposée par les républicains en réponse aux excédents budgétaires escomptés au cours des prochaines années pourrait précipiter la formation d'une bulle spéculative à Wall Street et ralentir l'expansion économique, a estimé, mardi 6 juillet, le président américain, Bill Clinton.

■ **ITALIE** : le ministre italien du Trésor, Giuliano Amato, a déclaré, mardi 6 juillet, que Rome accepterait que les groupes européens investissent dans des entreprises publiques privatisées italiennes, à condition que la réciproque soit possible.

■ **UNION EUROPÉENNE** : les réserves nettes en devises étrangères de l'eurosysteme se sont accrues de 7,2 milliards d'euros, à 241,5 milliards d'euros, au terme de la semaine bancaire qui s'est achevée le 2 juillet, a annoncé mardi 6 juillet la Banque centrale européenne.

■ **HONGRIE** : la production industrielle hongroise a enregistré un repli de 1,5 % au mois de mai. La production enregistre néanmoins une hausse de 6,2 % sur les cinq premiers mois de l'année.

AFFAIRES

● **35 HEURES** : les salariés de l'usine Knorr de Duppienheim (Bas-Rhin), en grève depuis le 28 juin, poursuivaient leur mouvement mercredi 7 juillet dans la matinée, pour protester contre l'exclusion des pauses et la remise en question de certains jours de congés à l'occasion des 35 heures. Par ailleurs, plus de 70 accords locaux ont été signés dans les 200 unités d'EDF et de Gaz de France en application de l'accord national sur le passage à 35 heures et à 32 heures. Chez **Protég** (17 048 salariés), un accord offensif crée 877 embauches.

● **TOYOTA** : Toyota Motor a

annoncé, mercredi 7 juillet, qu'il comptait prochainement introduire un critère de performance individuelle pour déterminer le niveau de rémunération de ses ouvriers.

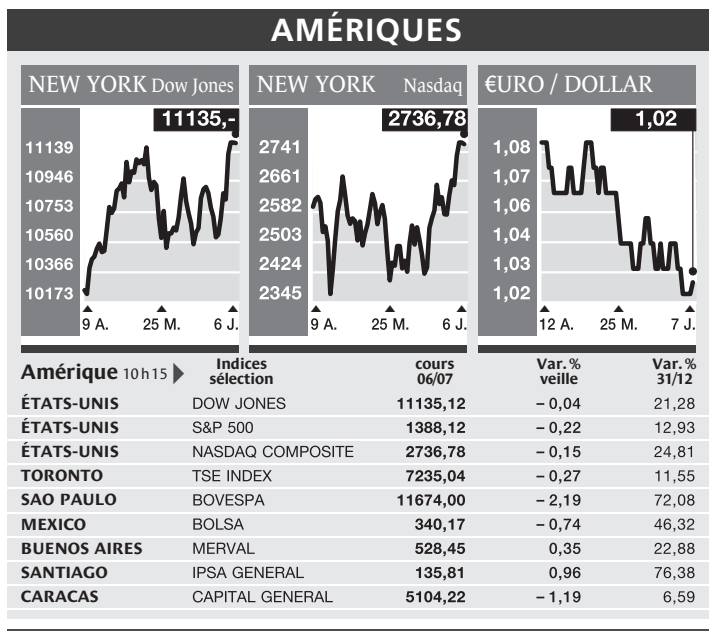
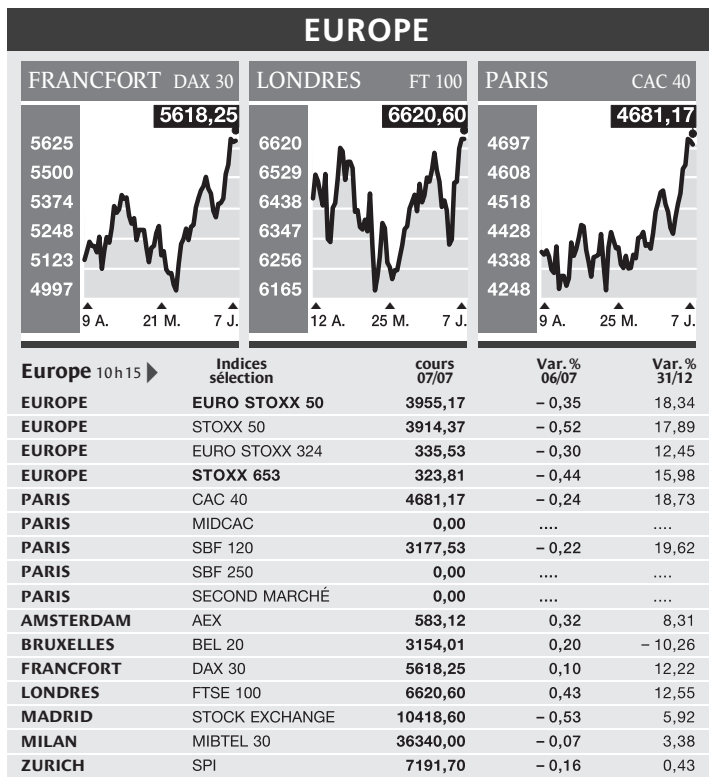
● **REUTERS** : le groupe de communication britannique intensifie ses efforts dans Internet et le commerce électronique. Une nouvelle division sera créée, Reuters Ventures. Elle aura pour mission de renforcer la pénétration des produits Reuters en dehors des marchés financiers, notamment auprès des entreprises.

● **CLUB INTERNET** : le Conseil de la concurrence, saisi au mois de mai par le fournisseur d'accès Club Internet, a prononcé une mesure conservatoire enjoignant à Wanadoo, filiale de France Télécom, de suspendre la commercialisation, pendant quinze semaines, de son offre d'accès à haut débit grâce à la technologie ASDL.

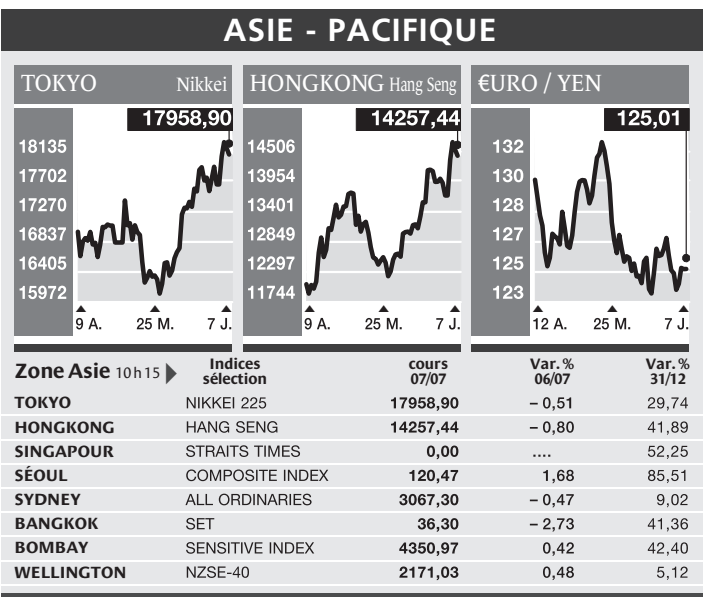
● **PECHINEY** : ANC, la filiale américaine d'emballage du groupe d'aluminium, a été condamnée par le tribunal fédéral de Chicago à une amende de 165 millions de dollars (162 millions d'euros) pour contrefaçon. Pechiney a décidé de faire appel.

● **FIAT** : les entretiens de Fiat avec Mitsubishi Motor portent non seulement sur les composants, comme l'a indiqué la société japonaise, mais aussi sur des moteurs de voiture, a déclaré, mardi 6 juillet, Paolo Cantarella, directeur général du groupe italien.

● **SÉCURITÉ FINANCIÈRE** : le Fonds de garantie bancaire, créé par la nouvelle loi sur la sécurité financière, disposera de 10 milliards de francs (1,52 milliard d'euros) et celui de l'assurance-vie de 1,8 milliard de francs (275 millions d'euros), a indiqué mardi 6 juillet le ministre de l'Économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn.



Cours	DOLLAR	YEN(100)	EURO	FRANC	LIVRE	FR. S.
DOLLAR	122,03500	0,81944	1,02460	0,15618	1,56240	0,63865
YEN	122,03500	....	125,01500	19,05500	190,65000	77,94500
EURO	0,97599	0,79990	....	0,15245	1,52495	0,62355
FRANC	6,40270	5,24430	6,55957	....	9,99990	4,09000
LIVRE	0,64004	0,52445	0,65575	0,09995	....	0,40885
FRANC SUISSE	1,56580	1,28265	1,60435	0,24455	2,44575	....



Taux	contre franc	Taux	Hors zone euro
FRANC	6,55957	0,15245	COURONNE DANOISE 7,4352
DEUTSCHEMARK	1,95583	3,35385	COUR. NORVÉGIENNE 8,0645
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	3,38774	COUR. SUÉDOISE 8,7015
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	3,94238	COURONNE TCHÈQUE 36,147
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	3,27190	DOLLAR AUSTRALIEN 1,5274
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	4,76703	DOLLAR CANADIEN 1,4984
PUNT IRLANDAISE	0,78756	8,32894	DOLLAR NÉO-ZÉLAND 1,9244
FLORIN NÉERLANDAIS 2,20371	2,20371	2,97660	DRACHME GRECQUE 325,35
FRANC BELGE (10)	4,03399	1,62607	FLORINT HONGROIS 248,97
MARKKA FINLAND	5,94573	1,10324	ZLOTY POLONAIS 4,0062

Taux	3 mois	10 ans	30 ans
FRANCE	2,53	2,44	4,81
ALLEMAGNE	2,53	2,62	4,68
GDE-BRETAG.	4,88	4,87	5,20
ITALIE	2,53	2,57	4,97
JAPON	0,05	0,05	1,68
ÉTATS-UNIS	5,03	4,70	5,87
SUISSE	0,53	1,17	2,97
PAYS-BAS	2,50	2,57	4,84

Cours	Volume	dernier prix	premier prix
National 5,5	4275	89,23	89,20
SEPTEMBRE 99	800	97,26	97,26

BOURSES

L'INDICE CAC 40 de la Bourse de Paris s'inscrivait en baisse de 0,54 %, à 4 667,01 points, à l'ouverture mercredi, après avoir cédé 0,11 % la veille. Le CAC 40 ne parvenait pas à retrouver une orientation positive après que Wall Street eut clôturé, mardi, sur une note stable (-0,04 %). A Francfort, l'indice Dax était également en perte de vitesse mercredi matin, cédant 0,39 % à 5 590,94 points. La Bourse de Tokyo a terminé la séance de mercredi en légère baisse. Les prises de bénéfice des investisseurs ont entraîné un repli de 0,51 % du Nikkei, à 17 958,90 points.

CHANGES-TAUX

L'EURO se repréait légèrement en début de matinée, mercredi 7 juillet, à 1,0252 dollar. La veille, il avait atteint son plus bas niveau historique (1,0185 dollar) à la suite de rumeurs selon lesquelles la France serait favorable à un éventuel assouplissement du pacte de stabilité pour la zone euro. Le dollar était stable contre le yen mercredi matin, à 122,09 yens. Les marchés obligataires européens étaient orientés à la hausse mercredi à l'ouverture, le taux de rendement de l'obligation à 10 ans en France, qui évolue à l'inverse du prix, s'établissant à 4,83 %.

FINANCES ET MARCHÉS

VALEURS EUROPÉENNES

● L'action Compania Espanola de Petroleos (Cepsa) a gagné 13,2 %, mardi 6 juillet, à 33,60 euros. La cotation du titre de la compagnie pétrolière espagnole avait repris mardi, après avoir été suspendue la veille à la suite de l'offre de TotalFina sur Elf, ce dernier détenant 44 % de Cepsa.

mardi, 1,3 %, à 2,31 euros quand le groupe de restauration italien a annoncé vouloir racheter 76 % de Guardamiglio Carni, la troisième chaîne de restaurants italienne, pour 15,7 millions d'euros.

Table with 4 columns: Code, Cours en euros, % Var. veille, % Var. 10h35. Includes sections for AUTOMOBILE and BANQUES.

Table with 4 columns: Code, Cours en euros, % Var. veille, % Var. 10h35. Includes sections for PHARMACIE and BIENS D'ÉQUIPEMENT.

Table with 4 columns: Code, Cours en euros, % Var. veille, % Var. 10h35. Includes sections for CONGLOMÉRATS and ÉNERGIE.

Table with 4 columns: Code, Cours en euros, % Var. veille, % Var. 10h35. Includes sections for MÉDIAS and BIENS DE CONSOMMATION.

Table with 4 columns: Code, Cours en euros, % Var. veille, % Var. 10h35. Includes sections for TÉLÉCOMMUNICATIONS and CONSTRUCTION.

Table with 4 columns: Code, Cours en euros, % Var. veille, % Var. 10h35. Includes sections for SERVICES FINANCIERS and COMMERCE DISTRIBUTION.

Table with 4 columns: Code, Cours en euros, % Var. veille, % Var. 10h35. Includes sections for PRODUITS DE BASE and HAUTE TECHNOLOGIE.

Table with 4 columns: Code, Cours en euros, % Var. veille, % Var. 10h35. Includes sections for SERVICES FINANCIERS and COMMERCE DISTRIBUTION.

Table with 4 columns: Code, Cours en euros, % Var. veille, % Var. 10h35. Includes sections for PRODUITS DE BASE and HAUTE TECHNOLOGIE.

Table with 4 columns: Code, Cours en euros, % Var. veille, % Var. 10h35. Includes sections for SERVICES FINANCIERS and COMMERCE DISTRIBUTION.

Table with 4 columns: Code, Cours en euros, % Var. veille, % Var. 10h35. Includes sections for CHIMIE and CONSUMMATION CYCLIQUE.

Table with 4 columns: Code, Cours en euros, % Var. veille, % Var. 10h35. Includes sections for ALIMENTATION ET BOISSON.

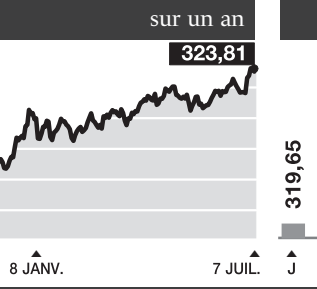
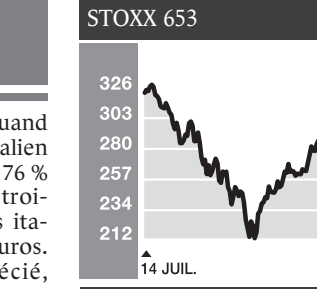


Table of stock prices for various companies including Finnair, Wimper PLC, Granada Group, etc.

Table of stock prices for various companies including Chr. Hansen Hld, Cultor, Danisco, etc.

Table of stock prices for various companies including Astra, Elan Corp, Glaxo Wellcome, etc.

Table of stock prices for various companies including Abn Particip, Abn Part, Adecco, etc.

Table of stock prices for various companies including Akermaritime, Bg, Bp Amoco, etc.

Table of stock prices for various companies including Damski, Damski Svend, Det Sonden, etc.

Table of stock prices for various companies including Elf Aquitaine, Eni, Enterprise Oil, etc.

Table of stock prices for various companies including Fki, Fls Ind.B, Flughafen Wien, etc.

Table of stock prices for various companies including Alu, Aluminij, Alpha Finance, etc.

Table of stock prices for various companies including Arcadia Grp, Boots Co Plc, Carrefour, etc.

Table of stock prices for various companies including Accor, Adidas-Salomon, Alitalia, etc.

Table of stock prices for various companies including Alcatel, Altec Sa Reg, Baan Company, etc.

Table of stock prices for various companies including Allied Domecq, Associate Brit, Bass, etc.

Table of stock prices for various companies including Alcatel, Altec Sa Reg, Baan Company, etc.

Table of stock prices for various companies including Agf, Allianza Ass, Allianz Ag, etc.

Table of stock prices for various companies including Smiths Ind Plc, Stmicroelec Sic, Tandberg Data, etc.

Table of stock prices for various companies including Anquan Water, British Energy, Centrica, etc.

Table of stock prices for various companies including Bsky B Group, Canal Plus Rm, Carlton Communi, etc.

Table of stock prices for various companies including Ahold, Asda Group Plc, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies including Enipco Hld Ct, Fardem Belgium B, Internat Hld, etc.

Table of stock prices for various companies including Eni, Elf Aquitaine, Eni, etc.

Table of stock prices for various companies including Alcatel, Altec Sa Reg, Baan Company, etc.

Table of stock prices for various companies including Agf, Allianza Ass, Allianz Ag, etc.

Table of stock prices for various companies including Smiths Ind Plc, Stmicroelec Sic, Tandberg Data, etc.

Table of stock prices for various companies including Anquan Water, British Energy, Centrica, etc.

Table of stock prices for various companies including Bsky B Group, Canal Plus Rm, Carlton Communi, etc.

Table of stock prices for various companies including Ahold, Asda Group Plc, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies including Enipco Hld Ct, Fardem Belgium B, Internat Hld, etc.

Table of stock prices for various companies including Eni, Elf Aquitaine, Eni, etc.

Table of stock prices for various companies including Alcatel, Altec Sa Reg, Baan Company, etc.

Table of stock prices for various companies including Agf, Allianza Ass, Allianz Ag, etc.

Table of stock prices for various companies including Smiths Ind Plc, Stmicroelec Sic, Tandberg Data, etc.

Table of stock prices for various companies including Anquan Water, British Energy, Centrica, etc.

Table of stock prices for various companies including Bsky B Group, Canal Plus Rm, Carlton Communi, etc.

Table of stock prices for various companies including Ahold, Asda Group Plc, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies including Enipco Hld Ct, Fardem Belgium B, Internat Hld, etc.

Table of stock prices for various companies including Eni, Elf Aquitaine, Eni, etc.

Table of stock prices for various companies including Alcatel, Altec Sa Reg, Baan Company, etc.

★ CODES PAYS ZONE EURO
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
OCE : Océanie - IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.

www.lemonde.fr CHANGE!

★ CODES PAYS ZONE EURO
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
OCE : Océanie - IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.

AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 8 JUILLET 1999

TOUR DE FRANCE 1999

Comme la veille à Saint-Nazaire, le sprinteur belge Tom Steels (Mapei) a gagné, mardi 6 juillet, la 3^e étape, qui reliait Nantes à Laval (194,5 km).

● JAAN KIRSIPUU (Casino) a consolidé son maillot jaune à la faveur des sprints intermédiaires. Au classement général, l'Estonien compte désormais 17 secondes d'avance sur le deuxième,



Tom Steels. ● MANOLO SAIZ, le directeur sportif de l'équipe espagnole ONCE, affirme dans un entretien au Monde que 90 %, voire 99 % des coureurs de ce Tour de France, sont

propres. ● CHRISTOPHE BASSONS (La Française des jeux), un des rares coureurs à avoir toujours refusé le dopage, reste circonspect quant à l'évolution des mœurs du peloton.

Les sprints endiablés de Tom Steels n'évacuent pas la morosité

Le Belge Tom Steels (Mapei) a gagné à Laval sa deuxième étape d'affilée. Mais le climat au sein du peloton reste lourd. « Y penser toujours, n'en parler jamais » : le milieu du cyclisme affecte l'optimisme à propos de la disparition des mauvaises habitudes, sans sembler vraiment convaincu

LAVAL (Mayenne)

de l'un de nos envoyés spéciaux

Une première passe d'armes stratégique : c'était lundi 5 juillet, à la faveur du passage du Gois, dans une étape également marquée par les premières chutes. Les premières échappées au long cours, avortées : c'était dimanche 4 juillet, avec Thierry Gouvenou (BigMat Auber), puis, à nouveau, mardi 6 juillet entre Nantes (Loire-Atlantique) et Laval (Mayenne), avec Frédéric Guesdon (La Française des jeux) et l'Italien Massimo Giunti (Cantina Tollo), repris à 38 kilomètres de l'arrivée par un peloton duquel ils s'étaient extraits 38 kilomètres après le départ.

Et puis les sprints massifs. Dimanche, lundi et encore mardi, le Belge Tom Steels (Mapei) ayant d'ores et déjà porté à deux son compteur personnel de sprints victorieux, un succès à Laval, mardi, succédant à celui signé, la veille, à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). Depuis samedi 3 juillet et le départ du Puy-du-Fou (Vendée), le scénario de ce début de Tour de France 1999 ressemble furieusement à celui de ces dernières années. Dans la forme en tout cas. Peut-on en déduire, pour autant, qu'il en serait de même sur le fond ?

« ARRÊTER D'Y PENSER »

Sur cette 86^e édition de la Grande Boucle, la question est, sinon dans tous les esprits, du moins dans beaucoup d'entre eux. Comme elle l'a été sur quasiment toutes les épreuves depuis le début de la saison, les révélations consécutives à l'affaire Festina ayant décollé bon nombre de regards sur les comportements du

peloton à l'égard du dopage. Mais les interrogations sont sans doute encore plus fortes ici. Parce que c'est le Tour. Et surtout parce qu'il a été vendu par ses organisateurs comme celui du renouveau pour le cyclisme. Alors le moindre signe, le plus minime événement, le plus petit indice sont scrutés, jaugés, interprétés. Au risque d'agacer coureurs et directeurs sportifs.

« Tout le monde a envie d'aller dans le bon sens et d'arrêter de penser à tous ces événements », déclarait, au départ de l'étape mardi à Nantes, Christophe Moreau, l'un des « rescapés » de l'équipe et de l'affaire Festina de 1998 : il a purgé six mois de suspension, après avoir reconnu s'être dopé. « Le cyclisme se soigne, il faut le laisser se soigner. S'il y a une affaire, on vous dit de ne pas l'étouffer, sinon parlez de la course », invitait, un peu plus loin, Thierry Bourguignon, le coureur de BigMat Auber.

« Il faut arrêter de parler de ça », faisait écho, après l'arrivée à Laval, Michel Gros, l'un des directeurs sportifs de Festina, alors que, lundi, à Challans, Alain Delcœil, l'un des directeurs sportifs de Cofidis, écartait d'emblée toute question relative au dopage, ne souhaitant parler que « de la course ». « Nous avons un Tour agréable, de beaux vainqueurs, c'est bien », saurait quant à lui, mardi à Nantes, Roger Legeay, le directeur sportif de l'équipe Crédit agricole.

Au-delà d'un maniement assez général de la langue de bois, le peloton n'échappe pas non plus à un semblant de méthode Coué. Certains affichant un optimisme résolu. « Cela s'annonce très bien, le peloton est raisonnable, je ne vois pas qui pourrait se permettre de faire

des conneries », expliquait, mardi à Nantes, Yvon Madiot, directeur sportif adjoint de La Française des jeux.

« RIEN DE FLAGRANT »

Pour lui, les affaires Marco Pantani au Giro (le coureur italien a été exclu pour un hématochrome supérieur à la limite de 50 %), ou Lampre au Tour de Suisse (découverte de produits illicites dans une poubelle par un photographe), relèveraient de « cas isolés », pour lesquels « on n'a pas de certitudes ».

« Tout devrait repartir », ajoutait à quelques minutes d'intervalle Laurent Madouas, venu rejoindre

les rangs de Festina cet hiver et représentant de ces coureurs français qui ont affirmé avoir tiré un trait sur les pratiques illicites.

« Il n'y a rien de flagrant », ajoutait Laurent Madouas, interrogé sur d'éventuels signes de comportements suspects dans le peloton.

S'il se refusait à livrer son analyse sur ce sujet, Christophe Bassons, le coureur de La Française des jeux, réputé pour avoir refusé le recours au dopage, insistait pour sa part sur le fait qu'« on ne peut pas dire que ceux qui sont devant sont suspects » et que « le renouveau ne veut pas dire forcément un changement des hiérarchies ».

Des changements seraient per-

ceptibles, selon Yvon Madiot : « Cela roule moins vite ». Après l'arrivée à Laval, l'opinion ne semblait pas vraiment partagée par Cédric Vasseur. « Nous avons roulé à 39 km/h la première heure, mais la moyenne générale a été de 44,3 km/h et, dans le final, ça roulait à 60-65 km/h », expliquait le coureur de Crédit agricole.

« CELA DEVRAIT TOMBER »

Il tempérait cependant la portée de ses propos : « Des gars sont là pour faire la première semaine à bloc », estimait-il, jugeant que « la deuxième semaine, ça devrait tomber comme des mouches ». Tout en ajoutant : « Normalement. »

Prudents, Laurent Madouas et Yvon Madiot voulaient l'être aussi malgré tout. « Ce Tour est important. S'il se passe bien, cela ira mieux l'an prochain », indiquait le premier. « Il faudra attendre la fin du Tour pour tirer des conclusions », avançait le second. « Il faut enlever la suspicion maintenant », plaidait Laurent Madouas. Mais comment regarder sans interrogation ce peloton dont on sait tout des dérives ? Pour le coureur de Festina, « pour repartir sur de bonnes bases, il faudrait détecter tous les produits ».

Philippe Le Cœur

Manolo Saiz, directeur sportif de l'équipe ONCE

« Je pense que 90 %, voire 99 %, des coureurs du Tour sont propres »

LAVAL

de notre envoyé spécial

Directeur sportif de l'équipe espagnole ONCE, Manolo Saiz est également président de l'Association internationale des groupes cyclistes professionnels (AIGCP). En 1998, sa formation avait quitté le Tour en pleine tourmente, le 31 juillet, à Aix-les-Bains. Manolo Saiz s'était alors répandu en propos très sévères sur les organisateurs. Son médecin, Nicola Terrados, a été, depuis, mis en examen par le juge Patrick Keil, qui instruit l'affaire Festina. Le 16 juin, les organisateurs du Tour de France ont indiqué que Manolo Saiz « n'était pas le bienvenu » sur cette édition. Mais Hein Verbruggen, le président de l'Union cycliste internationale (UCI), a exigé sa réintégration.

« On a le sentiment que dans d'autres pays, notamment en Espagne, le dopage est jugé avec plus d'indulgence qu'en France... »

– Ce n'est pas vrai. L'Espagne a autant conscience de l'importance de la lutte contre le dopage. Mais, en France, cette dernière est utilisée de façon polémique. En Espagne et dans le reste du monde – la comparaison n'est pas entre l'Espagne et la France –, on a opté pour une lutte ordonnée, sans tenter de brandir des bannières. On ne doit pas se précipiter sur le premier qui dit : « J'ai la solution ! » Ce n'est pas celui qui parle plus fort qui a forcément raison.

– Préfères-vous l'optique française ou celle de l'UCI dans ce combat ?

– L'UCI a choisi une ligne correcte. La France a quelques bonnes idées : simplement, elle n'a pas le droit de vouloir les imposer aux autres. Depuis onze ans qu'existe la ONCE, elle a adopté le suivi longitudinal qu'avance au-

jourd'hui la France. La ONCE n'a pourtant jamais rien imposé aux autres. La France ne doit pas se croire supérieure, car c'est peut-être le pays qui a le plus de problèmes avec le dopage.

– Si la ONCE pratique le suivi longitudinal en Espagne, pourquoi Laurent Jalabert, votre coureur, refuse-t-il de s'y soumettre en France ?

– Parce qu'en tant qu'Espagnol, je ne peux pas permettre que quiconque insulte les hôpitaux espagnols ou les hôpitaux suisses [Laurent Jalabert vit et se prépare en Suisse]. Je ne peux pas admettre que quiconque dans l'Union européenne se prétende meilleur qu'un autre. Je le dis solennellement au président de la Fédération française de cyclisme : Laurent Jalabert est le coureur français le plus sain. Je rappelle que la ONCE est la seule équipe qui ait jamais été contrôlée positive en onze ans d'existence.

– Votre ancien coureur, le Suisse Alex Zülle, a pourtant dénoncé le dopage dans votre formation ?

– Je n'écoute pas Alex Zülle. Pour le contrôle antidopage, il n'y a que les contrôles d'urine qui comptent. Or, en onze ans, la ONCE n'a jamais eu de problème, alors que d'autres équipes, y compris en France, ont eu de nombreux coureurs contrôlés positifs. Il y a d'un côté l'opinion personnelle d'un coureur, qui ne saurait constituer une vérité, de l'autre il y a des faits. Ce dont je suis sûr, c'est que la ONCE est intouchable. Et ceux qui parlent le plus sont justement ceux qui sont les moins clairs.

– Comment jugez-vous le dopage ?

– Je considère le dopage comme une faute éthique et morale. C'est le dossier le plus important du cyclisme dans l'échelle de mes valeurs personnelles.

Christophe Bassons découvre l'épreuve avec circonspection

LAVAL

de notre envoyé spécial

« Pour moi, pendant trois ans, le dopage a été un inconvénient. Aujourd'hui c'est le contraire. » Christophe Bassons ne dit pas « alors j'en profite », mais il le pense si fort qu'il est difficile de ne pas l'entendre. Un sourire angélique, une tête ronde et bien faite, ce Tarnais de vingt-cinq ans découvre le Tour de France avec un brin de jubilation. Cet ancien de Festina – un des seuls dans cette équipe à avoir refusé de se doper –, recruté à l'intersaison par la Française des jeux, est présenté comme le « Monsieur propre » du peloton.

Christophe Bassons a payé au prix fort les conséquences du dopage. Désormais, il en tire quelques menus avantages et ne s'en prive pas. « Avant, il n'était pas question pour moi de faire le Tour. Sans cette crise, je serais resté anonyme », dit-il. Ses propos sans fard lui valent un réel succès auprès des journalistes et cet hommage rendu à sa vertu le réjouit. Mais ce jeune homme au verbe précis n'est pas dupe. Il sait que, lorsque son nouvel employeur l'a sollicité, c'est son image qu'il « s'offrait ». « Le sponsor cherche à se préserver tout en se faisant de la pub sur ma probité. S'il n'y avait pas eu toutes les révélations à la suite du Tour 1998, je ne serais pas là et je n'aurais pas le salaire que j'ai. »

Pendant trois ans, Christophe Bassons a observé. « Je gardais pour moi ce que je voyais », dit-il. « Et aujourd'hui je fais pareil. » Est-ce à dire que les choses ont beaucoup moins changé que d'aucuns le prétendent ? Christophe Bassons reste circonspect : « Ce cyclisme de transition va durer au moins deux ans. » Et après ? Bassons ne s'avance pas. Chaque jour, depuis le départ du Puy-du-Fou, en Vendée, il suit avec tristesse l'intérêt du public pour Richard Virenque. « Ça me déçoit. Il faudrait plutôt encourager les jeunes, c'est

d'eux que dépend l'avenir de ce sport, pas de Richard Virenque. »

Lui qui fut le premier à mesurer les « dégâts » d'un cyclisme à deux vitesses – « J'étais dans la petite [vitesse] » –, s'amuse de constater que, parmi ceux qui étaient hier aux avant-postes, certains se retrouvent désormais à ses côtés. « Les autres ? Ils ont fait un choix. Ils jouent avec leur santé. C'est leur affaire. » Après avoir passé quelques années à s'entraîner pour gagner des courses, Christophe Bassons a compris qu'à de rares exceptions près, comme cette étape emportée au dernier Critérium du Dauphiné libéré, il n'afficherait pas un gros palmarès à la fin de sa carrière.

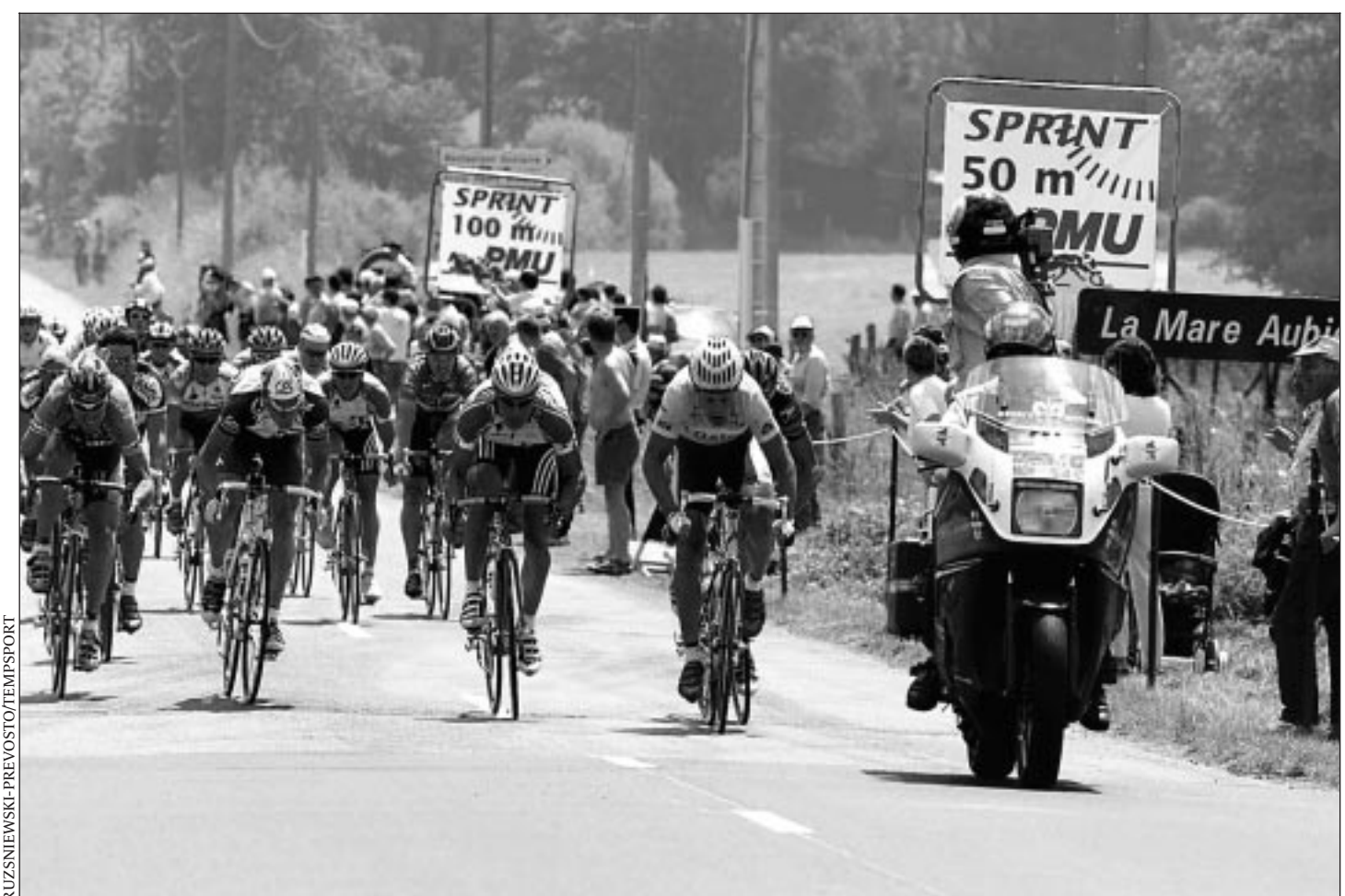
« ME SENTIR BIEN »

« Maintenant, je m'entraîne pour ma forme. Mon but, c'est de me sentir bien sur un vélo. J'ai encore l'esprit de compétition, mais ce n'est plus comme à mes débuts. »

A force de « galérer » en queue des pelotons, il a fini par craquer. En mai 1998, il s'en est fallu de peu qu'il ne range définitivement son vélo au clou et fasse valoir son diplôme universitaire de technologie de génie mécanique. Mais sa copine l'a « secouru », et Christophe a repiqué au jeu, sans illusion. « Mon père est maçon ; tous les jours, il monte sur les toits. Il s'en passerait bien. Moi j'ai la chance de faire ce que j'aime. » Christophe a appris à relativiser, et tant pis pour les tri-cheurs.

Devenu célèbre pour avoir dit non à la dope, sa « gloire » médiatique et sa nouvelle popularité font jaser le peloton. « Ça commence à gêner. Certains me font des remarques », note-t-il. Mais, comme il l'a toujours fait, il n'y prête guère d'attention. De toute façon, « chez les coureurs, je ne cherche pas d'interlocuteur pour parler du malaise que traverse le cyclisme ».

Yves Bordenave

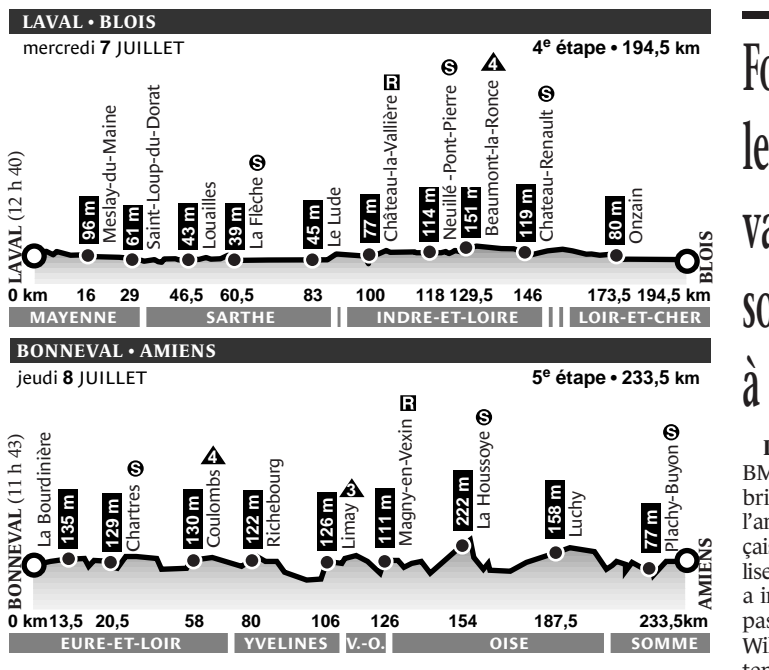
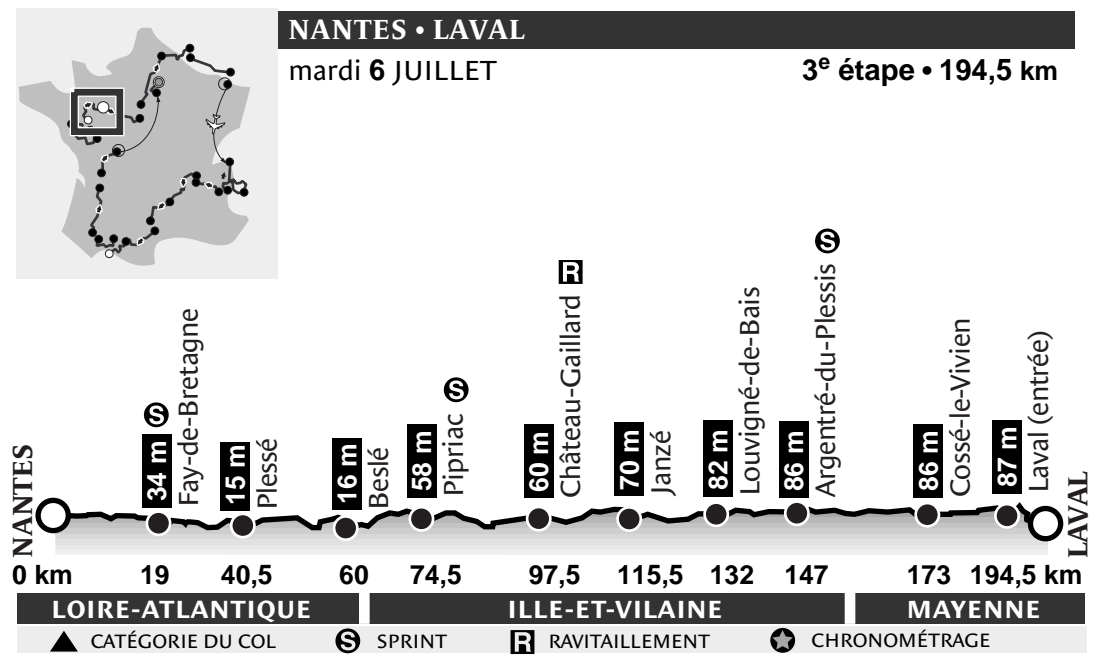


Casino passe et marque

L'équipe française Casino, dirigée par Vincent Lavenu, a d'ores et déjà réüssi son Tour de France 1999. Jaan Kirsipuu, sprinter trentenaire arrivé un peu tardivement sur la Grande Boucle, y a démontré son savoir-faire,

gagnant la première étape, et faisant une abondante récolte de bonifications dans les sprints intermédiaires, comme sur notre photo, à Fay-de-Bretagne, mardi 6 juillet. Ce qui a permis à l'Estonien de prendre le maillot jaune et de le défendre efficacement avec l'aide de son équipe, qui devrait trouver aisément son nouveau sponsor en 2000.

Propos recueillis par Benoît Hopquin



Dans la plaine picarde, les « betteraviers » seront de service

L'ÉTAPE PICARDE, jeudi 8 juillet, promet d'être longue, très longue. Presque six heures de compétition pour monter vers le Nord, comme pour un Paris-Roubaix. Les coureurs connaissent donc bien ce genre de tracé presque rectiligne. Ils n'auront pas à

ANALYSE
Sur ce terrain, qui veut briller sans attendre le sprint connaît le prix à payer : grande débauche d'énergie, faible espoir de victoire

se poser de questions sur l'orientation du vent. Ils n'auront pas à s'interroger sur le braquet à employer pour aller des plaines céréalières de la Beauce jusqu'au domaine des grandes cultures de l'Oise et de la Somme.

Ceux qui veulent briller dans ce genre de parcours sans attendre le sprint connaissent le prix à payer : une grande débauche d'énergie, un faible espoir de victoire. Une frustration que ne vivront pas ceux qui visent le classement général. Eux passeront une journée tranquille, bien à l'abri, comme dissimulés aux regards fouteurs des spectateurs du cru. A vrai dire, cela à quelque chose de déprimant, sauf pour les enfants de cette terre généreuse et ventée.

Ces gars-là sont exercés, résistants. Très résistants. Ils adorent « tirer des bouts droits ». Ce sont des rouleurs. Le peloton les surnomme gentiment, mais pas innocemment, les « betteraviers ». Fils de Beauvais, d'Amiens ou de Doullens – cité passée à la postérité pour abriter la salle du commandement unique de la Grande Guerre et le siège de la section cycliste du Racing club doullennais –, ils sont naturellement consommateurs de chénopodiacées (betteraves, épinards) et de solanacées (pommes de terre) en raison de leur richesse supposée en fer (élément de la composition sanguine) et en glycogène (aliment énergétique du muscle).

Le « betteravier » ignore ces détails ou s'en moque. Son travail, sa vie, son but, son Graal, c'est de foncer sans se poser de questions. L'école de Picardie est fameuse. Elle est entièrement passée entre les mains de Francis Vanlondersele, entraîneur actuel de l'équipe de Cofidis, citoyen amiénois.

Il dresse le portrait-robot de ses élèves : « Des gens simples qui prennent très rarement la grosse tête. Des gens pas compliqués, mais des incroyablement obstinés. Ils n'ont, en général, pas besoin de grand chose pour vivre. Ils s'adaptent bien aux gens et ont un

sens extrêmement pratique et terrien. »

La dernière génération picarde a livré de talentueux coureurs : Francis Moreau (Cofidis) et Philippe Ermenault, tous deux doubles champions du monde en poursuite individuelle et champions olympiques de poursuite par équipes ; Eddy Seigneur (VC Saint-Quentin), vainqueur sur les Champs-Élysées en 1994, et multiple champion de France de contre-la-montre ; Philippe Gaumont (Cofidis), dit « la Gomme », l'équipier « roule-toujours » de Frank Vandembroucke. Ce sont tous des spécialistes de l'effort gratuit et excessif. Francis Vanlondersele, qui les a tous suivis dans leur efforts contre le temps, a trouvé l'encouragement juste au micro de sa voiture suiveuse : « Je veux ! Je veux ! Je veux ! »

« BÊTES » À ROULER
Cette étape montrera d'autres baroudeurs régionaux : des Nordistes, des Belges. Parmi ces bêtes à rouler, il faudra sans doute suivre des yeux Ludo Dierckxens (Lampre-Daikin). Cet ancien employé d'usine belge est sans doute recordman du nombre de kilomètres effectués en échappée dans les grands tours. Rarement vainqueur, mais toujours devant, à pousser et à tirer sur des manivelles de 180 millimètres lui offrant un levier supérieur, donc un surcroît de force. Comme s'il lui fallait de l'ampleur pour exprimer sa rage.

Seul problème pour nos aventuriers de la distance, la surveillance des équipiers des leaders – maillot jaune et maillot vert –, réunis pour la fougue et calmer la joie. Les « betteraviers » n'aiment pas s'en laisser compter, alors ils rouleront au risque d'être repris avant la prise d'antenne ou d'être rejoints à 50 m de la ligne d'arrivée. Tant pis, cela paiera sans doute un jour. L'italien Andrea Tafi (Mapei), vainqueur de Paris-Roubaix 1999, a dû patienter plusieurs années avant de trouver la récompense de ses efforts. Sinon, les Picards sprinteurs – il y en a aussi, et des pas mauvais –, Christophe Capelle (BigMat Auber 93) et Jimmy Casper (La Française des jeux), finiront le travail. Et, tous ensemble, ils pourront consommer un bonne bière brune, pleine de vitamines. Avec modération.

Antoine Vayer

★ Antoine Vayer, professeur d'éducation physique et sportive, dirige Alternativ, structure d'entraînement, de recherche et de management pour athlètes de haut niveau.

Quelques phrases à ce sujet...

« LE TOUR secrète son propre venin » – Bruno Roussel, ancien directeur sportif de l'équipe Festina.

« Jusqu'à l'arrivée récente des médecins dans les équipes, s'était développée dans le peloton une pseudo-culture médicale véhiculée par les soi-disants soigneurs qui officiaient comme des druides (...) et des "magiciens" qui utilisaient des plantes et des choses bizarres » – docteur Claire Codemine, nouveau médecin de l'équipe Festina.

« La souffrance a fait la légende du cyclisme (...) Antoine Blondin a contribué à la forger alors que les pratiques de dopage existaient déjà » – voix off.

« EPO, hormone de croissance, corticoïdes : en gros c'est la programmation d'un coureur qui fait le Tour » – Willy Voet, ancien soigneur de l'équipe Festina.

« J'ai renoncé à maîtriser à partir du moment où je n'ai pas pu le faire. J'ai adopté une solution de faille, je me suis dit : "je ne me mêle pas de ça" » – Marc Madiot, directeur sportif de l'équipe La Française des jeux.

« J'accepte l'accusation de naïveté (...) Nous n'avons pas ce contact qui nous permette d'entrer dans les chambres des coureurs et des médecins, et de voir quelles sont les pratiques » – Jean-Marie Leblanc, directeur de la Société du Tour de France.

« La plupart des cyclistes ne prenaient sincèrement pas la mesure du caractère socialement anormal de leur conduite » – docteur Claire Codemine.

« J'ai toujours connu ça depuis sept ans que je fais ce métier. Tout arrêter du jour au lendemain, ça fait drôle » – Francisque Tessier, coureur.

« L'état d'esprit a changé dans le

peloton, à cause de la peur de la police. Je ne pense pas qu'il ait changé pour de bonnes raisons » – Christophe Bassons, coureur.

« La règle n'a pas changé. Aujourd'hui, le système dit toujours : "qui n'est pas positif n'est pas dopé". La réalité est tout autre » – Bruno Roussel.

« A quoi sert l'Union cycliste internationale si les règlements sont tous différents d'un pays à l'autre ? » – Willy Voet.

« Le Tour 99 sera propre si les gens ne sont pas cons... Mais des cons, c'est possible » – Marc Madiot.

« Les tricheurs auront toujours un petit peu d'avance sur les chercheurs » – Willy Voet.

« De nouveaux produits apparaissent, comme l'hémoglobine de synthèse, qui a le même effet que l'EPO sans faire monter l'hématocrite » – voix off.

« Il faut savoir si l'on veut rester dans le cadre de la race humaine, ou bien, grâce à la biotechnologie, transformer le sportif en Robocop biologique, avec des conséquences que personne ne peut mesurer aujourd'hui. C'est le problème de l'utilisation des biotechnologies dans nos sociétés (...). Un problème philosophique et éthique terrible (...). Le même débat que celui sur les OGM, le même que le clonage humain » – docteur Richard Dine, hématologue.

« A partir de quel moment a-t-on le droit de modifier artificiellement les capacités d'adaptation d'un individu ? A-t-on le droit de le faire ? A partir de quel moment franchit-on la barrière entre la médecine de santé (le coureur est en train de se casser, il faut faire quelque chose) et la médecine d'aide à la performance (on veut que le coureur dure plus longtemps, on veut qu'il gagne) ? » – docteur Claire Codemine.

« Les spectateurs, qui resteront des individus standard, se reconnaîtront-ils dans un spectacle dont les acteurs seront des êtres reprogrammés ? » – docteur Richard Dine.

Extraits d'Un Tour sous contrôle, documentaire d'Olivier Warin, Isabelle Billel et Eric Pierrot, diffusé sur Arte, mardi 6 juillet, à 20 h 45.

Formule 1 : en 2000 le constructeur BMW va renforcer son appui à l'écurie Williams

LE CONSTRUCTEUR allemand BMW fournira en moteurs l'écurie britannique Williams à partir de l'an 2000, à la place de la firme française Mecachrome, qui commercialise des mécaniques Renault. BMW a indiqué, mardi 6 juillet, qu'il avait passé un accord commercial avec Williams, renforçant ainsi leur partenariat en formule 1. BMW sera complètement impliqué dans le fonctionnement de l'écurie de Frank Williams, qui s'appellera BMW Williams F1. L'écurie Williams vient de perdre le soutien financier du cigarettier Rothmans. « La formule 1 représente pour BMW un défi technique majeur et, dans le même temps, un moyen de communication important, nous attendons vraiment beaucoup de ce futur avec Williams », a déclaré Gerhard Berger, directeur du programme F1 de BMW Motorsport. A l'instar de son concurrent le plus direct, l'autre constructeur allemand, Mercedes – qui équipe l'équipe McLaren –, BMW veut tenter de parvenir au plus vite au succès.

DÉPÊCHES
■ TENNIS : Christian Bimes, président de la Fédération française, s'est retiré de la course à la présidence de la Fédération internationale (FIT). L'ancien champion roumain Ilie Nastase figure parmi les six candidats qui postulent à la succession de l'Américain Brian Tobin. L'élection aura lieu vendredi 9 juillet.

■ Les organisateurs de Wimbledon envisagent de retarder le tournoi britannique d'une semaine afin de rallonger la saison sur gazon. Cité par le quotidien The Guardian, mardi 6 juillet, Chris Goringe, responsable du All England and Cricket Club, qui organise le tournoi, a expliqué que ce changement permettrait aux joueurs de profiter de trois semaines, au lieu de deux, entre Roland-Garros et Wimbledon pour mieux passer de la terre battue au gazon. De plus, ce tournoi disputé la dernière semaine de juin et la première de juillet pourrait passer entre les gouttes, car le temps est souvent plus sec à Londres dans la première moitié du mois de juillet. Cette année, la pluie avait entraîné l'annulation des matches le 29 juin. Les organisateurs avaient dû programmer les deux finales dimanche. En raison du calendrier chargé du circuit, ce changement ne pourra pas intervenir avant 2002.

■ VOILE : Les Néo-Zélandais de Sun-Microsystems ont gagné, mardi, la 4^e étape du Tour de France à la voile, disputée sur 52 miles entre Granville (Manche) et Saint-Quay-Portrieux (Côtes-d'Armor). Sur Katie, le Belge Luc Dewulf reste en tête du classement général.

RÉSULTATS

3^e étape

Nantes-Laval (194,5 km)

Le classement : 1. T. Steels (Bel./MAP), les 194,5 km en 4 h 29 min 21 s (moy. : 43,310 km/h) ; 2. E. Zabel (All./TEL) ; 3. S. O'Grady (Aus./CA) ; 4. N. Minal (Ita./CTA) ; 5. G. Hincaapie (EU/USP) ; 6. J. Casper (Fra./FDJ) ; 7. R. Mc Ewen (Aus./RAB) ; 8. S. Martinello (Ita./PLT) ; 9. E. Aggiano (Ita./VIT) ; 10. M. Cipollini (Ita./SAE) ; 11. F. Simon (Fra./CA) ; 12. C. Capelle (Fra./BIG) ; 13. C. Moreau (Fra./FES) ; 14. J. Kirsipuu (Est./CSO) ; 15. D. Konichev (Esp./ONC) ; 16. R. Brasl (Ita./PLT) ; 17. L. Perez Rodriguez (Esp./ONC) ; 18. L. Michaelsen (Dan./FDJ) ; 19. P. Wuyts (Bel./LOT) ; 20. A. Merckx (Bel./MAP) ; 21. A. Meier (Sui./SAE) ; 22. W. Ball (Ita./FES) ; 23. C. Mengin (Fra./FDJ) ; 24. L. Armstrong (EU/USP) ; 25. S. Heulot (Fra./FDJ) ; 26. P. Chanteur (Fra./CSO) ; 27. A. Oiano (Esp./ONC) ; 28. B. Julich (EU/COF) ; 29. F. Cerezo (Esp./VIT) ; 30. L. Dufaux (Sui./SAE) ; 31. S. Gonzalez (Esp./ONC) ; 32. D. Konichev (Rus./MER) ; 33. A. Casero (Esp./VIT) ; 34. M. Crepaldi (Ita./PLT) ; 35. Z. Spruch (Pol./LAM) ; 36. D. Nazon (Fra./FDJ) ; 37. M. Backstedt (Sue./CA) ; 38. L. Auger (Fra./BIG) ; 39. S. Garzelli (Ita./MER) ; 40. M. Boogerd (PBI/RAB) ; 41. A. Baroni (Ita./CTA) ; 42. G. Guerini (Ita./TEL) ; 43. S. Hinault (Fra./CA) ; 44. D. Nardello (Ita./MAP) ; 45. P. Indurain (Esp./VIT) ; 46. G. Totschnig (Aut./TEL) ; 47. A. Vinokourov (KzK/CSO) ; 48. S. Wessemann (All./TEL) ; 49. M. Den Bakker (PBI/RAB) ; 50. U. Bolts (All./TEL) ; 51. L. Van Bon (PBI/RAB) ; 52. C. Vasseur (Fra./CA) ; 53. C. Rinerio (Fra./COF) ; 54. L. Brochard (Fra./FES) ; 55. A. Peron (Ita./ONC) ; 56. R. Huser (Sui./FES) ; 57. C. Vandeveldel (EU/USP) ; 58. M. Fincato (Ita./MER) ; 59. A. Zülle (Sui./BAN) ; 60. B. Hamburger (Dan./CTA), tous m.l., etc.

CLASSEMENTS

Classement général : 1. J. Kirsipuu (Est./CSO), 13 h 18 min 59 s ; 2. T. Steels (Bel./MAP), à 17 s ; 3. S. O'Grady (Aus./CA), à 20 s ; 4. L. Armstrong (EU/USP), m.l. ; 5. A. Oiano (Esp./ONC), à 31 s ; 6. G. Hincaapie (EU/USP), à 34 s ; 7. C. Moreau (Fra./FES), à 35 s ; 8. E. Zabel (All./TEL), à 40 s ; 9. A. Vinokourov (KzK/CSO), à 41 s ; 10. S. Gonzalez (Esp./ONC), m.l. ; 11. A. Peron (Ita./ONC), à 43 s ; 12. C. Vandeveldel (EU/USP) ; 13. L. Dufaux (Sui./SAE), m.l. ; 14. A. Casero (Esp./VIT), à 46 s ; 15. P. Tonkov (Rus./MAP), à 48 s ; 16. F. Simon (Fra./CA) ; 17. B. Julich (EU/COF),

m.l. ; 18. A. Gonzalez Galdeano (Esp./VIT), à 49 s ; 19. E. Dekker (PBI/RAB), m.l. ; 20. P. Savoldelli (Ita./SAE), à 51 s ; 21. P. Jonker (Aus./RAB), à 52 s ; 22. B. Salmon (Fra./CSO), m.l. ; 23. M. Backstedt (Sue./CA), à 53 s ; 24. S. Heulot (Fra./FDJ), à 55 s ; 25. M. Aerts (Bel./LOT) ; 26. D. Rous (Fra./FES), m.l. ; 27. H. Vogels (Aus./CA), à 56 s ; 28. D. Elxebarría (Esp./ONC), m.l. ; 29. R. Diaz Justo (Esp./ONC), à 57 s ; 30. L. Michaelsen (Dan./FDJ), à 58 s ; 31. U. Bolts (All./TEL) ; 32. D. Nardello (Ita./MAP) ; 33. L. Perez Rodriguez (Esp./ONC), m.l. ; 34. C. Mengin (Fra./FDJ), à 59 s ; 35. J. Voigt (All./CA), à 1 min ; 36. M. Cipollini (Ita./SAE), m.l. ; 37. F. Bessy (Fra./CSO), à 1 min 1 s ; 38. S. Comisso (Ita./SAE) ; 39. A. Merckx (Bel./MAP), m.l. ; 40. M. Serrano (Esp./ONC), à 1 min 2 s ; 41. S. Wessemann (All./TEL), m.l. ; 42. P. Chanteur (Fra./CSO), à 1 min 4 s ; 43. M. Sorpellini (Ita./LAM), m.l. ; 44. G. Guerini (Ita./TEL), à 1 min 5 s ; 45. E. Aggiano (Ita./VIT), à 1 min 6 s ; 46. K. Livingston (EU/USP), à 1 min 7 s ; 47. G. Faresin (Ita./MAP) ; 48. L. Madouas (Fra./FES), m.l. ; 49. T. Bourguignon (Fra./BIG), à 1 min 8 s ; 50. A. Elli (Ita./TEL), m.l. ; 51. M. Fernandez Gines (Esp./MAP), à 1 min 9 s ; 52. S. Garzelli (Ita./MER), à 1 min 10 s ; 53. F. Escarlin (Esp./KEL),

à 1 min 11 s ; 54. R. Virenque (Fra./PLT), m.l. ; 55. J. Svorada (Tch./LAM), à 1 min 14 s ; 56. M. Den Bakker (PBI/RAB) ; 57. S. Martinello (Ita./PLT), m.l. ; 58. J. Casper (Fra./FDJ), à 1 min 15 s ; 59. C. Capelle (Fra./BIG), m.l. ; 60. B. Hamburger (Dan./CTA), à 1 min 16 s, etc.

Classement par points : 1. J. Kirsipuu (CSO), 105 points ; 2. T. Steels (MAP), 100 ; 3. S. O'Grady (CA), 85 ; 4. E. Zabel (TEL), 84 ; 5. G. Hincaapie (USP), 72 ; 6. J. Casper (FDJ), 62 ; 7. S. Martinello (PLT), 58 ; 8. C. Moreau (FES), 50 ; 9. F. Simon (CA), 48 ; 10. N. Minal (CTA), 43 ; 11. C. Capelle (BIG), 43 ; 12. M. Cipollini (SAE), 42 ; 13. R. McEwen (RAB), 26 ; 14. E. Aggiano (VIT), 26 ; 15. S. Hinault (CA), 25, etc.

Classement de la montagne : 1. M. Piccoli (LAM), 9 pts ; 2. M. Giunti (CTA), 5 ; 3. F. Cerezo (VIT), 5 ; 4. L. Brochard (FES), 5 ; 5. D. Konichev (MER), 4 ; 6. F. Guesdon (FDJ), 3 ; 7. F. Simon (CA), 3 ; 8. A. Merckx (MAP), 1 ; 9. S. Barbero (MER), 1.

Classement par équipes : 1. US Postal, 39 heures 58 min, 48 s ; 2. ONCE, à 4 s ; 3. Crédit agricole, à 19 s ; 4. Festina, à 20 s ; 5. Casino, à 25 s ; 6. Vitalicio Seguros, à 37 s ; 7. Saeco, à 44 s ; 8. Rabobank, à 45 s ; 9. Telekom, à 55 s ; 10. Mapei, à 56 s.

Classement des jeunes : 1. C. Vandeveldel (USP),

13 heures 19 min 42 s ; 2. B. Salmon (CSO), à 9 s ; 3. M. Backstedt (CA), à 10 s ; 4. M. Aerts (LOT), à 12 s ; 5. L. Perez Rodriguez (ONC), à 15 s ; 6. S. Comisso (SAE), à 18 s ; 7. J. Casper (FDJ), à 32 s ; 8. F. De Waele (LOT), à 41 s ; 9. S. Hinault (CA), à 52 s ; 10. P. Horillo (VIT), à 6 min 22 s.

Classement de la combativité : 1. T. Gouvenou (BIG), 42 points ; 2. F. Guesdon (FDJ), 29 ; 3. M. Giunti (CTA), 24 ; 4. J. Durand (LOT), 10 ; 5. L. Dierckxens (LAM), 7 ; 6. C. Da Cruz (BIG), 7 ; 7. H. Vogels (CA), 6 ; 8. D. Nazon (FDJ), 6 ; 9. L. Brochard (FES), 6 ; 10. G. Mondini (CA), 6 ; 11. S. O'Grady (CA), 5 ; 12. S. Hinault (CA), 5 ; 13. M. Cipollini (SAE), 4 ; 14. F. Cerezo (VIT), 4 ; 15. J. Kirsipuu (CSO), 3 ; 16. G. Hincaapie (USP), 1.

ABBREVIATIONS
Cofidis (COF) ; Mercatone Uno (MER) ; Telekom (TEL) ; Mapei-Quick Step (MAP) ; Rabobank (RAB) ; ONCE (ONC) ; Team Polti (PLT) ; Saeco (SAE) ; Lotto-Mobistar (LOT) ; Casino (CSO) ; Lampre-Daikin (LAM) ; Kelme (KEL) ; Vitalicio-Seguros (VIT) ; Crédit agricole (CA) ; Festina (FES) ; La Française des jeux (FDJ) ; Banesto (BAN) ; Cantina Tollo (CTA) ; US Postal (USP) ; BigMat Auber 93 (BIG).

L'étape Nantes-Laval (194,5 km) en bref

● **Le vainqueur de l'étape** : Tom Steels (Bel./MAP). Né le 2 septembre 1971 à Sint-Gillis-Waas (Belgique), 1,79 m ; 73 kg. Professionnel depuis 1994. 47 victoires, dont 6 étapes du Tour de France ; quatre en 1998 et deux cette année.

● **Le maillot jaune** : Jaan Kirsipuu (Est./CSO). Né le 17 juillet 1969 à Tartu (Estonie), 1,79 m ; 80 kg. Professionnel depuis 1992. 54 victoires, dont une étape du Tour de France 1999.

● **En vue** : – Massimo Giunti (Ita./CTA) et Frédéric Guesdon (Fra./FDJ) se sont détachés au km 36 pour compter jusqu'à 4 minutes d'avance sur le peloton, au km 157.

– L'équipe Casino, dans son ensemble, a bien défendu le maillot jaune de Jaan Kirsipuu en roulant à fond jusqu'à 15 km de l'arrivée avant de céder le commandement de la course aux Telekom et à La Française des jeux.

– Jimmy Casper (Fra./FDJ) a mis en évidence sa vitesse de pointe, comme la veille, en s'imposant dans le sprint final, même s'il a dû se contenter de la 6^e place.

– Laurent Brochard (Fra./FES) a montré ses bonnes dispositions en tentant une sortie juste avant l'arrivée.

● **En perte de vitesse** : – Mario Cipollini (Ita./SAE) a été une nouvelle fois bien discret lors du

sprint final. Complètement débordé, il n'a fini que 10^e.

– Moreno Di Biase (Ita./CTA) a chuté non loin de la ligne d'arrivée et a fini l'étape en dernière position avec 5 min et 5 s de retard sur Tom Steels.

– Bobby Julich (E-UJ/COF) a bien du mal à s'illustrer en raison de la passivité de ses coéquipiers. Mais avec 48 secondes de retard sur le maillot jaune, il n'est pas le plus mal loti des prétendants.

● **L'abandon** : Javier Pascual Llorente (Esp./KEL), qui s'était bécoté lors de la chute du Gois lundi 5 juillet, a pris le départ de la troisième étape le lendemain, mais, lâché dès le 25^e km, il a abandonné peu après en raison d'un poignet trop douloureux.

Jacques Buob

Pour tous les Globe-trotter...

Offrez-vous la ceinture Multipoches : Idéale pour voyager et parcourir le monde, vos papiers et votre argent seront bien en sécurité !

195 F (à partir de)

TREKKING est distribué en Maroquinier et Grands Magasins. Catalogue et liste des revendeurs sur simple demande : TREKKING - BP 41 - 13410 LAMBESC

TEL : 04 42 57 05 90
FAX : 04 42 92 77 54



HUGUES FONTAINES

Israël aux quatre mers

ISRAËL

de notre envoyé spécial

Tel Aviv : du haut de la tour Chalom, la corniche pédestre qui borde l'interminable grève de la métropole israélienne (deux millions d'âmes dans l'agglomération tel-avivienne) se montre enfin achevée, aboutissant au promontoire de Jaffa. Le gazon, luxe des luxes en Méditerranée, ourle le sable, le tout étant surmonté de gratte-ciel louchant vers Miami. Cependant, la plage est ici libre d'accès, sauf au club des juifs religieux, où chaque sexe a son jour. Kippa ou pas kippa, sur la promenade même, jusqu'à une heure avancée de la nuit, c'est en revanche le règne de toute la famille, genres et générations mêlés.

Jaffa : encombrements devant le boulanger arabe Abou Elafia, « qui ne ferme jamais », à l'image du slogan de Tel-Aviv-Jaffa : « La ville qui ne dort pas. » « Ces pains jaffotes sont de très loin les meilleurs du pays, et même du monde... », selon un panophile faisant la queue. Calme plat, en contrepartie, au monastère maritime arménien, dont une aile vient d'être lotie par appartements, tandis que l'autre « sera un jour ouverte au public ». C'est en ces murs, nous indique-t-on, que périrent les soldats pestiférés de Jaffa, abandonnés par Bonaparte en 1799 – et sans compassion, contrairement à ce que veut faire croire le magnifique tableau du Louvre brossé par Gros.

Nazareth : notre propos zigzague

De Saint-Jean-d'Acre à Sodome, d'Eilat au lac de Tibériade, l'Etat hébreu joue les variations balnéaires

entre les quatre mers d'Israël, Méditerranée, Galilée, Morte et Rouge. Escalade intérieure donc dans la cité qui se prépare au bimillénaire chrétien en se tapant dessus : autour de l'église de l'Annonciation, les boutiques chrétiennes portent les traces de récentes lapidations. En face, sur un terrain où le maire (chrétien) de Nazareth se proposait d'établir un dégagement pour les foules attendues en 2000, des orants (musulmans) campent en permanence, sous une volée de drapeaux verts et de pancartes proclamant : « Bas les pattes sur notre mosquée ! » Aucun permis de construire n'a été délivré, mais qu'importe, puisque « tout espace où un mahométan a prié est consacré à jamais »...

Capharnaüm : cet antiquissime champ de ruines israélites, d'où vient l'expression la plus utilisée en France par les mères d'enfants désordonnés, est baignée par le lac de Tibériade que les Israéliens appellent

« mer de Galilée », malgré son eau douce. Les franciscains, en l'honneur de la foi mais au mépris de l'esthétique, ont posé une énorme soucoupe volante grise, baptisée chapelle, au-dessus même de la demeure de saint Pierre, où Jésus vécut. En contrebas, les plages lacustres se nomment Hawaï mais aussi Magdala, Madeleine si vous préférez. En cette contrée plus que bénie, chaque mois apporte son fruit : litchi, cerise, banane, avocat, datte, grenade, olive, agrumes, nêfle, etc.

Haïfa : un morceau d'Alger et de Beyrouth, une pincée de Lisbonne et de Valparaiso, tel apparaît le port septentrional d'Israël suspendu à ce mont Carmel pauvre en altitude (548 mètres), mais riche en projections depuis les carmes et les carnélites jusqu'au prénom Carmen. Tout est parti du prophète Elie et de ses deux grottes, particulièrement bienvenues car elles permettent aux chrétiens et aux musulmans de prier ici sans

Point le plus bas du globe, la mer Morte (photo du haut), agonisante depuis des milliers d'années, n'en affiche pas moins une turquoise vibrant de bonne santé et des plages « où l'on ne peut se noyer » en raison de la forte salinité de ses eaux (environ un kilo de sel par litre) qui lui a valu son nom hébreu de « mer de sel ». Une exceptionnelle concentration qui s'explique par l'évaporation intense provoquée par la forte chaleur dans une dépression entourée de hautes parois rocheuses. En été, le niveau peut baisser de plusieurs mètres.

Vu de la ville du même nom (la seule située sur ses rives), le lac de Tibériade (ci-dessus), que les Israéliens appellent « mer de Galilée », malgré son eau douce, est le château d'eau d'Israël.

heurts. Les juifs ainsi que les druzes sont joints sur ce site aux fidèles de Mahomet. La dame druze rencontrée non loin de là est « spécialiste de la sexualité des plantes chez Proust », et elle n'incline guère à parler divertissements balnéaires. Elle nous indique seulement la minipyramide dédiée, sur le Carmel, aux 2 200 militaires français tombés bien inutilement en Palestine, lors de l'expédition de Bonaparte.

Saint-Jean-d'Acre : re-Bonaparte dans un enclos discret derrière le Western Galilée Collège, en marge du quartier juif extra-muros : la néropole Général-Caffarelli. Entouré de quelques-uns de ses hommes, repose là l'officier unijambiste et manchot, chef du génie de l'armée d'Orient, mort pour rien lui aussi, au siège de Saint-Jean-d'Acre, en 1799. Caffarelli a opéré un retour inattendu au Levant depuis que Youssef Chahine en a fait le vrai héros de son film *Bonaparte en Egypte*. La cité intra-muros d'Acre, arabe, marie pierre

de taille croisée ou ottomane et béton cru, le tout enrubanné de fils électriques et téléphoniques. Archéologues et architectes se tordent les mains, mais Acre recréée perdrait sans doute la vie qui l'anime présentement, avec les blocs de sa jetée médiévale servant de plongeur et ses caravansérails turcs transformés en stades.

Nahcholim : un Rothschild installé ici, en lisière de plage, il y a cent ans, une noble manufacture à la bordelaise, vouée maintenant aux beaux-arts ; elle domine le verdoyant kibboutz agropiscicole de Nahcholim connu pour son village de vacances alignant des pavillons climatisés le long de deux criques protégées par des îlots et des pointes où le paganisme a laissé les mystérieux vestiges de Dor. En ce lieu idyllique où se conjuguent histoire, vergers, loisirs, comment imaginer que, à la frontière libanaise, escarmouches et bombardements s'éternisent alors que presque tout le



ANNIE GRIFFITH BELS/AURORACOSMOS

Sandwiches bibliques

Dans le Néguev, à hauteur du sud de la mer Morte, le paysage minéral, ocre, intact, révèle soudain la ville antique de Mamchit. Fondée il y a 2 000 ans par les Nabatéens, marchands sémites de Pétra, pour contrôler la piste Gaza-Eilat, elle fut taillée dans le calcaire environnant, au bord des gorges d'un oued. Rome renouela l'enceinte, désormais en partie relevée, et Byzance édifia deux églises. La mosaïque du sanctuaire de Nilus montrant paons, citrons et svastikas, fut vandalisée en 1994 par des islamistes, selon la police. Restauré, le pavement est d'actualité visible. Ce chef-d'œuvre de l'art chrétien n'est pas la seule attraction de Mamchit : dans l'ancien fortin britannique, les Israéliens ont créé un « restaurant nabatéen » (Douchara, tél. : 07-65-55-596) où, pour 200 francs, on goûte « d'authentiques mets bibliques », notamment le miel de datte, l'agneau aux lentilles, le vin rouge de Palestine et surtout le pain chaud, tartiné d'huile d'olive et d'hysope ou de thym. Le « sandwich nabatéen », plat immémorial et diététique, fait écho ici aux pains ronds américains bourrés de viande grasse.

EVASION
Publicités

DISPO. JUILLET
Escapade Maltaise 5 jours/4 nuits
Vol alitalia + hôtels, petit-déjeuner inclus + transferts + Assistance. (Nuits suppl. poss.).
Les Dimanches de Paris, Lyon, Marseille et Nice)
• Europa 2* à partir de **2 065 F**
• Selmun Palace 4* 1/2 pension à partir de **2 400 F**
Prix base 2 pers. Réduc. enfant (sur le séjour) : 50%.
Taxe aéroport : à ce jour + 225 F/personne.
BROCHURE GRATUITE sur demande au 01.45.62.62.62 de province au 08.01.63.75.43
Minut 3615 Directours (2,23 F/mn)
Internet : www.directours.fr
Directours
90, av. des Champs-Élysées, PARIS 8e
Membre SMAV - Garantie APS

Voyages d'aventure dans les montagnes et les déserts à pied, à chameau et en 4x4
NOMADE
Brochure gratuite
01 43 54 77 04
3615 Nomadav
www.nomade-aventure.com

ANY WAY
Vols A/R*
Juillet-Août : n'attendez plus !
LOS ANGELES 4390F
S. FRANCISCO 4390F
LAS VEGAS 4265F
SAN DIEGO 4420F
VANCOUVER 5095F
PORTO 1620F
LONDRES 460F
DAKAR 2890F
ATHENES 1690F
ST MARTIN 2690F
Et hôtels, locations de voiture à prix malins...
0 803 008 008
NOUVEAU !
Réservez et achetez vos billets d'avion en ligne sur <http://www.anyway.fr> et 3615 ANYWAY
Cliquez, vous décollez !

3615 DREAMS Voyages
propose séjours de qualité et vols des meilleures compagnies aux prix les plus bas.
Lic. N° 075 95 0514 - (2,21 F/mn)

3617 VAC 2000
LE SOLEIL EN DEGRIFFE
3000 vols, séjours, week-ends & croisières en France et à l'étranger
JUSQU'A 40% DE REDUCTION !
Prix ultra sacrifiés de DERNIÈRE MINUTE!!!

HAUTES-ALPES
VOTRE SÉJOUR EN QUEYRAS
300 jours de soleil par an
Piscine, tennis, bainé, jeux d'enfant hébergement : Hôtels 2 ou 3*** résidence hôtel ou studios Plus haute commune 2040 m. Site classé, chalets du XVIIIe
ARVIEUX
1800 m. Au pied du fameux col de l'Izoard 1/2 Pension de 255 à 390 F/jour Pension de 317 à 451 F/jour Résidence à partir de 2000 F/semaine
SAINT-VERAN 04.92.45.86.86
ARVIEUX 04.92.46.89.00
Se recommander du Monde

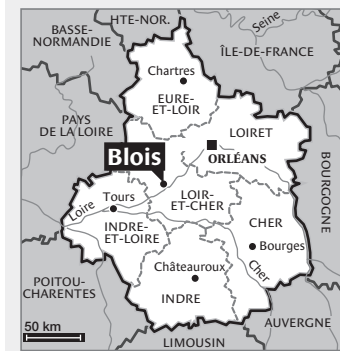
Prix sacrifiés pour plus de 2000 VOYAGES DE DERNIÈRE MINUTE !!!
Spécial départs immédiats !
Prix exceptionnels à saisir : + de 11 000 départs !
Vols, séjours, circuits, croisières à prix discount !
Voyages aux enchères ! Mise à prix : 100F
3617 airévasion
3617 écovoyage
3617 AIRPORT

ANY WAY
Nos départs !
Réservez et achetez vos billets d'avion en ligne sur <http://www.anyway.fr> et 3615 ANYWAY
Cliquez, vous décollez !

Du 3 juillet au 29 août
Vol + 8 jours en Grèce 3490F*
+ taxes d'aéroports 240F = 3730F
*Séjour en 1/2 pension ou pension complète, vin inclus.
HELIADES
N° INDIGO 0803 803 113 (0,99F la mn) 3615 HELIADES (2,23F la mn)
ou 9, rue de l'Echelle 75001 Paris - tél. 01 42 60 83 40
PROFESSIONNELS DU TOURISME, POUR COMMUNIQUER DANS CETTE RUBRIQUE APPELEZ LE : 01.42.17.39.40



Week-end « magies » à Blois



La place du château de Blois est un promontoire que ses volées de degrés isolent des flots automobiles. Cette île dominant la Loire et la ville est digne de Prospéro depuis l'ouverture d'un musée voué à Robert-Houdin, prince des magiciens du XIX^e siècle. A chaque heure du jour, un dragon à six têtes rugit de ses croisées, au grand émoi des pigeons mais pour le plus grand plaisir des touristes attablés aux terrasses. Si la Maison de la magie, gérée par le Parc Astérix, manque quelque peu d'éclat, le spectacle qu'y offre en son grand théâtre un Johnatan David Bass escamotant aussi facilement foulards, colombes et boas, émerveille grands et petits. Au château royal, sur l'autre rive de l'esplanade, Louis XII, François I^{er} et les Médicis ont rivalisé de fastes en un incroyable assemblage de styles qui, notait Balzac, « offre dans la même cour un tableau complet de cette grande représentation des mœurs et de la vie des nations qui s'appelle l'architecture ». Aujourd'hui éclatant de blancheur par la grâce d'un maire nommé Jack Lang, le château juxtapose remparts du XIII^e, cheminées gothiques armoriées en 1847, plafonds Henri III peints au XIX^e et un escalier Mansart achevé en 1932 sous des voûtes du XVII^e. La nuit venue, on y fait son et lumière et le château, drapé de brocards, résiste dignement à Alain Decaux et à Robert Hossein... Auparavant, on aura visité les mirifiques trésors des Médicis : Botticelli, Raphaël, Cellini, de retour, jusqu'en octobre, dans des lieux familiers.

Blois joue aussi sur le registre des étonnantes magies d'un XX^e siècle décadent. Au Musée de l'objet, le galeriste Eric Fabre a placé ses collections d'art contemporain sous la garde de l'Ecole d'art. Dali, Marcel Duchamp et Isidore Isou y donnent leurs singulières versions des pouvoirs de subversion de l'illusion en un décapant bric-à-brac surréaliste que veille *Le Mur des mots de Ben* et ses 319 proclamations dont le définitif « *Après ça ?* ».

Pour se remettre de toutes ces muscades, il ne restera plus qu'à aller savourer le dernier tour de passe-passe du souriant Eric Reitler, le jeune chef étoilé du Rendez-vous des pêcheurs : dans un décor d'épicerie-buvette, la tarte des demoiselles Tatin se retourne sur une garniture de navets glacés et de foie gras poêlé ! Au bar à vin Le Boulot, à deux pas du vieux pont en dos d'âne qui franchit une Loire où se reflète la silhouette légère du nouveau pont dessiné par Wiltonne, Régis Devin vous servira, entre deux parties de cartes, les meilleurs gamay d'Henry Marionnet. Ainsi aurez-vous fait mentir l'enfant terrible des années 60, Jean-René Huguenin, qui, dans son journal, inscrivait ces mots définitifs : « *Promenade dans le vieux Blois. Belles maisons, vilains visages* ».

de notre correspondant
Jacques Bugier

★ Château (tél. : 02-54-78-06-62), Maison de la magie (tél. : 02-54-55-26-26) et Musée de l'objet (tél. : 02-54-78-87-26), rue Franciade, de 13 h 30 à 18 h 30 sauf le lundi. A l'Office du tourisme (tél. : 02-54-90-41-41), informations et réservations d'hébergement. Pour les gîtes ruraux et chambres d'hôtes, informations au 02-54-58-81-64. Parmi les bonnes tables, le Rendez-vous des pêcheurs, rue du Foix (tél. : 02 54 74 76 48, menu 140 F, 21 €, carte 300 F, 46 €) et Le Boulot, rue Drussy (tél. : 02-54-74-20-20).



Le front de mer de Saint-Jean-d'Acre (ci-dessus), une ville très animée où les blocs de la jetée médiévale servent de plongeur tandis que les caravansérails turcs ont été transformés en stades. La cité « intra-muros » d'Acre, arabe, marie pierre de taille croisée ou ottomane et béton cru.

Naguère cul-de-sac limité à une fenêtre de 10 km sur le golfe d'Akaba, Eilat, grâce à la paix et à la température des eaux de la mer Rouge (entre 21 et 26 degrés), est devenue une destination balnéaire (ci-contre) très fréquentée. Avec ses extravagants palaces, cette station se veut une sorte de Las Vegas-sur-Mer, sans casinos, à cause des rigoristes juifs.

monde dans la région croit la paix en vue ?

Sodome : personne n'a osé braver l'Eternel et reconstruire des maisons chez les Sodomites le long de la mer Morte. On s'est contenté d'y implanter des usines exploitant brome, potasse et magnésium. Cette mer, qui n'est pas défunte mais languissante depuis des milliers d'années, affiche ce jour un turquoise vibrant de bonne santé. Les plages « où l'on ne peut se noyer », puisque la forte salinité vous soutient, sont situées un peu plus haut que Sodome qui, elle, mérite bien le qualificatif de « morte ».

Eilat : en mer Rouge, les flots de lapis-lazuli liquide bénéficient de l'éco-coopération israélo-jordanienne à laquelle les Egyptiens veulent maintenant s'agréger. La température de l'eau oscille toute l'année entre 21 et 26 degrés, restant donc revigorante lors de la canicule. Avec bientôt 10 000 lits (soit 3 500 de plus que Tel-Aviv *stricto sensu*) et ses extravagants palaces jaillissant des palmes, Eilat (45 000 habitants) se veut une sorte de Las Vegas-sur-Mer, à cela près qu'ici, à cause des rigoristes juifs, les casinos flottent exterritorialement ou bien sont à Taba, dans la proche Égypte. Naguère cul-de-sac limité à une fenêtre de 10 km sur le golfe d'Akaba, Eilat, grâce à la paix déjà entrée là dans les mœurs, s'est muée en porte de Pétra et du Sinaï. Elle est, avec Haïfa, le lieu d'Israël où l'atmosphère est la plus détendue, la moins cléricale. Gros privilège par les temps qui courent...

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz



Carnet de route

- **Repères.** Passeport français valide, pas de visa. Décalage horaire : plus une heure. Pour téléphoner de France, faire précéder le numéro local de 00-371.
- **Bonnes adresses.** Deux restaurants de poisson au bord de la Méditerranée : à Saint-Jean-

d'Acre *intra-muros*, « Le Galiléa », tél. : 4-99-14-610 (repas à 100 F, 15,24 € vins en sus) ; à Jaffa, « Le Orgada », tél. : 3-68-39-198 (dîner à 200 F, 30,48 €). Un village balnéaire dans le kibboutz de Nahcholim, au sud de Haïfa (tél. : 6-63-99-533) : 300 F par jour (46 €) pour un adulte, la moitié pour un enfant. En mer Rouge, le « Jules-Verne », bateau à fond transparent (tél. : 7-63-34-668) : 100 F (15,24 €) pour une promenade de deux heures. Trois utiles portes francophones : à Tel-Aviv : le guide culturel Charles Ayache (tél. : 9-77-10-648) ; à Eilat : le guide écologique Alfonso pour le Neguev (tél. et fax : 7-63-72-749) et l'hôtel-restaurant « La Coquille » (tél. : 7-63-73-461). Ajouter à ce trio, le village du Club Méditerranée (tél. : 0-801-802-803) à Eilat : 6 000 F ou 910 € une semaine Paris-Paris tout compris pour un adulte.

- **Lectures.** L'Ancien et le Nouveau Testament ; *Les grands noms de la Bible*, illustrés par Peter Dennis (Nathan) ; *Itinéraire de Paris à Jérusalem*, de Chateaubriand (Garnier-Flammariion) ; « La Galilée » de Pierre Loti, in *Voyages 1872-1913* (Bouquins) ; *L'Amour des voyageurs. Nouvel itinéraire de Paris à Jérusalem à pied en 1996*, de Paul de Sinéty (Balland) ; l'hebdomadaire francophone *Jérusalem Post*, tous les mercredis.
- **Renseignements.** Office national israélien du tourisme, 22 rue des Capucines 75002 Paris, tél. : 01-42-61-01-97 ou 01-42-61-03-67 ; internet (http : //www.otisrael.com) ; Minitel 3615 Israël.

hoverspeed

- calais ■ douvres
- boulogne ■ folkestone
- dieppe ■ newhaven

aller-retour 5 jours

voiture et 5 passagers à partir de

1213.52FF*

appelez dès maintenant au

0800 90 17 77

ou contactez votre agence de voyages

fast car ferries

hovercraft seacat superseacat

* Ce tarif s'applique aux lignes Calais-Douvres et Boulogne-Folkestone. Ce tarif est modifiable sans préavis. Toute réservation est soumise aux termes et aux conditions générales de transport de Hoverspeed - disponibles sur simple demande.

BATEAUX-MOUCHES®
6 RESTAURANTS Pont de l'Alma - Paris 8ème - M° Alma Marceau

Jusqu'à 2000 couverts «sur l'instant» avec 52 Maîtres Coqs

Anniversaires & fêtes à bord
Pour "Gourmets" et "Privilégiés" - 3 Salons privés

Locations 01 42 25 96 10 Informations 01 40 76 99 99

Du 5 au 10 juillet

UN VOYAGE À CUBA

par François Maspero.

Du 12 au 24 juillet

2 000 ANS DE CHRISTIANISME

Le christianisme revisité à travers ses génies bons ou mauvais : saint Paul, saint Augustin, saint François d'Assise, Torquemada, etc.

Du 26 au 31 juillet

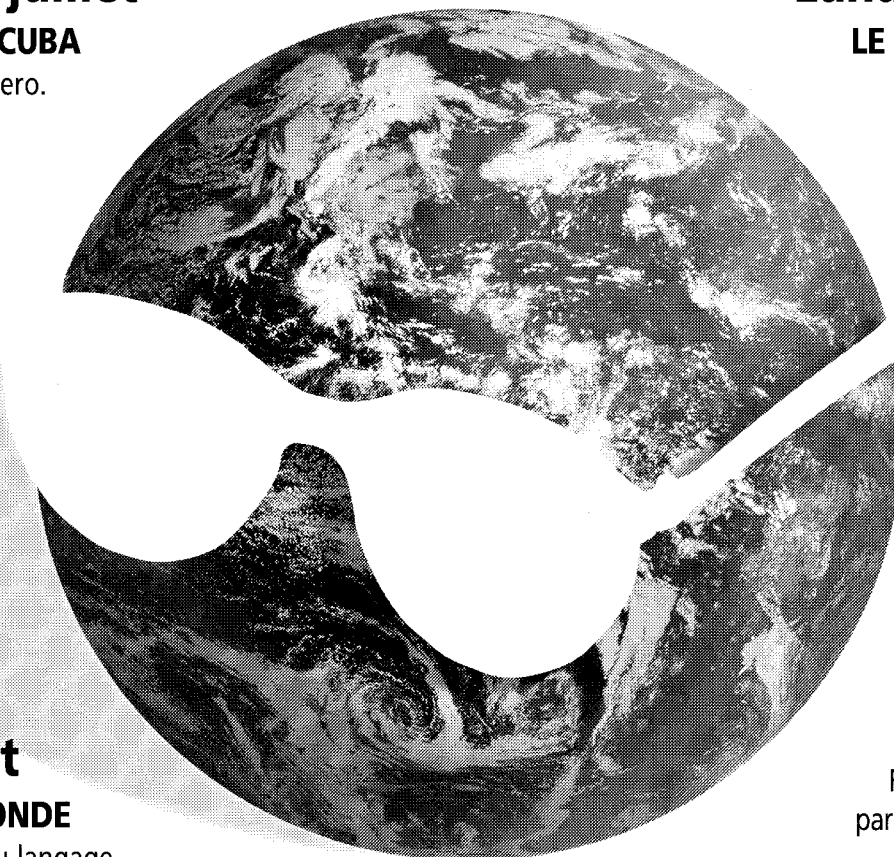
SIX OBJETS DE NOTRE FUTUR PROCHE

Le réfrigérateur, la voiture, le téléphone : notre quotidien projeté dans un avenir très proche.

Du 2 au 7 août

AUX ORIGINES DU MONDE

Du Big-Bang à l'apparition du langage, l'odyssée de la naissance de l'Univers et de l'Homme.



Lundi 9 daté mardi 10 août

LE GUIDE DE L'ÉCLIPSE

Du 9 au 14 août

MYTHES ET LÉGENDES D'EUROPE

Retour sur ces mythes qui ont inventé l'Europe : Mélusine, Guillaume Tell, Dracula, etc.

Du 16 au 21 août

CES ALIMENTS QUI NOUS ONT CHANGÉ LA VIE

Riz, banane : clins d'œil sérieux sur ces aliments qui ont transformé notre quotidien.

Du 23 au 28 août

SIX ÉCRIVAINS DU SIÈCLE

Rendez-vous sur leurs lieux de naissance par Olivier Rolin : Nabokov, Kawabata, Borges, etc.

**TOUS LES JOURS
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX**

UN ÉTÉ À PARIS

LA PHOTOGRAPHIE DE BERTRAND DESPREZ

Voie sur voie

On la trouve parfois au détour d'une rue ou traversant un parc. Elle dessine un sillon le long des boulevards extérieurs. La petite ceinture est mythique et source de nombreuses spéculations immobilières ou politiques. Quand les trains ne roulent pas pour promener les cheminots nostalgiques, quelques concerts lâchent leurs décibels au fond des tunnels. Les Autistes artistes associés investissent ce lieu hors du temps pour un voyage centrifuge dans les deux tunnels sous la Flèche d'or, 120, rue de Bagnolet, Paris 20^e. Jusqu'au 8 juillet. Exposition de sculptures, peintures et concerts à 22 h 45 les 13 et 14 juillet, avec DJ. Des voyages en train sont organisés par la SNCF. Lire également « La Voyageuse de la petite ceinture », d'Annie Goetzinger.



AGENCE VU

Questions autour des trente ans des Rencontres photographiques d'Arles

Arles/Photographie. Confronté à une concurrence sévère, le festival traverse une crise d'identité

LES RENCONTRES internationales de la photographie d'Arles sont trentenaires et l'on peut faire confiance au photographe arlésien Lucien Clergue, fondateur et protecteur attentionné du festival, pour donner à cet anniversaire l'éclat nécessaire lors d'une soirée-projection au Théâtre antique, dimanche 11 juillet, avec « surprises » et nostalgie à la clé.

Au-delà du feu d'artifice, ce festival réputé convivial, dont les rencontres professionnelles et les projections ont lieu du 7 au 11 juillet, traverse une crise d'identité. Arles, tout en bénéficiant d'un cadre incomparable qui attire touristes et festivaliers, n'est plus inévitable : il est au cœur du bouleversement de la photographie dans les années 90.

Les Rencontres ont été créées en 1970 par Lucien Clergue, Michel Tournier et Jean-Maurice Rouquette autour d'une formule gagnante - expositions, soirées-projections, stages animés par des professionnels - à une époque où Arles prêchait la bonne parole dans le désert. Or Arles doit maintenant faire face à une concurrence sévère - musées, centres d'art, lieux spécialisés, galeries, foires, biennales, festivals - et à un éclatement de la photo d'auteur au bénéfice

d'images multiples et « impures » (vidéo, numérique, installations, diapositives, etc.). C'est ainsi que l'image est devenue le vecteur principal de l'art contemporain (*Le Monde* du 20-21 juin).

Prenant acte du fait qu'il n'y a plus une mais des photographies, et alors qu'Arles se veut un rendez-vous généraliste, des festivals spécialisés se sont créés il y a une dizaine d'années : les arts visuels au Printemps de Cahors (juin) et le photojournalisme à Visa pour l'image de Perpignan (septembre). Ces deux festivals proposent essentiellement des images récentes qui donnent la tendance de leur secteur. Perpignan est aussi devenu un rendez-vous professionnel (agences, journaux, etc.), quand Cahors surfe sur la vague artistique et marchande de l'art contemporain (proximité des dates avec la Foire de Bâle et la Biennale de Venise). Enfin, ces deux festivals ont su s'ancre dans la ville - contrairement à Arles.

« Face à ce nouveau paysage, Arles occupe un no man's land ambigu et mal défini », explique un membre du conseil d'administration des Rencontres. Comment se renouveler sans perdre en route une tradition qui a fait son succès : la photo-

graphie d'auteur et créative ? La réponse n'est pas simple, d'autant qu'Arles n'est porté par une structure pesante, permanente mais vraiment visible qu'une semaine par an en juillet. Avec 10,2 millions de francs, les Rencontres bénéficient d'un budget double de ceux de Cahors ou de Perpignan sans que cela se « voie » vraiment.

ABSENCE DE PERSONNALITÉ FORTE

Arles manque aussi d'une personnalité forte à sa direction. La spécificité arlésienne est d'offrir chaque année les clés du festival à un directeur artistique différent. Cette pratique a le mérite de confirmer une vocation généraliste, au détriment d'une ligne - photo conceptuelle d'artistes en 1995, nouvelles technologies en 1996, document social et mémoire en 1997, « paysage humain » en 1998.

Le programme 1999, piloté par Gilles Mora, est une plongée dans la période moderne des années 10-30 : il laisse une place marginale à la création actuelle. Le projet se veut pédagogique - montrer que le modernisme est d'actualité - et critique face au nouveau paysage des images. Gilles Mora l'a confirmé à l'AFP : « La modernité résiste. Elle n'est pas, il s'en faut, réductible aux

effets de mode ou aux terreurs de l'avant-garde, aujourd'hui bien problématiques. » A ce titre, Arles est une alternative à la dernière Foire de Bâle, où la photo contemporaine, Cindy Sherman en tête, était omniprésente.

Le programme de Gilles Mora a le mérite de la cohérence, dopé et « actualisé » par un colloque autour de la personnalité de Walter Benjamin (8-9 juillet), une table ronde sur le numérique (10 juillet) et un solide programme de films. Plus largement, il suscite des questions : en plongeant dans le passé, Arles ne risque-t-il pas d'accentuer son image passéiste ? Traiter de la photo historique n'est-il pas le rôle des musées ? Un festival ne doit-il pas privilégier l'actualité ? Arles a-t-il les moyens (lieux d'expositions, autorité) pour monter des accrochages ambitieux ?

Michel Guerrin

★ Rencontres internationales de la photographie, 10, rond-point des Arènes, 13632 Arles cedex. Tél. : 04-90-96-76-06. Du 7 juillet au 15 août, soirées du 8 juillet au 11 juillet. Catalogue, « Vive les modernités ! », Actes Sud/RIP, 350 p., 250 F (38,11 €).

Voix du Sud en Bretagne

Rennes/Musiques. Aux Tombées de la nuit, plaider pour la latinité

LES TOMBÉES DE LA NUIT, jusqu'au 10 juillet, à Rennes. Le 10, soirée de clôture consacrée à la Bretagne (Jacques Pellen, Didier Squiban, Dan Ar Braz, Didier Lockwood, Denez Prigent...).

RENNES

de notre envoyée spéciale « La Méditerranée, c'est l'Europe de demain », dit Jean-Bernard Vighetti, directeur de l'Office de tourisme de Rennes et des Tombées de la nuit, deuxième festival en importance artistique après les Transmusicales, vouées, en hiver, au rock dans tous ses états tandis que les estivales Tombées s'attachent aux identités culturelles. Posant la latinité comme « seule alternative possible à la domination de l'économie culturelle des Etats-Unis », ce féru de culture populaire, créateur, entre autres, de la Bogue d'or, concours de chant traditionnel organisé chaque année en pays gallo, s'attache donc à inviter des voix du Sud dans ce qui est, depuis vingt ans cette année, l'un des piliers de la trilogie festivalière bretonne : les Tombées de la nuit, donc, le Festival interceltique de Lorient et le Festival de Cornouailles de Quimper.

RACINES ET HÉRITAGE

La celtitude n'est pas ici un passeport obligatoire comme à Lorient. Quand l'Interceltique fête Carlos Nunez, joueur de gaita (la cornemuse) galicien, les Tombées de la nuit, 7 millions de francs de budget, un millier d'artistes invités, font la part belle aux chanteurs grecs (Tania Tsanaklidou), catalans (Lluís Llach), sardes (Elena Leda), ou portugais (Dulce Pontes, Amelia Muge), à condition qu'ils aient eu envie de fouiller les racines de leur histoire avant de s'inventer un style. « La musique bretonne est aujourd'hui très éclectique », ajoute Jean-Bernard Vighetti, et elle s'est ouverte. » Le chanteur Erik Marchand a travaillé avec des Roumains, Annie Ebrel chante accompagnée du contrebassiste de jazz Ricardo del Fra, Yann Fanch Kemener « a adapté la gwerz pour le piano » (avec le pianiste Didier Squiban), et Denez Prigent, « une découverte des Tombées de la nuit en 1991 », utilise les musiques électroniques. Mais l'ossature n'a pas cédé : une gwerz est une

gwerz. Comment tracer de nouvelles voies aux musiques traditionnelles, chanson comprise ? La question se pose également au Portugal où le fado n'en finit pas de chercher ses héritiers. Pas un mois sans qu'on annonce le concert de « la nouvelle voix du fado », quand, en général, l'artiste a aussi peu à voir avec le genre que Francis Cabrel avec le flamenco. Invitée des Tombées de la nuit le 6 juillet, Dulce Pontes, qui a eu droit à Pétiquette, ne heureusement que l'identité portugaise passe forcément par le fado. Parfois portée par un lyrisme encombré, elle n'en aurait de toute manière ni la rigueur ni le sens dramatique. Comme sa compatriote Amelia Muge, mais dans une version davantage marquée par l'idée de la variété, Dulce Pontes, qui avait cinq ans lors de la « révolution des œillets », propose une relecture du folklore portugais, de Miranda do Douro à l'Alentejo.

CAPTER LA CLIENTÈLE

C'est également une relecture de la ville de Rennes que voudraient donner les Tombées de la nuit. La capitale administrative bretonne perd dès la fin juin l'équivalent d'un petit tiers de sa population. Ses soixante mille étudiants désertent la rue Saint-Michel, dite la « rue de la Soif », pour regagner leurs pénates. En 1980, Jean-Bernard Vighetti, que le tourisme urbain intéresse au premier chef, fut convié à imaginer une formule susceptible de repeupler la ville les soirs de juillet. Pour faire sortir les Rennais de souche dans un jour ordinaire, il fallait s'y prendre tôt, vers 18 h 30, capter la clientèle à la sortie des bureaux. Rennes en vint naturellement aux arts de la rue.

Aujourd'hui, devant le Parlement de Bretagne enfin nettoyé de ses échafaudages, sur la place de la Mairie, ou partout dans le centre ancien, jongleurs, faux comédiens, vrais groupes de théâtre ambulants (les Zanimos, Laurent Petit, la compagnie Aristobulle...) réunissent les familles. On se souvient alors qu'ici, avant d'accéder à la postérité, les Nantais Royal de Luxe semèrent le désordre et que *L'Héritage des Celtes*, spectacle emblématique de l'ouverture bretonne, y fut créé.

Véronique Mortaigne

L'Europe, de Montréal à Novossibirsk

Grenoble/Théâtre. Souvenirs d'URSS et aperçu de la nouvelle Russie au 15^e Festival de théâtre européen

GRENOBLE

de notre envoyée spéciale Vu du 15^e Festival de théâtre européen de Grenoble, qui vient de se tenir du 26 juin au 5 juillet, le Vieux Continent n'en finit pas de repousser ses frontières. Les organisateurs ont en effet décidé d'aller puiser leur programme par-delà l'Atlantique et l'Oural, entre Montréal et Novossibirsk, avec une échappée du côté de La Paz, mais s'agissant d'un *Ubu en Bolivie*, familier de l'Hexagone depuis trois ans, ils ont dû considérer le visa de Jarry suffisant pour une entrée définitive dans l'espace de Schengen. Si ces prélèvements lointains ne garantissent en rien la qualité de la pièce, du moins offrent-ils quelques indications précieuses sur le milieu théâtral dont ils proviennent.

Escalade à Montréal d'abord, avec *Mon paradis d'enfer* et le Théâtre Parminou. On sait le poids du naturalisme sur la scène québécoise contemporaine. Lorsqu'il est pous-

sé à l'extrême, appréhété jusque dans les détails, sans craindre le trivial, il peut donner des résultats tout à fait intéressants.

Il n'est malheureusement souvent qu'un habillage au besoin de témoigner d'une réalité sociale, étouffé par la volonté de « poser » des problèmes qui font s'évanouir le théâtre dès qu'ils le sont. *Mon paradis d'enfer* en est un parfait cas d'école, représentant ce documentaire bien pensant, où la langue d'origine, celle de punks montréalais, a été moulinée pour signifier, démêler et hiérarchiser les responsabilités supposées. A la fin des fins, il ne manque plus que le débat avec le psychologue de service, l'animateur de quartier, le représentant des associations paroissiales et familiales et le délégué d'un ministère quelconque.

Loin du Saint-Laurent, sur les rives de l'Ob, escalade au Globe, Théâtre de la jeunesse de Novossibirsk, qui donne un Ostrovski, auteur du répertoire le plus représen-

té actuellement dans le pays, à travers lequel les Russes tentent de déchiffrer le monde qu'ils vivent, fondé sur le culte du commerce et la tyrannie de ses agents. Une machine à broyer les jeunes gens « idéalistes » jusqu'à ce qu'ils acceptent de passer dans ce moule unique, comme le démontre *Une place qui rapporte*.

SAVOIR-FAIRE EXPORTABLE

Pour monter cette pièce, inédite en français, et non surtitrée, Le Globe a fait appel à Veniamin Filchtinski, un metteur en scène pétersbourgeois. Son intervention présente au moins l'avantage de donner aux peu nombreux curieux, une idée assez précise de ce qu'était le théâtre académique du temps de l'URSS.

Un voyage à rebours auquel ne résistent que quelques acteurs de haut niveau, qui ont en partage cette élégance désespérée des jamaïcois-aimés et feraient merveille au cinéma si les nouveaux

Russes n'estimaient le cinéma superflu. L'autre Russie, celle qui se place, ou tente de le faire, est venue de Moscou. A la devanture, comme de bien entendu, un nom anglais, d'un seul bloc : Blackskywhite. Aucun rapport apparent avec le logo arboré, et dont il est difficile de dire s'il est inspiré par une multinationale du travail temporaire ou par Leonard de Vinci. La brièveté de la performance (une heure), l'étroitesse de la distribution (deux moines), le langage en images soignées font de *Bertrand's Toys*, un produit *made in Russia* paré pour l'exportation. Et pourtant Blackskywhite ne manque pas de savoir-faire, surtout pas de savoir-faire. A ces jeux glacés le Festival de Grenoble n'aura pas manqué d'opposer l'humanité colorée de Pippo Delbono et de ses *Barboni*, clochards terrestres découverts lors de Paris Quartiers d'été (*Le Monde* du 7 août 1998).

Jean-Louis Perrier

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.25 Les Minorités aux Etats-Unis. Forum Planète
 23.20 Maroc, le royaume des arts. Forum Planète

MAGAZINES

19.00 Best of Nulle part ailleurs. Canal +
 19.00 Rive droite, rive gauche. Best of débats. Paris Première
 20.00 20 h Paris Première. Best of. Paris Première
 20.40 Les Mercredis de l'Histoire. Les papes et le pouvoir [1/5]: Pie XII et l'Holocauste. Arte
 20.50 Sagas. Les extravagants. TF 1
 0.35 Le Cercle. Le best-of. France 2

DOCUMENTAIRES

17.50 La Fabuleuse Histoire du chapeau Panama. Planète
 18.05 Aimé Césaire, une voix pour l'histoire. [3/3]. La force de regarder demain. Odyssee
 18.30 Le Monde des animaux. Animaux en danger. [7/16]. La Cinquième
 18.45 Cinq colonnes à la une. Planète
 19.00 Connaissance. A propos de sexe. [1/4]. Arte
 19.30 Le Fleuve Jaune. Odyssee
 Les Tibétains du fleuve.
 19.45 Conférences de presse. Conférence du 15 mai 1962 [1/2]. Histoire

19.50 Vietnam. Les archives inédites de la BBC. Planète
 20.15 360°, le reportage GEO. Intellectuelles. [3/4]. Arte
 20.20 Les Enfants du serpent à sept têtes. Odyssee
 20.30 Les Chicanos à Los Angeles. Forum Planète
 20.35 La Coupe du monde de Yalon. Planète
 20.45 Tableaux d'un pillage. Histoire
 20.55 Femmes d'Angola. Téva
 21.30 Femmes d'Ethiopie. Téva
 21.45 Pères blancs et noirs Dogons. Histoire
 21.45 Rubans d'acier. [6/13]. No Man's Land. Odyssee
 22.00 Autour du Tour. Planète
 22.10 Le Bleu du Sinaï. [5/5]. Goodbye Flipper. Odyssee
 22.40 Curtis Mayfield. Paris Première
 23.25 Daniel Balavoine, le chanteur. France 3
 23.25 Arthur Rimbaud. Liberté libre. Odyssee
 23.30 Les Aventuriers. Richard Byrd. TSR
 0.10 Arthur Rimbaud. Rimbaud d'Afrique. Odyssee

0.15 La Lucarne. Par un jour de violence ordinaire. Mon ami Michel Seurat. Arte
 20.25 Athlétisme. Golden League. Meeting de Rome (Italie). Canal +

SPORTS EN DIRECT

MUSIQUE

20.45 Intégrale Chopin. Mezzo
 21.40 La Belle Hélène. Opéra d'Offenbach. Par les solistes de l'Orchestre de Paris, dir. Stéphane Petitjean. En simultané sur France-Musique. Arte - Mezzo
 21.55 Motown Live. Paris Première
 23.00 Nahawa Doumbia. Muzzik
 23.30 Phoenix Festival. Paris Première
 23.45 Haendel à Arlon. Par l'Orchestre baroque et le Chœur de musique de chambre de Namur, dir. Pierre Cao. Mezzo
 23.55 Quincy à Montreux. Muzzik

TÉLÉFILMS

20.40 Seul contre la pègre. Mimi Leder. O. 13^{ème} RUE
 21.00 Douze hommes en colère. France 3
 22.10 Une délicate affaire. Moira Armstrong. Festival
 22.55 Mes dix-sept ans. Philippe Faucon. O. France 2
 22.55 Dose mortelle. Mel Damski. O. M 6

SÉRIES

21.35 Le Caméléon. Wake Up (v.o.). Série Club
 22.20 Brooklyn South. Fisticuffs (v.o.). Série Club
 22.20 Friends. Celui qui a failli aller au bal (v.o.). Canal Jimmy
 0.00 New York Police Blues. Mister Roberts (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

18.30 Adieu Bonaparte. Youssef Chahine (Fr. - Eg., 1985, 120 min) O. Festival
 18.45 Rocketeer. Joe Johnston (EU, 1991, v.o., 105 min) O. Ciné Cinéma 3
 18.55 Adhémor ou le jouet de la fatalité. Fernandel (France, 1951, N., 95 min) O. Ciné Classics
 20.30 La Foule en délire. Howard Hawks (EU, 1932, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classics
 20.30 L'Honneur d'un capitaine. Pierre Schoendoerffer (France, 1982, 120 min) O. Ciné Cinéma 2
 21.50 Le Sexe faible. Robert Siodmak (France, 1933, N., 100 min) O. Ciné Classics
 22.25 La vie est belle. Frank Capra (EU, 1946, N., v.o., 130 min) O. Cinétoile
 22.30 Air Force One. Wolfgang Petersen (EU, 1997, v.o., 118 min) O. Canal +
 22.45 Dangereuse sous tous rapports. Jonathan Demme (Etats-Unis, 1987, 115 min) O. Cinéstar 2
 23.30 Appelez Nord 777. Henry Hathaway (EU, 1947, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classics
 0.25 Wilson. Henry King (EU, 1944, N., v.o., 150 min) O. Ciné Cinéma 2



0.35 Trust Me. Hal Hartley. Avec Adrienne Shelly, Merrit Nelson (Etats-Unis, 1991, 100 min) O. Cinéstar 1
 0.45 Le Grand Sam. Henry Hathaway (EU, 1960, v.o., 115 min) O. Ciné Cinéma 3
 2.40 Halloween : La nuit des masques. John Carpenter (Etats-Unis, 1978, 85 min) O. Cinéstar 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
 18.00 Sous le soleil. O.
 19.00 Rick Hunter, inspecteur choc. O.
 20.00 Journal, Météo.
 20.50 Sagas. Les extravagants.
 22.50 Ca vaut le détour. Les drôles de conduite.
 0.05 Minuit sport.
 0.40 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

19.15 1000 enfants vers l'an 2000.
 19.20 Qui est qui ?
 19.55 et 20.45 Tirage du Loto.
 20.00 Journal, Météo.
 20.55 Décollage immédiat. Souvenirs, souvenirs. La rançon de l'oubli. O.
 22.55 Mes dix-sept ans. Téléfilm. Philippe Faucon. O.
 0.15 Journal, Météo.
 0.35 Le Cercle. Le best-of.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
 18.50 Météo des plages.
 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
 20.05 Fa Si La.
 20.35 Tout le sport, Journal du Tour.
 21.00 Douze hommes en colère. Téléfilm. William Friedkin. O.
 23.00 Météo, Soir 3.
 23.25 Daniel Balavoine, le chanteur.

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.25
 18.30 Seinfeld. O.
 19.00 Best of Nulle part ailleurs.
 19.45 Flash infos, Le Zapping.
 20.05 Les Simpson. O.
 20.25 Athlétisme. Meeting de Rome.
 22.30 Air Force One. Film. Wolfgang Petersen (v.o.). O.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.55 La Cinquième rencontre... Les Français : le Louvre.
 14.50 Dakari. O.
 15.45 T.A.F.
 16.30 Au nom de la loi. O.
 17.00 Cinq sur cinq inventions.
 17.15 Faiseur d'images.
 17.30 100 % question.
 18.00 Le Cinéma des effets spéciaux.

Le Monde TELEVISION

RADIOS/ARTE/MEZZO

20.40 et 21.40 « Hélène en Egypte » et « La Belle Hélène » La Belle Hélène, que diffusent à la fois France-Musique, Mezzo et Arte, reste l'un des succès les plus éclatants d'Offenbach. Le livret de Meilhac et Halévy a, il est vrai, de quoi séduire les plus rétifs. Tout autre fut le succès d'Hélène en Egypte (sur Radio Classique), de Richard Strauss, dont les diverses versions n'ont pas eu la carrière escomptée.

FRANCE 2

22.55 « Mes dix-sept ans » Un film sensible de Philippe Faucon, inspiré de l'histoire réelle d'une jeune fille, qui, lors du premier Sidation, en 1994, expliqua comment elle fut infectée par le sida à la suite d'une histoire d'amour avec un jeune toxicomane. Remarquablement interprété par deux inconnus, Valentine Vidal et Toufik Daas, il démontre une fois de plus les qualités du cinéma et des thèmes de Philippe Faucon.

FRANCE 3

23.25 Daniel Balavoine, le chanteur Un documentaire d'André Flédéric qui dessine le portrait de Daniel Balavoine, chanteur engagé qui incarne en partie les attentes et les désirs d'une génération, celle des années 80, notamment lors d'un débat télévisé resté fameux. Il disparaît tragiquement en 1985, lors d'un Paris-Dakar. Ce film le fait revivre à l'aide de témoignages d'artistes et d'images d'archives.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.25 Cheveux, au-delà du miroir. Forum Planète
 23.25 La Soie, miracle de la nature. Forum Planète

MAGAZINES

13.45 Envoyé spécial, les années 90. Femmes de guerre. Histoire
 13.50 En attendant le Tour. France 2
 13.50 La Cinquième rencontre... Les Français : les autoroutes de l'information. La Cinquième
 15.10 et 4.10 Science info. Entretien avec Théodore Monod (1^{re} partie). LCI
 16.40 Le Talk Show. Patricia Kaas. LCI
 18.00 Stars en stock. Jennifer Jones. Vivien Leigh. Paris Première
 18.45 La Semaine d'Histoire. Les paysans. Les Kurdes. Le procès du sang contaminé. Histoire
 19.00 Nulle part ailleurs. Best of. Canal +
 20.00 20 h Paris Première. Best of. Paris Première
 20.05 Temps présent. Les bronzés en Amérique. TSR
 20.55 Les Nouveaux Mondes. Bornéo. France 2
 22.20 Les Rituels d'amour. Initiation à l'amour. France 2
 23.20 L'Eté de la 25^e heure. Mandela, fils de l'Afrique, père d'une nation. France 2
 1.00 Le Club. Invité : Pascal Thomas. Ciné Classics

DOCUMENTAIRES

17.45 Arthur Rimbaud. Rimbaud d'Afrique. Odyssee
 17.55 Un monde nouveau. Le parc de Lalapa. La Cinquième
 18.25 Quand la télé traite l'info. [1/4]. Les années 40-50. Planète
 18.30 Le Monde des animaux. Animaux en danger. [7/16]. La Cinquième
 18.30 Le Monde des chevaux. [6/13]. Le cheval et le dressage. Odyssee
 18.40 100 ans de films d'horreurs. Le baron Frankenstein. Ciné Classics
 19.15 Sport extrême. [1/13]. Le raid Bodo. Planète
 19.15 Une histoire de pyrénéisme. Odyssee
 19.40 La Fabuleuse Histoire du chapeau Panama. Planète
 19.45 Notre XX^e siècle. A votre santé. Odyssee
 20.15 360°, le reportage GEO. Intellectuelles. [4/4]. Arte

20.30 Les Cheveux en quatre. Forum Planète
 20.35 Cinq colonnes à la une. Planète
 20.40 Thema. Football : les coulisses d'un business. Arte
 20.40 Aimé Césaire, une voix pour l'histoire. [3/3]. La force de regarder demain. Odyssee
 21.40 Vietnam, les archives inédites de la BBC. Planète
 22.05 Histoire(s) du cinéma. Toutes les histoires. Canal +
 22.25 La Coupe du monde de Yalon. Planète
 22.25 L'Ecume des villes. Londres. Paris Première
 22.25 Sur la route avec Moscou Festival 89. Le blues de la perestroïka. Muzzik
 22.30 Yougoslavie, suicide d'une nation européenne. [4/6]. Les portes de l'enfer : la Bosnie, 1992-1993. RTBF 1
 22.30 Survivre. L'éléphant. Odyssee
 22.50 Volga, Volga. TMC
 23.00 Les Lions indomptables. Arte
 23.20 Les Volants, espoir à La Ciotat. Planète
 23.25 La Montagne des prières. Odyssee
 23.30 Eureka, j'ai tout faux ! La paléontologie. TSR
 23.50 Autour du Tour. Planète
 0.00 La Peau du foot. Arte
 0.15 Le Bleu du Sinaï. [5/5]. Goodbye Flipper. Odyssee

20.30 Les Cheveux en quatre. Forum Planète
 20.35 Cinq colonnes à la une. Planète
 20.40 Thema. Football : les coulisses d'un business. Arte
 20.40 Aimé Césaire, une voix pour l'histoire. [3/3]. La force de regarder demain. Odyssee
 21.40 Vietnam, les archives inédites de la BBC. Planète
 22.05 Histoire(s) du cinéma. Toutes les histoires. Canal +
 22.25 La Coupe du monde de Yalon. Planète
 22.25 L'Ecume des villes. Londres. Paris Première
 22.25 Sur la route avec Moscou Festival 89. Le blues de la perestroïka. Muzzik
 22.30 Yougoslavie, suicide d'une nation européenne. [4/6]. Les portes de l'enfer : la Bosnie, 1992-1993. RTBF 1
 22.30 Survivre. L'éléphant. Odyssee
 22.50 Volga, Volga. TMC
 23.00 Les Lions indomptables. Arte
 23.20 Les Volants, espoir à La Ciotat. Planète
 23.25 La Montagne des prières. Odyssee
 23.30 Eureka, j'ai tout faux ! La paléontologie. TSR
 23.50 Autour du Tour. Planète
 0.00 La Peau du foot. Arte
 0.15 Le Bleu du Sinaï. [5/5]. Goodbye Flipper. Odyssee

SPORTS EN DIRECT

15.10 Cyclisme. Tour de France (5^e étape) : Bonneval - Amiens. France 2 - RTBF 1 - TSR - Eurosport

MUSIQUE

18.00 Buddy Guy. Jazz à Vienne 1998. Muzzik
 18.10 L'Ouverture d'«Obéron» de Weber. Par l'Orchestre de la RTSI, dir. Serge Baudo. Mezzo
 19.10 Nat «King» Cole Shows 25 et 26. Décembre 1957. Muzzik
 20.45 Beethoven et Britten. Sonates pour violoncelle et piano, par Britten. Avec Hüseyin Sermet, piano ; Xavier Phillips, violoncelle. Mezzo
 21.00 Thomas Hampson. Amsterdam, 1995. Muzzik
 21.45 Didon et Enée. Opéra de Purcell. Par l'Orchestre et le Chœur de l'Académie européenne de musique, dir. David Stern. Mezzo

23.15 Salif Keita à Angoulême. Juin 1997. Muzzik
 23.20 Concert du nouvel an 1987. Par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. H. von Karajan. Paris Première
 1.00 Rodion Shchedrin and Friends. Munich 1983 et 1985. Muzzik

TÉLÉFILMS

17.00 Bella Vista. Alfredo Arias. Festival
 18.30 Les Vagues du souvenir. Waris Hussein. Festival
 20.30 Au cœur de l'adversité. Sam Pillsbury [1/2]. Festival
 20.50 Sam. Yves Boisset. TF 1
 21.00 Ce que savait Maisie. Edouard Molinaro. Disney Channel
 22.40 Disparu. George Kaczender. Téva
 22.45 Naissances. Bethany Rooney. TF 1
 23.45 La Mort mystérieuse de Nina Chéreau. Denis Berry. O. 13^{ème} RUE

SÉRIES

17.05 L'Incorrigible Cory. 20 ans de mariage. Disney Channel
 18.00 Jason King. L'imposteur. Série Club
 18.25 The Sentinel. La trêve. O. M 6
 18.35 Deux flics à Miami. [1/2]. La loi du ring. RTL 9
 19.20 L'Homme de fer. Le trésor de l'indien. 13^{ème} RUE
 19.40 Happy Days. [1/3]. Fonzie est amoureux. Série Club
 20.05 Tout le monde aime Raymond. Le test. Série Club
 20.10 Les Simpson. La phobie d' Homer. O. Canal +
 20.15 Caroline in the City. Caroline and the Sandwich. RTL 9
 22.40 Profiler. Plus fort que toi. [1/2]. Une vieille connaissance. O. M 6
 23.30 Working. The Lying Game (v.o.). Série Club
 23.55 Le Retour du Saint. Le village perdu. Série Club
 0.20 Seinfeld. L'appartement (v.o.). Canal +
 0.25 C-16. Six balles pour Olsansky. M 6
 0.45 Jim Bergerac. Un miracle par semaine. Série Club
 2.55 The Brian Benben Show. Motivating Kevin (v.o.). Canal Jimmy
 4.20 VRS. Prisonnière (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

13.25 Adhémor ou le jouet de la fatalité. Fernandel. Avec Fernandel, Marguerite Piery (France, 1951, N., 95 min) O. Ciné Classics
 13.40 Le Grand Sam. Henry Hathaway (EU, 1960, v.o., 120 min) O. Ciné Cinéma 3
 13.45 Dangereuse sous tous rapports. Jonathan Demme (Etats-Unis, 1987, 110 min) O. Cinéstar 2
 15.00 La 31^e Section. Pierre Schoendoerffer (Fr., 1964, N., 95 min) O. Ciné Classics
 16.45 Rocketeer. Joe Johnston (Etats-Unis, 1991, 110 min) O. Ciné Cinéma 1
 17.00 Les Géants. Sam Miller (Grande-Bretagne, 1997, 89 min) O. Canal +
 17.30 La Septième Victime. Mark Robson (EU, 1943, N., v.o., 70 min) O. Ciné Classics
 20.30 Le Sexe faible. Robert Siodmak (Fr., 1933, N., 105 min) O. Ciné Classics
 20.30 Le Grand Sam. Henry Hathaway (Etats-Unis, 1960, 115 min) O. Ciné Cinéma 1



21.00 Une histoire simple. Claude Sautet. Avec Romy Schneider, Bruno Cremer (France, 1978, 110 min) O. France 3
 21.10 Cash-cash. Richard Lester (Etats-Unis, 1984, 90 min) O. Cinétoile
 22.10 Rocketeer. Joe Johnston (Etats-Unis, 1991, 105 min) O. Ciné Cinéma 2
 22.10 Cet obscur objet du désir. Luis Buñuel (France, 1977, 105 min) O. Ciné Cinéma 3
 22.25 Le Journal du séducteur. Danièle Dubroux (France, 1995, 100 min) O. Ciné Cinéma 1
 23.45 La Foule en délire. Howard Hawks (EU, 1932, N., v.o., 75 min) O. Ciné Classics
 0.40 Les Jeux de l'amour et de la guerre. Arthur Hiller (Etats-Unis, 1964, N., v.o., 115 min) O. Cinétoile
 1.05 Que le meilleur l'emporte. Franklin J. Schaffner (Etats-Unis, 1964, N., 100 min) O. Arte

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
 15.25 Le Rebelle. O.
 16.15 Sunset Beach. O.
 17.10 Melrose Place. O.
 18.00 Sous le soleil. [4/13].
 19.00 Rick Hunter, inspecteur choc. O.
 20.00 Journal, Météo, Trafic infos.
 20.50 Sam. Téléfilm. Yves Boisset. O.
 22.45 Made in America. Naissances. Téléfilm. Bethany Rooney. O.
 0.25 Notre 20^e siècle. A armes inégales.

FRANCE 2

15.10 Cyclisme. Bonneval - Amiens.
 17.30 Vélo Club.
 18.25 Un livre, des livres.
 18.30 Hartley, cœurs à vif. O.
 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
 19.20 Qui est qui ?
 20.00 Journal, Météo, Point route.
 20.55 Un jeudi soir sur la Terre. Les Nouveaux Mondes. Bornéo.
 22.15 Expression directe. CFTC.
 22.20 Les Rituels d'amour. Initiation à l'amour.
 23.20 L'Eté de la 25^e heure. Mandela, fils de l'Afrique, père d'une nation.
 1.20 Ecce Homo. Le mariage.

FRANCE 3

15.15 Le Prix d'une princesse. Téléfilm. Camilo Vila. O.
 16.45 La Mort pour vivre. Téléfilm. Paul Jr Pesce. O.
 18.20 Questions pour un champion.
 18.50 Météo des plages.
 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
 20.05 Fa Si La.
 20.35 Tout le sport.
 20.38 Le Journal du Tour.
 20.50 Consomag.
 21.00 Soirée Romy Schneider. Une histoire simple. Film. Claude Sautet. O.
 22.50 Météo, Soir 3.
 23.20 Le Trio infernal. Film. Francis Girod. O.
 1.00 Benny Hill. O.

CANAL +

15.15 Maguinns, flic ou voyou. O.
 15.55 Les Ambassadeurs de la paresse.
 17.00 Les Géants. Film. Sam Miller. O.
 18.29 Jean-Luc et Faïpassa. ► En clair jusqu'à 20.35
 18.30 Seinfeld. O.
 19.00 Best of Nulle part ailleurs.
 19.55 Flash infos.
 20.05 Le Zapping.
 20.10 Les Simpson. O.
 20.35 Bingo ! Film. Maurice Illouz. O.
 22.05 Histoire(s) du cinéma. Toutes les histoires.
 22.55 La Drôlesse. Film. Jacques Doillon. O.
 0.19 10 secondes et des poussières. Un malchanceux. O.
 0.20 Seinfeld. L'appartement. O.

RADIO

18.20 Météo.
 18.30 Le Monde des animaux.
 19.00 Connaissance. A propos de sexe. [1/4].
 19.45 Météo, Arte info.
 20.15 360°, le reportage GEO. Intellectuelles. [3/4].
 20.40 Les Mercredis de l'Histoire. Les papes et le pouvoir [1/5]: Pie XII et l'Holocauste.
 21.40 et 23.15 Muzica. La Belle Hélène. Opéra d'Offenbach.
 22.50 Entracte. Les Cent Photos du siècle. En route pour Cuzco, une photo de Werner Bischof, 1954.
 23.00 La Belle en ville.
 0.15 La Lucarne. Par un jour de violence ordinaire. Mon ami Michel Seurat.

M 6

18.25 The Sentinel. alibi. O.
 19.20 Mariés, deux enfants. O.
 19.50 Voile, le Six Minutes, Météo.
 20.05 Solidays 99.
 20.10 Zorro. O.
 20.45 Une journée avec...
 20.55 Opération : Porte de feu. Téléfilm. Kaspar Heidelbach. O.
 22.55 Dose mortelle. Téléfilm. Mel Damski. O.

FRANCE-CULTURE

20.00 Les Chemins de la musique. Une traversée du XX^e siècle [3/5].
 20.30 Agora. Martin Monestier.
 21.00 Philambule. Autour de Jankélévitch.
 22.10 Fiction (Rediff.). Le Gardien du cimetière, de Jean Ray ; L'Etrange Orchidée, de Herbert George Wells.
 23.00 Nuits magnétiques. [3/5].

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert. Par la Capella de Turchini, dir. Antonio Florio.
 21.40 La Belle Hélène. Opéra d'Offenbach. En simultané sur Arte et sur Mezzo.
 20.15 Les Soirées. Trio Des Quilles K 498, de Mozart, Emanuel Ax, piano, Richard Stoltzman, clarinette, Yo-Yo Ma, violoncelle. 20.40 Hélène d'Egypte. Opéra de Strauss. Par la Chorale Kenneth Jewell et l'Orchestre symphonique de Detroit, dir. Antal Dorati, G. Jones (Hélène), M. Kastu.
 22.52 Les Soirées (suite).

RADIO CLASSIQUE

0.45 Libre échange. Film. Niall Johnson (v.o.). O.
 3.40 Le Cercle parfait. Film. Ademir Kenovic (v.o.). O.

LA CINQUIÈME/ARTE

14.50 Journal intime du corps humain.
 15.45 Lettres d'Amérique. [4/13].
 16.30 Au nom de la loi. O.
 17.00 Cinq sur cinq.
 17.15 Gallée. Les médias : Libération.
 17.30 100 % question.
 17.55 Un monde nouveau.
 18.30 Le Monde des animaux.
 19.00 Voyages, voyages. Katmandou.
 19.45 Météo, Arte info.
 20.15 360°, le reportage GEO. Intellectuelles [4/4].
 20.40 Thema. Football - Les coulisses d'un business. 20.45 A nous la victoire ! 22.15 Pape Diouf. 23.00 Les Lions indomptables. 0.00 La Peau du foot.
 1.05 Que le meilleur l'emporte. Film. Franklin J. Schaffner. O.

M 6

15.15 Qui veut tuer Chase Prescott ? Téléfilm. Peter Hunt. O.
 17.00 M comme musique.
 17.30 Highlander. O.
 18.25 The Sentinel. O.
 19.20 Mariés, deux enfants. O.
 19.50 Voile.
 19.54 Le Six Minutes, Météo.
 20.05 Solidays 99.
 20.10 Zorro. O.
 20.40 Météo des plages.
 20.45 Hors circuits.
 20.55 On n'est pas sorti de l'auberge. Film. Max Pecas. O.
 22.40 Profiler. Plus fort que toi. O.
 23.30 Une vieille connaissance. O.
 0.25 C-16. Six balles pour Olsansky. O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Les Chemins de la musique. [4/5].
 20.30 Agora. Cyril Bordinier.
 21.00 Lieux de Mémoire. Edith Piaf.
 22.10 For Intérieur. Lydie Salvayre.
 23.00 Nuits magnétiques. [4/5].
 0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Tête d'affiche. Concert par l'Orchestre philharmonique de Radio France, dir. Marek Janowski : Œuvres de Hindemith, Bruckner.
 22.00 Concert. Œuvres de Leguay, Poulenc, Ligeti, Bacri.
 2

